

Ouvrir les lectures de la ville : traduction, paysage linguistique et solidarité à Parc-Extension

David Blondeau

Mémoire présenté au
Département d'études françaises

comme exigence partielle au grade de
Maîtrise ès Arts (Traductologie)

Université Concordia
Montréal, Québec, Canada

Août 2023
© David Blondeau, 2023

RÉSUMÉ

Ouvrir les lectures de la ville : traduction, paysage linguistique et solidarité à Parc-Extension

David Blondeau

Sis à l'intersection de la traductologie et de l'étude des paysages linguistiques, ce mémoire interroge la place et la signification de la traduction dans la création du paysage linguistique en contexte multiethnique. Avec pour toile de fond Parc-Extension, un quartier multiculturel et historiquement défavorisé aujourd'hui à la croisée des chemins, ce mémoire s'appuie sur des entrevues sur le terrain pour mettre en vitrine trois projets communautaires ou artistiques qui ont mobilisé la traduction afin d'inscrire la diversité linguistique dans l'espace urbain : le documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier* de la réalisatrice Jenny Cartwright; l'initiative d'entraide Aide mutuelle Parc-Extension, née dans la foulée de l'annonce de la pandémie de COVID-19; et la création d'une banque multilingue de ressources sur la pandémie par l'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCÉSSS). S'inspirant des travaux de Sherry Simon sur la traduction dans la ville, ce mémoire démontre l'intérêt d'étudier le paysage linguistique dans une perspective traductologique. Cette approche rend manifeste l'historicité du paysage linguistique et y situe la traduction comme un acteur déterminant qui permet non seulement de donner une visibilité à des langues trop souvent invisibles, mais aussi de rassembler les communautés autour d'une action collective sur les lectures de la ville.

ABSTRACT

Opening the Urban Text: Translation, Linguistic Landscape and Solidarity in Parc-Extension David Blondeau

Through an approach that combines translation studies and linguistic landscape studies, this thesis investigates the role and significance of translation in creating the linguistic landscape of a multiethnic district. Focusing on Parc-Extension, a multicultural and historically disadvantaged neighbourhood currently at a crossroads, this thesis draws on field interviews to examine three community or artistic projects that use translation to inscribe the urban space with linguistic diversity: the documentary *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier* by filmmaker Jenny Cartwright; the Parc Ex Mutual Aid initiative, created in response to the announcement of the COVID-19 pandemic; and the multilingual COVID-19 resource directory set up by the Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCÉSSS). Drawing on Sherry Simon's work on translation in the city, this thesis demonstrates the value of studying the linguistic landscape from a translation studies perspective. This approach reveals the historicity of the linguistic landscape and the way that translation not only gives visibility to languages that are too often invisible, but also unites communities through collective action aimed at the urban text.

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord offrir mes plus chaleureux remerciements à ma directrice de recherche, Sherry Simon. Merci d'avoir cru en mon projet dès le départ et de m'avoir encouragé, avec passion et enthousiasme, à aller de l'avant et à me dépasser.

Mes remerciements vont également à M^{mes} Christine York et Patricia Lamarre, qui ont généreusement accepté de lire et d'évaluer mon travail.

Un grand merci aux professeur·e·s et chargé·e·s de cours du Département d'études françaises qui ont croisé mon chemin depuis 2020. Je pense à Anne-Marie Rivard, dont le séminaire m'a été d'une aide inestimable; à Debbie Folaron, dont les conseils, toujours judicieux et bienveillants, m'ont été très précieux; et à Danièle Marcoux, sans qui je ne me serais probablement jamais lancé dans l'aventure des études supérieures.

Jenny Cartwright, Sasha Dyck, Vijay Kolinjivadi, Adina Ungureanu. Merci pour votre infinie générosité alors que vous ne me deviez rien. Merci de m'avoir raconté votre quartier, son dynamisme, ses enjeux et l'avenir que vous y façonnez.

Merci au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada et au Fonds de recherche du Québec - Société et Culture (FRQSC) pour le précieux soutien financier.

Et mille mercis à mes proches – famille, ami·e·s – pour l'énergie et les mots d'encouragement. À ma mère Monique qui, avec son énergie débordante, me rappelle de ne jamais lâcher, et à Benjamin, qui fait du quotidien un havre de douceur.

Table des matières

LISTE DES FIGURES	VIII
CHAPITRE 1 – INTRODUCTION	1
CHAPITRE 2 – PRÉSENTATION DU QUARTIER PARC-EXTENSION	10
2.1. INTRODUCTION	10
2.2. UNE ENCLAVE D’EXCEPTION	11
2.3. UNE LONGUE TRADITION D’ACCUEIL	14
2.4. PORTRAIT DÉMOGRAPHIQUE ACTUEL	15
2.5. UN QUARTIER EN PLEINE TRANSFORMATION.....	16
2.6. APERÇU D’UN PAYSAGE LINGUISTIQUE COMPLEXE	17
2.7. CONCLUSION	19
CHAPITRE 3 – REPÈRES THÉORIQUES.....	20
3.1. L’ÉTUDE DES PAYSAGES LINGUISTIQUES	21
3.1.1. <i>Bourhis et Landry : un point de départ</i>	21
3.1.2. <i>La naissance et l’évolution de l’ÉPL</i>	21
3.1.3. <i>Situer le linguistique</i>	23
3.1.4. <i>Situer le paysage</i>	24
3.1.5. <i>Un objet de société</i>	25
3.1.6. <i>Conclusion</i>	26
3.2. LA TRADUCTION DANS LA VILLE	27
3.2.1. <i>Introduction</i>	27
3.2.2. <i>La ville traductionnelle</i>	27
3.2.3. <i>La ville double</i>	29
3.2.4. <i>La migration</i>	31
3.2.5. <i>Conclusion</i>	33
3.3. À L’INTERSECTION DE LA TRADUCTOLOGIE ET DE L’ÉTUDE DES PAYSAGES LINGUISTIQUES	34
3.3.1. <i>Introduction</i>	34
3.3.2. <i>La traduction en ÉPL : un intérêt croissant</i>	34
3.3.3. <i>Le paysage linguistique en traductologie</i>	38
3.3.4. <i>Conclusion</i>	41
CHAPITRE 4 – ÉVOLUTION DU PROJET ET REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES.....	42
4.1. INTRODUCTION	42
4.2. ÉVOLUTION DU PROJET	42
4.3. REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES	46
CHAPITRE 5 – SE SOUVENIR D’UN TEMPS OÙ PERSONNE NE TRADUISAIT LE QUARTIER : (NON-)TRADUCTION ET JUSTICE SOCIALE DANS PARC-EXTENSION	49
5.1. INTRODUCTION	49
5.2. UNE LETTRE D’AMOUR À UN QUARTIER SOUS PRESSION	51
5.3. LA (NON-)TRADUCTION DES DIALOGUES : LA BARRIÈRE LINGUISTIQUE ET LE REGARD COMME ÉQUIVALENCE	55
5.4. L’AFFICHAGE MULTILINGUE : RENDRE JUSTICE PAR LA TRADUCTION	60
5.5. CONCLUSION	62
CHAPITRE 6 – AIDE MUTUELLE PARC-EXTENSION : LA TRADUCTION COMME OUVROIR DE COMMUNAUTÉS	64
6.1. INTRODUCTION	64
6.2. DESCRIPTION DES DOCUMENTS TRADUITS	66
6.3. ENTRE COORDINATION ET ADAPTATION : APERÇU DU PROCESSUS DE TRADUCTION	69
6.4. LA TRADUCTION ENTRE COMMUNAUTÉS ET COMMUNS	71

6.4.1. <i>Agir avec et entre les communautés : la traduction comme prise en charge solidaire</i>	71
6.4.2. <i>Agir pour donner en partage : la traduction comme ouvrage de communs</i>	74
6.5. CONCLUSION	78
CHAPITRE 7 – LA BANQUE DE RESSOURCES MULTILINGUES D’ACCÈSS : STIMULER LE « RÉFLEXE MULTILINGUE » PAR L’ACTION COLLECTIVE	80
7.1. INTRODUCTION	80
7.2. PRÉSENTATION DU PROJET.....	82
7.3. QUAND L’ESPACE PUBLIC SE DÉMATÉRIALISE : LE PAYSAGE LINGUISTIQUE VIRTUEL.....	87
7.4. UN POSITION STRATÉGIQUE AUX INTERSTICES	88
7.4.1. <i>La production participative</i>	89
7.4.2. <i>La traduction non professionnelle</i>	90
7.4.3. <i>La communication descendante et la communication ascendante</i>	92
7.5. DISCUSSION.....	93
7.6. CONCLUSION	95
CHAPITRE 8 – DISCUSSION ET CONCLUSION	98
8.1. INTRODUCTION	98
8.2. RÉPARER L’INJUSTE	100
8.3. RECONFIGURER L’ESPACE PUBLIC.....	102
8.4. ...POUR Y METTRE LA DIVERSITÉ EN VITRINE.....	104
8.5. OUVRIR LES LECTURES DE LA VILLE	106
8.6. CONCLUSION	107
BIBLIOGRAPHIE	109

Liste des figures

FIGURE 1 : EMBLEMEMENT DE PARC-EXTENSION SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL.	13
FIGURE 2 : LIMITES SOCIOLOGIQUES DE PARC-EXTENSION.	13
FIGURE 3 : AFFICHE MULTILINGUE FAISANT LA PROMOTION D'UNE PROJECTION DU DOCUMENTAIRE JE ME SOUVIENS D'UN TEMPS OÙ PERSONNE NE JOGGAIT DANS CE QUARTIER.	45
FIGURE 4 : AFFICHE MULTILINGUE FAISANT LA PROMOTION D'UNE PROJECTION DU DOCUMENTAIRE JE ME SOUVIENS D'UN TEMPS OÙ PERSONNE NE JOGGAIT DANS CE QUARTIER.	51
FIGURE 5 : AFFICHE OFFICIELLE DU DOCUMENTAIRE JE ME SOUVIENS D'UN TEMPS OÙ PERSONNE NE JOGGAIT DANS CE QUARTIER.	53
FIGURE 6 : TROIS DES FACES DU DÉPLIANT INFORMATIF SUR L'INITIATIVE AIDE MUTUELLE PARC-EXTENSION	68
FIGURE 7 : AFFICHE MULTILINGUE DU PROJET AIDE MUTUELLE PARC-EXTENSION	69
FIGURE 8 : EXTRAIT DU DOCUMENT D'INFORMATION PRODUIT PAR ACCÉSS EN KINYARWANDA	85
FIGURE 9 : ADAPTATION VIDÉO EN WOLOF DU DOCUMENT D'INFORMATION PRODUIT PAR ACCÉSS	85

Chapitre 1 – Introduction

Ce mémoire interroge la place de la traduction dans le processus par lequel la langue s’inscrit dans l’espace public de Parc-Extension, un quartier multiethnique situé en plein cœur de Montréal. Il loge en ce sens à l’intersection de la traductologie et d’une branche de la sociolinguistique qu’on appelle l’« étude des paysages linguistiques » et qui s’intéresse, globalement, à l’affichage public. J’y présente et analyse trois projets artistiques ou communautaires qui ont fait de la traduction un outil de visibilité de la diversité linguistique et de positionnement face à des questions socioéconomiques qui touchent ce quartier.

L’idée de travailler sur l’interface entre la traduction et l’affichage m’est venue au printemps 2020, au détour du premier confinement. À l’époque, en dehors du travail dévoué des soignant·e·s et autres personnels essentiels, Montréal était à l’arrêt, presque immobile. Les articles de presse annonçant les restrictions sanitaires s’accompagnaient de photographies d’autoroutes désertées et de rues commerçantes éteintes – tant de souvenirs des profondes perturbations qui ont paralysé l’espace urbain. Rappelons-nous comment du jour au lendemain, la mobilité pendulaire s’est arrêtée net et les lieux publics de socialisation ont perdu leur force magnétique... Mais cette contraction n’a pas amené que des pertes. Comme l’a souligné Loredana Polezzi (2020), un corollaire du confinement aura certainement – et paradoxalement – été de déconfiner les citoyen·e·s de leur affairément pour les redonner à leur patelin... Après tout, en 2020, combien de sorties au centre commercial ont été troquées pour des promenades dans le quartier?

Au printemps 2020, j’étais du lot des promeneurs. J’avais la chance de pouvoir exercer ma profession de traducteur de la maison, et puisque les restrictions sanitaires limitaient mes occasions de socialiser, j’avais l’habitude de sortir marcher chaque jour. C’est ainsi que j’ai commencé à (re)découvrir Montréal et ses quartiers. Déformation professionnelle, je posais autour de moi un

regard langagier, m'attardant sans le vouloir aux slogans des panneaux-réclames, aux formulations sur les enseignes, à la superposition des langues en devanture des commerces. Au fil des semaines, j'ai arpenté à pied différents quartiers qui faisaient jouer, chacun à sa manière, les langues écrites.

L'un des quartiers où j'ai le plus marché est sans conteste Parc-Extension, un lieu où langue et espace public entretiennent un rapport complexe. Ce quartier est en quelque sorte l'un des miens : j'y ai vécu quelque temps, au début de la dernière décennie, lorsque j'entamais mes études universitaires. Situé en plein cœur de l'île de Montréal, Parc-Extension est l'un des quartiers les plus diversifiés de la ville sur les plans culturel et linguistique. Pour le promeneur langagier, c'est un microcosme fascinant. Pour ma part, j'y voyais de la traduction partout : des enseignes trilingues (français et anglais assortis d'arabe, d'hindi, d'amharique...) dont je présumais qu'elles disaient (presque) la même chose; un avis rédigé exclusivement en grec mais signé par un comité de logement au nom francophone; des fragments de langues qui cohabitaient au sein des mêmes énoncés (« *comptable, bureau lawyer, école de conduite showroom* » ; « *système de son satellite dish* »)... Cette immersion péripatétique le long de la *surface sensorielle* de la ville (Cronin et Simon, 2014) me rappelle l'expérience du promeneur que décrivait Walter Benjamin dans sa *Chronique berlinoise*, où les textes de la ville sont posés comme des voix qui rythment les parcours :

Not to find one's way in a city may well be uninteresting and banal. It requires ignorance—nothing more. But to lose oneself in a city—as one loses oneself in a forest—that calls for quite a different schooling. The signboards and street names, passers-by, roofs, kiosks or bars must speak to the wanderer like a cracking twig under his feet in the forest, like the startling call of a bittern in the distance, like the sudden stillness of a clearing with a lily standing erect on its centre. (cité dans Wallach, 2020)

En faisant correspondre écriteaux et repères toponymiques à l'univers sonore de la randonnée en forêt, Benjamin nous rappelle que la ville se montre particulièrement généreuse envers celles et ceux qui prêtent l'oreille à ses *voix*, leur faisant cadeau d'une immersion aussi exaltante qu'un bain

de nature. Selon le philosophe, arpenter la ville en s'ouvrant à la richesse de ses signes, c'est amorcer un mouvement qui mène aux confins de soi, en faisant de ses sens des canaux d'accueil. Si la langue occupe une place de choix dans cette image de la promenade comme exil, c'est parce que la ville, bien qu'elle n'ait pas le monopole de l'écrit, est le lieu d'une formidable convergence textuelle (Wallach, 2020). En intégrant avec tant d'intensité le matériau physique de la cité, la langue en vient elle-même à former une couche signifiante du paysage. Elle *devient* un paysage doté d'une agentivité propre : le paysage linguistique.

En sociolinguistique, la notion de « paysage linguistique » fait l'objet d'un champ d'étude depuis une vingtaine d'années. Connue en anglais sous le nom de *linguistic landscape studies*, l'étude des paysages linguistiques (ÉPL) constitue un domaine foisonnant aux contours en constante mutation. Elle s'inscrit dans le sillage des travaux de Richard Y. Bourhis et de Rodrigue Landry (1997), qui ont posé pour la première fois le terme *linguistic landscape* pour désigner, globalement, la langue de la signalisation routière, de la toponymie et de l'affichage public. Depuis, cette notion a vu son aire s'élargir pour englober différentes manifestations de l'écriture dans l'espace public, y compris sous forme numérique ou mobile, ou encore sur les vêtements et autres artefacts (Marten *et al.*, 2012). L'ÉPL étudie le phénomène de l'affichage sous diverses coutures dans le but de dégager « *the deeper meanings and messages conveyed in language in places and spaces* » (Shohamy et Gorter, 2009, p. 1). Du fait de la convergence textuelle qu'elles recèlent, les villes s'imposent comme un lieu privilégié pour étudier les paysages linguistiques. Comme le souligne Jan Blommaert (2013), « *the locus where such landscapes are being documented is usually the late-modern, globalized city: a densely multilingual environment in which publicly visible written language documents the presence of a wide variety of (linguistically identifiable) groups of people* » (p. 1). Il semble donc tout naturel de voir dans un quartier comme Parc-

Extension un terrain éminemment fertile pour étudier l'inscription visible de la diversité linguistique dans l'environnement urbain.

En pleine expérience immersive, le promeneur de Walter Benjamin ouvre ses sens aux signes de la ville. Mais c'est un regard bien à lui qu'il pose autour de lui, comme je l'ai fait lorsque je « voyais de la traduction partout » avec mes yeux de traducteur. Dans « Sémiologie et urbanisme » (1967), Roland Barthes assimile la ville à un discours, qualifiant ses habitant·e·s de « sorte de lecteur » (p. 13). En associant le mouvement des corps dans la ville à celui des yeux sur le texte, il rappelle la nature éminemment *interprétative* de l'être-en-ville : l'espace urbain est « un énoncé » complexe dont les fragments sont « actualisés en secret » à chaque déplacement, tout comme le texte est pour Barthes « un espace à dimensions multiples » (1968, p. 67) dont les fragments ont pour point de convergence le lecteur ou la lectrice. Ma lecture « traductionnelle » du paysage linguistique de Parc-Extension était donc le fruit de ma propre actualisation du texte offert par ce quartier. Mais il faut dire qu'elle était au diapason d'une perception commune. En zone de contact linguistique, l'affichage est souvent lu comme un texte traduit. Je peux en ce sens citer un article du magazine *Urbania* dans lequel le journaliste Jean Bourbeau (2021) vante les vertus d'un Parc-Extension menacé par la gentrification :

Ourdou, pendjabi, singhalais, espagnol, créole, une mélodie pluriphone s'écoute dans les ruelles greffées de jardins où l'on récolte les légumes en fin d'été. Un avion descend dans l'azur alors qu'une femme en sari allège sa corde à linge. Avec ses nombreux petits commerces et ses erreurs de traduction dans les vitrines, on y respire un parfum d'authenticité, loin du clinquant et des sorties entre amis au resto indien apportez votre vin [je souligne].

Cette affirmation est anecdotique, mais elle soulève des questions cruciales : le regard extérieur suffit-il à faire d'un texte urbain une traduction? Peut-on réellement se prononcer sur la qualité d'une traduction dont on ne connaît ni la langue de départ, ni les conditions de production? Et qu'en disent les personnes concernées?

Ce questionnement n'est pas qu'une simple affaire de curiosité. Il s'inscrit dans des considérations sociales. Car le fait de se prononcer publiquement sur une traduction peut contribuer à renforcer, ou à tout le moins à influencer, l'image que d'autres se feront non seulement de la traduction en général, mais aussi des personnes qui la réalisent. Comme l'écrit Andrew Chesterman : « *At the collective level, people's reactions to translations contribute to their shared mental image of what translations are like, and perhaps also of what translators are like – to the extent that they are reacting to the translations as translations, of course* » (2007, p. 179). Dans ce cas-ci, un journaliste assimile certains pans de l'affichage à de la traduction *erronée*. Bien qu'elle s'inscrive dans un argumentaire qui encense la diversité de Parc-Extension, cette observation n'en contribue pas moins à cimenter dans la vision populaire l'image d'un quartier où les « erreurs de traduction » sont légion. Cela nous rappelle que, l'œil étant notre organe sociologique (Sennett, 1990), l'actualisation subjective des fragments de la ville implique aussi un rapport à l'autre. Lorsque le paysage linguistique parle au promeneur, il lui parle d'autres personnes. Le commentaire sur la traduction de l'affichage va donc au-delà de la simple constatation : il contribue à l'image qu'on se fait de ses créateurs et créatrices. Et dans le cas de Parc-Extension, il est probable que ces créateurs et créatrices soient des résident·e·s allophones d'un quartier défavorisé, des gens sur qui il se dit bien des choses mais dont la voix se fait rarement entendre dans le débat public.

Pour parler de la place de la traduction dans le paysage linguistique d'un quartier multiculturel, il importe d'abord de préciser ce qu'on entend par « traduction ». En fait, il est difficile d'étudier la nature traductionnelle de l'affichage d'un strict point de vue théorique, tant le concept même de traduction est instable. Comme le souligne Tong King Lee (2022), le terme « traduction » s'emploie autant pour désigner une intervention sémiotique visant un transfert interlinguistique que pour décrire, de façon plus métaphorique, la circulation des symboles et des idées entre les espaces culturels. Pour les fins de ma démarche, j'aimerais me tourner vers une

définition qui braque les projecteurs sur le *travail* traductif plutôt que sur son résultat, par exemple celle que propose Lawrence Venuti dans *The Translator's Invisibility* (2012) : « *a process by which the chain of signifiers that constitutes the foreign text is replaced by a chain of signifiers in the translating language which the translator provides on the strength of an interpretation* » (p. 13). Cette définition met l'accent sur deux facettes importantes du traduire : le mouvement (entre deux textes, deux langues) et le geste (interprétatif, délibéré). En présentant la substitution d'énoncés comme le fruit d'un travail éclairé, cette définition centre la discussion sur l'agentivité et le savoir-faire des traducteurs et des traductrices.

Il s'agit donc, pour comprendre le rôle de la traduction dans la création de l'affichage, de s'intéresser à la traduction en tant que travail. Mais comment sonder un travail invisible? Si le paysage linguistique est bel et bien le fruit d'un labeur traductif, qui sont les gens qui le rendent possible? À ma connaissance, peu de travaux ont abordé cette question. Les chercheurs et chercheuses de l'ÉPL soulignent que le paysage linguistique est le fruit d'un effort multipartite mené par une constellation d'*acteurs* et d'*actrices* (*linguistic landscape actors*), qui participent concrètement « *in the shaping of the LL by ordering from others or building by themselves LL elements according to preferential tendencies, deliberate choices or policies* » (Ben-Rafael *et al.*, 2006, p. 9). Au rang de ces acteurs et actrices, on cite notamment les « *professional designers and producers, employees of municipal bodies, national agencies or corporate organization, and individual entrepreneurs and shopkeepers* » (Ben-Rafael *et al.*, 2010, p.xii). Rapporté à la traductologie, l'actorat du paysage linguistique est un concept analogue à celui d'agent·e de traduction, qui désigne une entité capable d'exercer un pouvoir de façon intentionnelle dans le processus de traduction (Buzelin, 2010). Étudier la place de la traduction dans l'affichage implique donc d'explorer la mesure dans laquelle les agent·e·s de traduction peuvent être, eux et elles aussi, des acteurs et actrices du paysage linguistique.

Voilà les réflexions dans lesquelles j'ai souhaité inscrire ma démarche. Conscient du fait que mon regard sur les textes de l'espace public est tributaire de ma propre expérience, je suis allé à la rencontre de gens qui ont participé à la création du paysage linguistique de Parc-Extension afin de mieux comprendre le rôle qu'y joue la traduction. Or ces rencontres ont ouvert ma démarche de recherche à des enjeux sociaux et économiques plus larges. Elles m'ont permis de réaliser à quel point la réflexion sur la traduction est indissociable de celle sur les inégalités et les enjeux sociaux qui touchent Parc-Extension. Ce district cosmopolite, qui abrite depuis des décennies une population largement ouvrière et immigrante, est aujourd'hui à la croisée des chemins. En effet, l'installation récente d'acteurs institutionnels et commerciaux à ses lisières le pousse vers une trajectoire d'embourgeoisement qui risque de transformer durablement son profil socioéconomique et démographique. Pour les habitant·e·s, ces bouleversements ont des conséquences bien réelles : réorientation du parc locatif, hausses de loyer, évictions, perte de repères communautaires (Guay *et al.*, 2020; Renzi *et al.*, 2022). Ce dont je me suis rendu compte, c'est que cette situation oriente la pratique de la traduction et la réflexion sur l'inscription des langues dans l'espace public. C'est ainsi que ma recherche s'est doublée d'un second objectif : explorer l'incidence de ce contexte social sur les pratiques traductives et l'inscription de la langue dans l'espace.

Mon projet relève donc de la recherche centrée sur les agent·e·s (*agent-grounded research*), dont l'une des stratégies courantes est la réalisation d'études de terrain visant à envisager la pratique de la traduction depuis la perspective des personnes qui y participent (Buzelin, 2010). Dans le cadre de mon étude de terrain, j'ai mené des entretiens semi-dirigés avec des agent·e·s de traduction qui ont œuvré à inscrire la diversité de Parc-Extension dans son paysage linguistique, en agissant parfois comme traducteurs ou traductrices, parfois comme coordonnateurs ou coordonnatrices d'initiatives de traduction. Plutôt que de mener une large étude qui chercherait à *quantifier* la place de la traduction dans l'affichage de la langue écrite, j'ai choisi de me plonger à

fond dans trois initiatives communautaires et artistiques qui ont mobilisé la traduction pour transformer le paysage linguistique, et donc l'espace public, du quartier. Mon choix de me concentrer sur des initiatives communautaires ou artistiques plutôt que sur d'autres types d'affichage tient au fait que ces pans du paysage linguistique ne sont pas soumis aux mêmes contraintes réglementaires que l'affichage commercial. Il a donc été facile d'entrer en contact avec des informateurs et informatrices du terrain pour en apprendre plus sur leur démarche.

Ma démarche a été portée par les deux grandes questions suivantes : **Que peut-on apprendre en envisageant le paysage linguistique par la lorgnette de la traduction?** et **Qu'est-ce qu'une telle approche peut nous révéler sur un quartier multiculturel en pleine transformation?** Les entrevues que j'ai réalisées sur le terrain ont mené à la rédaction de trois études de cas, qui, bien qu'elles découlent des mêmes questionnements, se lisent comme des articles autonomes. J'y explore en profondeur l'inscription et la pertinence sociales des gestes traductifs qu'on m'a racontés. J'y présente bien entendu les temps forts des projets, les langues choisies et les types d'acteurs et d'actrices qui y ont participé, mais j'aborde aussi la façon dont ces projets ont permis à des résident·e·s de Parc-Extension de façonner leur espace public pour s'y sentir mieux représenté·e·s et contrer des injustices qui mettent à mal leur quartier. Mon intention est de montrer, comme Simon (2012) l'a fait pour les villes doubles, que la traduction est un point de départ fertile pour réfléchir aux lieux.

Le présent mémoire se divise en quatre grandes sections. Il comporte d'abord une **présentation du quartier Parc-Extension** : son emplacement, son histoire, son tissu social, ses défis. Vient ensuite un **cadre théorique** qui situe ma recherche dans l'intersection formée par l'ÉPL et la traductologie. Ce chapitre se divise en trois sections : une première qui introduit le concept de paysage linguistique et présente certains enjeux théoriques et méthodologiques de l'ÉPL; une deuxième qui explore l'interface ville-traduction, qui s'est imposée comme un champ

d'étude à part entière au sein de la traductologie; puis une troisième qui répertorie les recherches qui s'inscrivent au confluent de ces deux disciplines afin d'y positionner mon mémoire. Ensuite, le chapitre 4 donne les grandes lignes **méthodologiques** ainsi que l'**évolution de ma démarche**. Suivent ensuite mes **trois études de cas**, qui correspondent chacune à un chapitre. La première étude, intitulée « **Se souvenir d'un temps où personne ne traduisait le quartier : (non-)traduction et justice sociale dans Parc-Extension** », explore la dynamique traductionnelle d'un documentaire de la réalisatrice engagée Jenny Cartwright. La deuxième, « **Aide mutuelle Parc-Extension : la traduction comme ouvrage de communautés** » aborde une initiative communautaire multilingue née dans le sillage de la pandémie qui a permis à des citoyen·ne·s en situation de précarité de s'entraider et d'échanger biens et services. La troisième, « **La banque de ressources multilingues d'ACCÉSSS : stimuler le "réflexe multilingue" par l'action collective** », présente une initiative de traduction multilingue sur la COVID-19 qui a pris un tour participatif grâce à un espace public virtuel destiné aux résident·e·s de Parc-Extension. Le mémoire se conclut par **une réflexion** dans laquelle je dégage des points de convergence entre mes trois études de cas et démontre l'intérêt d'étudier le paysage linguistique comme une zone de traduction.

Chapitre 2 – Présentation du quartier Parc-Extension

2.1. Introduction

Dans *Translating Montreal* (2006), Sherry Simon décrit le Mile-End qui a vu grandir le poète et écrivain Abraham Moses Klein comme le district d'immigration traditionnel de Montréal, un lieu où se révèlent à chaque détour les traces des communautés qui l'ont façonné. Simon pose le Mile-End comme un espace de traduction emblématique qui, du fait de son caractère cosmopolite et de sa position le long du boulevard Saint-Laurent, a servi de lieu de convergence (et parfois de division) des identités franco- et anglo-montréalaises durant le XX^e siècle. Elle y voit un lieu où se sont rencontrés et influencés le français, l'anglais et une série de langues tierces issues d'une immigration plus récente. Ce contact a donné lieu à « *a third identity in the divided city; a buffer zone that defines itself in opposition to the polarized identities around it.* » (*ibid.*).

En cette troisième décennie du XXI^e siècle, le Mile-End n'est peut-être plus le quartier qu'évoque spontanément cette description d'un lieu de rencontre et de perméabilité culturelle. Le temps a fait son œuvre et le quartier n'a pas échappé à l'embourgeoisement qui l'a rogné depuis le Plateau. On peut toutefois voir dans Parc-Extension, son voisin côté nord, l'héritier de plusieurs de ses caractéristiques : populaire, cosmopolite, multilingue, hétéroclite... En effet, ce quartier est devenu, au fil des décennies, un lieu d'arrivée, d'ancrage et de rencontre pour des gens provenant des quatre coins du monde, et on y retrouve aujourd'hui la plus forte concentration d'immigrant·e·s sur l'île de Montréal (Centraide, 2021). Quatre-vingt-dix pour cent de ses quelque 29 000 habitant·e·s étant issu·e·s de l'immigration (le plus souvent grecque, indienne, bangladeshie ou pakistanaise), Parc-Extension est devenu, à bien des égards, le nouveau quartier traditionnel de l'immigration à Montréal. Mais là où Simon voyait dans le Mile-End un quartier qui se définissait contre la dualité linguistique de la ville, on peut voir dans le Parc-Extension

d'aujourd'hui un district dont la vie communautaire se définit et se mobilise de plus en plus contre une pression économique – celle de l'embourgeoisement – qui pèse sur ses frontières. Le présent chapitre esquisse un portrait de ce quartier unique : son emplacement, son histoire, sa composition démographique, ses défis.

2.2. Une enclave d'exception

Commençons par quelques repères. Parc-Extension est situé dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, au centre de l'île de Montréal (voir Figure 1). On dit souvent que c'est un quartier enclavé. En effet, il est borné sur ses quatre flancs par des voies de circulation hostiles à la mobilité piétonne qui n'offrent que peu de points d'accès. Il est délimité au nord par l'Autoroute métropolitaine, qui le sépare du quartier Ahuntsic; à l'ouest par le boulevard de l'Acadie, qui l'isole de la riche banlieue de Ville Mont-Royal; à l'est par une voie ferrée et un grand parc qui s'étendent entre lui et le quartier Villeray; puis au sud par la même voie ferrée, qui l'éloigne cette fois-ci du secteur Alexandra-Marconi et d'Outremont¹. Cet état d'enclavement accentue en quelque sorte le fossé socioéconomique qui sépare ce quartier de ses voisins plus favorisés, rendant bien palpable l'impression de *traverser une frontière* en y arrivant. Comme l'écrit le dramaturge Olivier Choinière (2016) : « La voie ferrée est fondamentale à l'expérience de Parc-Extension – quand, à pied ou à vélo, je traverse le passage à niveau à l'extrémité ouest du parc Jarry, je sais *physiquement* que j'entre ou que je sors du quartier. » Une fois traversé le passage à niveau (ou une brèche dans la clôture du chemin de fer), on entre dans un quartier unique et animé. La population

¹ Ce sont là les limites traditionnelles, sociologiques du quartier. Il y a plusieurs années, l'administration municipale a adjoint au district de Parc-Extension l'extrême ouest du quartier Villeray, étendant le district électoral de Parc-Extension à l'est de la voie ferrée du CP, jusqu'à la rue Casgrain. Ce redécoupage n'est toutefois pas entré dans l'usage populaire, qui continue de désigner le quartier selon ses limites traditionnelles – une réalité qui n'est sans doute pas étrangère à l'étanchéité de ses frontières physiques (Favretti et Leclerc, 2011).

y est jeune et les familles, nombreuses². Des témoins de la vie de quartier, comme Choinière (2016), Bourbeau (2021) ou Cartwright (2021), racontent un milieu dynamique où les différences culturelles et linguistiques ne font pas obstacle à l'entraide et au bon voisinage. Sur les rues nord-sud se succèdent duplex, triplex et petits immeubles dont les cours arrière sont constellées de potagers³ qui donnent sur des ruelles animées. Pour leur part, les axes qui traversent le quartier d'est en ouest ont souvent une vocation commerciale, en particulier la rue Jean-Talon, principale artère commerciale du quartier, l'avenue Ogilvy ainsi que les rues Saint-Roch, Jarry et de Liège. Les épiceries, cafés, restaurants et autres petits commerces ethniques y côtoient lieux de culte et associations communautaires, faisant des trottoirs le formidable théâtre de ce que Jane Jacobs (1992) appelait le *ballet de la vie urbaine*.

² Soixante-et-onze pour cent des familles du quartier comptent des enfants, contre 63 % dans l'ensemble de la ville, et la proportion d'enfants de moins de 15 ans y est plus élevée que dans le reste de la ville (Centraide, 2021).

³ Le jardinage occupe une place de choix dans le portrait de Parc-Extension publié par Olivier Choinière (2016) ainsi que dans le documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier* de Jenny Cartwright (2021), qui présente la vie quotidienne dans ce quartier menacé par l'embourgeoisement. Le Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB) a d'ailleurs entrepris de cartographier les jardins individuels de Parc-Extension. La carte peut être consultée ici : <https://agriurbain.hypotheses.org/4162>.

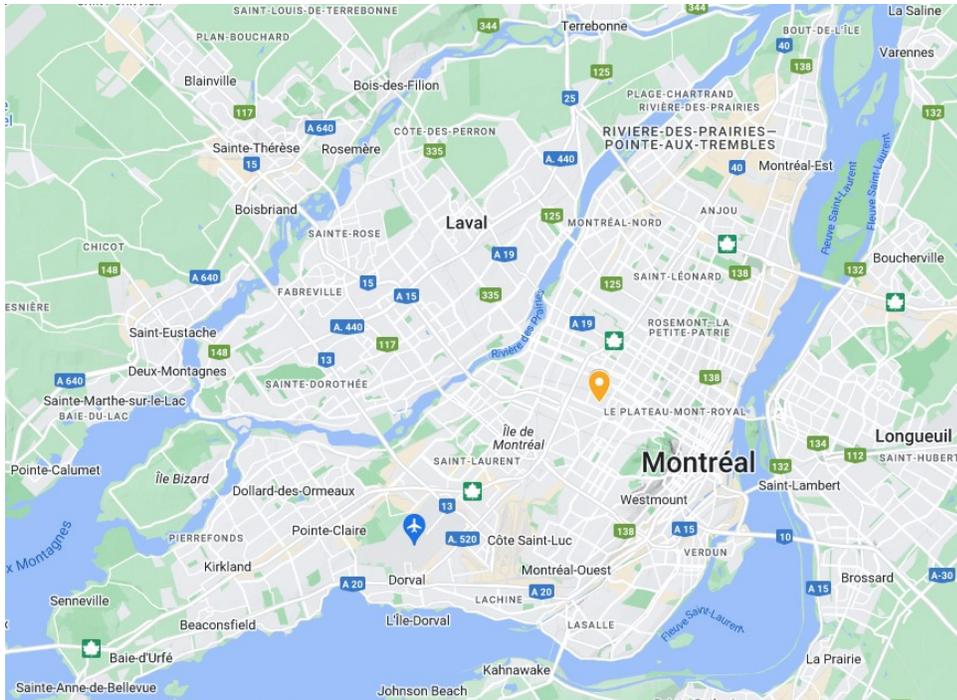


Figure 1 : Emplacement de Parc-Extension sur l'île de Montréal. Source : Google Maps. Modification faite par l'auteur.

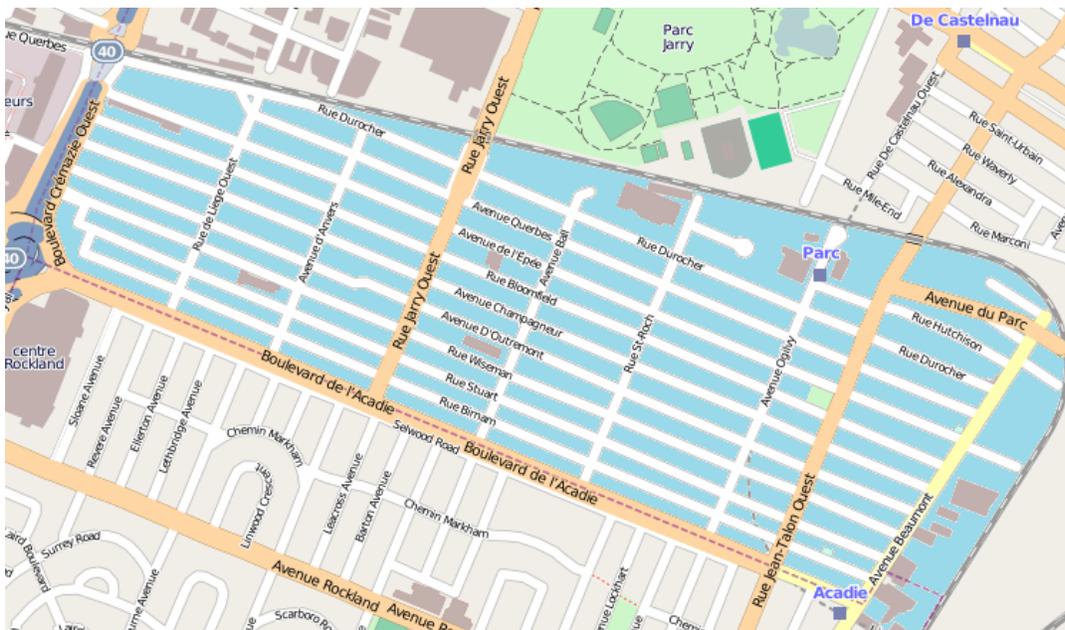


Figure 2 : Limites sociologiques de Parc-Extension. Source : <https://www.cvcestroch.com/agrave-propos.html>

Si Parc-Extension a été une terre d'accueil pour de nombreuses personnes migrantes, leur installation au sein du quartier est généralement facilitée par le solide tissu social et communautaire qu'ont bâti ses organismes communautaires et confessionnels. Ces derniers leur offrent un réseau

de soutien ainsi qu'une panoplie de services (hébergement temporaire, traduction et interprétation, aide au logement, aide alimentaire, formation linguistique, etc.) (Guay *et al.*, 2020). Mais malgré ce filet, le quartier demeure marginalisé. À ce jour, une part importante de la population y vit avec un faible revenu (38 %, contre 21 % dans l'ensemble de la ville), et 79 % de ses résident·e·s sont locataires (Centraide, 2021). Le quartier abrite donc un microcosme, défavorisé mais solidaire, en marge de voisins plus cossus qui lui ont souvent tourné le dos, comme l'a fait la ville de Mont-Royal avec la tristement célèbre « clôture de la honte »⁴. Or, ces dernières années, la tendance a plutôt été au désenclavement du quartier, ses frontières historiques s'étant percées de nouveaux points de passage, notamment avec l'aménagement de la passerelle du Campus MIL de l'Université de Montréal et l'ouverture d'un passage à niveau sécuritaire à la hauteur de la gare Parc. Bienvenu pour certain·e·s, ce mouvement de désenclavement n'est toutefois pas sans conséquence pour le tissu social du quartier.

2.3. Une longue tradition d'accueil

Parc-Extension s'inscrit sans conteste dans la lignée du « *traditional immigrant district* » dont parlait Simon. Le quartier a en effet accueilli de nombreuses vagues d'immigration au cours des décennies. Commençons par rappeler qu'il est situé en territoire traditionnel autochtone, les Iroquoiens du Saint-Laurent ayant occupé intensément la vallée du Saint-Laurent et l'île de Montréal du XIII^e siècle jusqu'aux environs de 1580 (Centre des mémoires montréalaises, 2016 et 2019). Sous les administrations coloniales française et anglaise, le territoire actuel de Parc-Extension a fait partie d'un regroupement de terres agricoles nommé « côte Saint-Laurent », puis

⁴ Érigée en 1960 dans la foulée de l'élargissement du boulevard de l'Acadie, cette clôture borde Parc-Extension sur toute la longueur de son flanc ouest, le séparant de la ville de Mont-Royal. Jusqu'en 2002, cette dernière fermait régulièrement à clef ses rares points de passage le soir de l'Halloween pour éviter que les enfants de Parc-Extension ne la traversent (Corriveau, 2021).

de la paroisse Saint-Laurent (Favretti et Leclerc, 2011). Le territoire correspondant au Parc-Extension d'aujourd'hui ne sera véritablement urbanisé qu'à partir du 20^e siècle : son développement s'amorcera en 1907, avec l'acquisition par la Park Realty Company of Montreal Ltd. de trois lots alors envisagés comme un prolongement de l'avenue du Parc (*Park Avenue extension*). Ce premier lotissement attirera principalement une population d'origine britannique, et dans une moindre mesure canadienne-française (Centre des mémoires montréalaises, 2017). Puis, durant les décennies d'après-guerre, le quartier connaîtra une explosion démographique amenée par la natalité et l'arrivée massive d'immigrant·e·s venus d'Europe (Favretti et Leclerc, 2011). Parmi les communautés qui s'y sont installées, la communauté grecque est celle qui a le plus transformé le visage du quartier, allant jusqu'à constituer près de la moitié de sa population en 1971 (*ibid.*). À compter des années 1980, cette communauté a cependant amorcé un lent déclin qui a coïncidé avec son exode vers la banlieue et l'arrivée de nouvelles vagues d'immigration en provenance des pays du Sud (Favretti et Leclerc, 2011). C'est ainsi que s'est poursuivie la tradition d'accueil de Parc-Extension, bien que le tournant millénaire ait vu un certain ralentissement de sa diversité ethnique globale au profit d'une installation à plus long terme des communautés originaires d'Asie du Sud (Bangladesh, Inde, Pakistan et Sri Lanka), elles-mêmes fortement diversifiées sur les plans linguistique et religieux (Poirier, 2006).

2.4. Portrait démographique actuel

Loin d'être la chasse gardée d'une seule communauté, le Parc-Extension d'aujourd'hui est une véritable mosaïque multiculturelle. Au recensement de 2016, le quartier comptait 28 775 habitant·e·s, dont 57 % étaient des immigrant·e·s et 64 % des personnes racisées (contre 33 % à l'échelle de la ville) (Centraide, 2021). Qui plus est, 90 % des résident·e·s étaient né·e·s à l'étranger ou avaient un parent qui l'était – la plus forte proportion de tous les quartiers de Montréal

(*ibid.*), et les principaux pays de naissance de la population immigrante étaient la Grèce, l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan (Table de quartier de Parc-Extension, s.d.). Cette diversité se répercute bien entendu sur les indicateurs linguistiques : au recensement de 2021, 64 % de la population avait une langue autre que le français ou l'anglais comme seule langue maternelle, et 12 % de la population ne connaissait ni l'une ni l'autre des langues officielles⁵.

2.5. Un quartier en pleine transformation

Le documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier* de Jenny Cartwright (2021), auquel est consacré le chapitre 5 de ce mémoire, montre la vie dans Parc-Extension dans toute sa beauté, mais aussi sa fragilité. On y voit un chapelet d'images de la vie quotidienne que la réalisatrice a croquées un peu partout dans le quartier ces dernières années. Entre deux scènes de vie de quartier, on assiste au spectacle de pelles mécaniques affairées à réduire en miettes des immeubles qui feront bientôt place à des tours à condos. Un rappel que le Parc-Extension ouvrier et pluriculturel pourrait un jour être chose du passé.

Parc-Extension demeure à ce jour l'un des quartiers les plus diversifiés de Montréal, mais son visage est en pleine mutation – une mutation qui, selon nombre d'observateurs et observatrices, relèverait d'une dynamique d'embourgeoisement. Déjà en 2006, Poirier notait que « la transformation récente d'espaces industriels en lofts à la lisière du quartier pourrait bien amorcer d'autres pratiques du territoire par de nouveaux résidents » (p. 66). Plus de quinze ans plus tard, force est de constater que la *transformation* des friches industrielles est bien entamée, notamment avec l'inauguration en 2019 du colossal Campus MIL de l'Université de Montréal sur le site de l'ancienne gare de triage du Canadien Pacifique, à la limite sud du quartier, et les immeubles de

⁵ D'après les données du recensement de 2021 disponibles sur le site de Statistique Canada pour les secteurs de recensement correspondant au territoire de Parc-Extension (4620224.00, 4620223.01, 4620223.02, 4620222.00, 4620220.00 et 4620221.00). Les données ont été compilées par l'auteur.

condominiums qui ont poussé dans son sillage. Dans un rapport publié en 2020, Guay *et al.* soulignent à gros traits les effets délétères de ces aménagements sur *les pratiques du territoire*, sur la vie des résident·e·s de Parc-Extension. Ils notent que ce projet d'envergure a été le moteur de nombreuses augmentations de loyer et évictions, puis que le prix demandé pour les logements à louer a atteint près du double du loyer moyen dans le quartier. Selon eux, ces tendances sont indicatrices d'une réorientation du parc locatif du quartier pour répondre aux besoins d'une clientèle étudiante ou professionnelle, un phénomène qui aurait des répercussions délétères pour les résident·e·s à faible revenu ou racisé·e·s. Bien que la gentrification touche de nombreux quartiers de la ville, elle a des conséquences particulièrement pernicieuses à Parc-Extension, car elle s'ajoute à d'autres difficultés que connaît sa population : racisme structurel, statut migratoire, déséquilibres de pouvoir face aux propriétaires, connaissance minimale des lois et procédures, connaissance limitée des langues officielles... (*ibid.*) Outre la construction du campus MIL, l'installation récente d'entreprises d'intelligence artificielle aux portes du quartier est également citée comme un important moteur d'embourgeoisement (Colpron, 2019; McKenna, 2022), et un autre rapport a mis en lumière l'impact néfaste de ce secteur sur les locataires à faible revenu (Renzi *et al.*, 2022).

2.6. Aperçu d'un paysage linguistique complexe

Comme nous venons de le voir, Parc-Extension possède une histoire complexe, et cette dernière se manifeste visuellement dans ses espaces publics. Dans l'introduction de ce mémoire, je racontais la sensation d'immersion et d'émerveillement que je ressentais en arpentant ses rues. Ce que je constatais, c'était la richesse et la pluralité des voix qui donnaient vie à son identité visuelle. Dans l'ensemble, cette impression est corroborée par des travaux qui ont porté, de près ou de loin, sur l'affichage dans ce quartier. Par exemple, dans un mémoire en études urbaines déposé en 2013,

Marie-Ève Dufresne s'est intéressée aux caractéristiques identitaires ethniques mises de l'avant sur les façades des commerces sud-asiatiques du quartier. Elle a noté que, bien que les commerçants qu'elle a interviewés se disaient peu soucieux de « mettre en marché » leur origine ethnique dans la devanture de leur commerce, les artères commerciales du quartier n'en proposaient pas moins un riche foisonnement de « référents identitaires », qui étaient dans plusieurs cas de nature linguistique (noms des commerces, choix des langues dans le descripteur qui accompagne la raison sociale, etc.). Autre exemple, les enquêtes menées pour le compte de l'Office québécois de la langue française sur la langue d'affichage de Montréal nous donnent quelques indices quant à la diversité des langues qui sont affichées à Parc-Extension. Les enquêtes menées par Bouchard (2012) et Desautels (2018) découpent l'île de Montréal en quatre « zones » et rattachent Parc-Extension à la zone Nord (dont le territoire est délimité par la rivière des Prairies, l'avenue Papineau, la rue Sherbrooke, et un axe correspondant plus ou moins à l'autoroute Décarie). Les deux études se fondent sur l'analyse des « messages » (unités d'information formées d'un ou plusieurs mots exprimant une seule idée et ayant un seul sens) affichés dans la devanture des commerces. Selon la plus récente enquête (Desautels, 2018), 81,1 % des entreprises étudiées dans la zone Nord affichaient des messages jugés conformes aux dispositions de la *Charte de la langue française*, mais selon une enquête précédente (Bouchard, 2012) aux données plus granulaires, on retrouvait dans le code postal correspondant à Parc-Extension (H3N) l'une des plus fortes proportions de commerces sur rue non conformes sur l'île de Montréal (entre 44,3 % et 80 %). Bien que ces données partielles n'autorisent aucune conclusion définitive, on peut néanmoins postuler qu'elles ne soient pas étrangères à l'exceptionnelle diversité linguistique qui s'observe qualitativement dans le paysage linguistique du quartier.

2.7. Conclusion

Dans le Mile-End, aucune année ne passe sans que les médias n'annoncent qu'un commerçant bien établi a dû fermer boutique en raison d'une hausse de loyer salée. Les années d'effervescence artistique qui ont suivi la délocalisation des manufactures auront attiré l'attention des investisseurs, forçant des déménagements dans leur sillage (Rantisi et Leslie, 2010). Le Mile-End qu'a raconté Simon appartient bel et bien au passé. Bien qu'il demeure un lieu de contact entre les Montréal francophone et anglophone, sa population n'est plus celle d'un *traditional immigrant district*, et son caractère populaire s'est effrité. Deux voies ferrées au nord, Parc-Extension arrive à un point d'inflexion. En 2017, les groupes communautaires du quartier se sont mobilisés en vain pour contester l'expulsion imminente des locataires non résidentiels de la Plaza Hutchison, dont les locaux, stratégiquement situés en face de la station Parc, allaient être convertis en condominiums de luxe (Guay *et al.*, 2020). Le Parc-Ex Anti-Eviction Mapping Project a entrepris de cartographier les évictions résidentielles survenues dans le quartier depuis 2017, et la carte⁶ ne montre que la pointe de l'iceberg, soit les évictions dont le Comité d'action de Parc-Extension a eu connaissance. Avec les récentes constructions à la lisière sud du quartier, l'aménagement de nouveaux axes de mobilité au travers des frontières traditionnelles et l'arrivée de nouveaux acteurs économiques, la population du quartier est appelée à changer. Mais le désenclavement du quartier sonnera-t-il nécessairement le glas de sa diversité? Et comment les transformations annoncées se répercuteront-elles sur l'identité visuelle du quartier? Dans les prochains chapitres, nous aborderons le rôle que peut jouer la traduction dans cette dynamique : comment elle peut être mobilisée pour accroître la visibilité de la diversité linguistique et se positionner dans le débat sur l'avenir du quartier. Mais avant, voyons où se situe ce mémoire dans le paysage épistémologique actuel.

⁶ Pour consulter la carte des évictions : <https://antievictionmontreal.org/fr/maps/evictions-map/>

Chapitre 3 – Repères théoriques

Le cadre théorique de mon mémoire se divise en trois volets. J’y présente les résultats de ma revue de littérature ainsi que certaines notions cardinales pour la suite de ma réflexion. Rappelons que l’objectif de mon projet est d’explorer la nature traductionnelle du paysage linguistique de Parc-Extension. Cela veut dire que mon projet s’inscrit à l’intersection de deux champs d’étude, soit l’étude des paysages linguistiques (ÉPL), qui relève principalement de la sociolinguistique, et l’étude de la traduction dans la ville, qui est dans le giron de la traductologie. Bien qu’ils soient généralement ancrés dans des traditions différentes, ces deux champs n’en présentent pas moins des points de convergence prometteurs. Dans les pages qui suivent, je présente tour à tour ces deux champs avant de présenter différentes recherches qui les ont abordés en concomitance. Le premier volet, consacré à l’ÉPL, retrace l’évolution de ce domaine relativement neuf. J’y précise ce que j’entends par « paysage linguistique », car cette notion fait débat. Nous verrons que j’adopte une conception essentiellement *linguistique* de ce paysage, que j’envisage comme regroupant toute inscription de la langue écrite dans l’espace public, qu’il soit physique ou virtuel. Le deuxième volet est consacré à l’étude de la traduction dans la ville. J’y résume en quoi le point de vue traductionnel est pertinent pour étudier les relations au sein de la cité, avant d’explorer plus avant trois axes de réflexion centraux de ce sous-domaine qui sont particulièrement pertinents pour ma démarche. Le troisième volet braque les projecteurs sur l’intersection entre traductologie et étude des paysages linguistiques. J’y présente la façon dont chercheurs et chercheuses de l’ÉPL abordent la traduction, et vice-versa. Mon objectif est de montrer et de reconnaître que ma recherche participe d’une convergence grandissante entre ces deux domaines, tout en présentant l’éclairage unique qu’elle apporte, notamment par son souci de donner la parole à des personnes qui ont mobilisé la traduction pour façonner l’espace public (physique ou virtuel) de leur quartier.

3.1. L'étude des paysages linguistiques

3.1.1. Bourhis et Landry : un point de départ

L'ÉPL est un domaine de recherche relativement jeune. Bien qu'il soit le plus souvent considéré comme une branche de la sociolinguistique (Blommaert, 2013; Pütz et Mundt, 2019), il s'est enrichi de perspectives issues de la linguistique appliquée, de la sociologie, de la psychologie, de la géographie et de plusieurs autres domaines (Ben-Rafael *et al.*, 2010; Shohamy, 2019). Comme mentionné en introduction, la copaternité du concept de « paysage linguistique » est généralement attribuée à Bourhis et Landry qui, dans un article paru en 1997⁷, l'ont présenté comme « *the visibility and salience of languages on public and commercial signs in a given territory or region* » (p. 23) et « *the language of public road signs, advertising billboards, street names, place names, commercial shop signs, and public signs on government buildings* » (p. 25). Se fondant sur la consolidation de multiples enquêtes sociolinguistiques menées auprès d'élèves francophones du Canada, les deux auteurs ont étudié l'incidence du paysage linguistique sur la perception de la vitalité des langues et ont conclu que la présence d'une langue dans ce paysage pouvait influencer sur son utilisation au sein du groupe linguistique correspondant.

3.1.2. La naissance et l'évolution de l'ÉPL

À la suite de l'étude précurseure de Bourhis et Landry et d'autres travaux portant sur la langue d'affichage (cités notamment dans Spolsky, 2009 et Ben-Rafael *et al.*, 2010), la question du paysage linguistique a commencé à susciter un intérêt croissant, qui a mené à la publication en 2006 d'un numéro spécial du *Journal of Multilingualism* et, progressivement, à l'établissement d'un champ de recherche dédié (Shohamy, 2019). Dans la décennie qui a suivi la parution de ce

⁷ Cet article est généralement cité comme un texte fondateur du domaine de l'ÉPL, à tout le moins dans les publications anglophones (Jaworski et Thurlow, 2010).

numéro spécial, une première vague de travaux a cherché à rendre compte de la dynamique visible des paysages linguistiques, le plus souvent à l'aide de photographies (et parfois de vidéos) prises dans le cadre de sorties sur le terrain (Shohamy, 2019). Cette première vague était avant tout *quantitative* : pour étudier le visible, on procédait à des décomptes des langues présentes dans le paysage linguistique d'un territoire donné afin d'ouvrir des réflexions sur leur signification sociale et les mettre en relation avec des enjeux plus larges comme les rapports de pouvoir, les politiques linguistiques ou la justice sociale (Pütz et Mundt, 2019). Or les chercheurs et chercheuses du domaine ont rapidement noté que cette approche présentait certains écueils. À commencer par les enjeux méthodologiques : que faut-il compter, exactement, quand on recense les langues du paysage linguistique? Comment doit-on traiter une vitrine sur laquelle on retrouve des écriteaux en différentes langues, des inscriptions qui n'appartiennent à aucune langue identifiable, des messages qui empruntent à plus d'un code linguistique, ou encore des transgressions délibérées des conventions d'affichage, comme les fameux « clins d'œil bilingues » qu'a étudiés Patricia Lamarre (2014)? Ces textes compliquent la classification des unités d'analyse en catégories linguistiques mutuellement exclusives, ouvrant la voie à une remise en cause de la place centrale accordée au multilinguisme en ÉPL et amenant certains auteurs, comme Pütz et Mundt (2019), à lui préférer une approche fondée sur le *translanguaging*. Rappelons que le *translanguaging* décrit une pratique par laquelle une personne négocie et bâtit son identité en puisant dans un répertoire de ressources sémiotiques qui, en plus de la langue, peut englober gestes, odeurs, sensations tactiles, etc. (Simon, 2021; Lee, 2022). Appliquée à l'ÉPL, cette notion ouvre la voie à un élargissement du champ d'étude pour qu'au-delà de la langue, il englobe un ensemble de manifestations sémiotiques qui le rendraient plus représentatif de l'espace public des villes mondialisées (Pütz et Mundt, 2019). Cette insistance relativement récente sur la *multimodalité* du paysage linguistique constitue l'un des principaux thèmes de recherche de la discipline (Shohamy, 2019), le terme *paysage sémiotique*

ayant en outre été proposé comme solution de rechange à *paysage linguistique* (Jaworski et Thurlow, 2010; Pütz et Mundt, 2019).

3.1.3. Situer le linguistique

De tels débats portent à croire que le paysage linguistique est peut-être mal nommé. Comme le soulignent David Malinowski et Stefania Tufi (2020), ce terme est porteur d'une tension opposant le « paysage » au « linguistique », tension face à laquelle chercheurs et chercheuses doivent se positionner. La présente recherche n'y échappe pas : je dois moi aussi situer mon objet d'étude et choisir d'adhérer soit à une acception foncièrement linguistique du paysage étudié – c'est-à-dire le marquage d'objets à l'aide de valeurs linguistiques (Ben-Rafael *et al.*, 2010) –, soit à une vision multimodale. Bien qu'il me semble indéniable que la langue doive être étudiée comme partie d'un paysage sémiotique plus large, je crois que le contexte de ce mémoire exige d'envisager le paysage linguistique dans sa stricte acception linguistique. Je rejoins en ce sens la prise de position de Bagna *et al.* (2020), qui, citant Peter Backhaus, affirment que : « *The study object of LL research should be confined to language on signs, since an expansion to other forms of language use in public sphere would water down the usefulness of the concept as a whole* » (p. 4). Il est donc question dans ce mémoire d'un paysage linguistique qui s'entend de l'*inscription de la langue écrite* dans l'espace public. Cette perspective m'apparaît judicieuse parce qu'elle permet une mise en rapport productive du paysage linguistique avec la traduction, envisagée dans le cadre de ce mémoire comme une opération *interlinguistique* (Jakobson, 1959). La langue se pose alors comme le point où les champs de la traduction et du paysage linguistique peuvent s'articuler. C'est le matériau que façonnent autant le *mouvement* et le *geste* évoqués par Venuti (2012) que le travail des acteurs et actrices du paysage linguistique.

3.1.4. Situer le paysage

Le second axe sur lequel il m'importe de positionner mon mémoire concerne le type d'espace occupé par le paysage linguistique. Depuis l'article de Bourhis et Landry (1997), le paysage linguistique a le plus souvent été associé à un espace public qu'on présumait physique. C'est dans cet esprit que Ben-Rafael *et al.* (2010) ont défini, par exemple, les fragments du paysage linguistique (« *LL items* ») comme « *any written sign found outside private homes* » (p. xiv). Cependant, cette conception a tôt fait d'être remise en perspective par des chercheurs et chercheuses qui ont noté que, dans le monde d'aujourd'hui, l'espace *public* ne peut plus se cantonner au monde physique, car « *the LL of individuals are not simply defined through physical space, but also through electronic space, global travel, media awareness and usage, popular culture, as well as the virtual space of the Internet* » (Bolton, 2012, p. 30). Cela a ouvert la voie à de nouvelles approches théoriques qui envisagent le paysage linguistique comme le fait de « *places [which] are considered not as mere geographically defined areas but as symbolic representations of social, cultural and political values* » (Pütz et Mundt, 2019, p. 4). Parmi les sphères d'application non physiques du concept de paysage linguistique, le monde virtuel présente un intérêt particulier pour ma recherche, que j'ai menée dans l'année qui a suivi le début de la pandémie de COVID-19 – une période marquée par une virtualisation sans précédent des échanges sociaux. Voilà pourquoi je m'appuierai notamment sur les travaux de Dejan Ivkovic et Heather Lotherington (2009), à qui on attribue le concept de « paysage linguistique virtuel » (virtual linguistic landscape – VLL) et qui ont vu dans la sphère virtuelle un champ d'application de bon nombre des concepts phares de l'ÉPL.

3.1.5. Un objet de société

Au-delà des points de convergence avec la traduction, le fait de mettre l'accent sur la dimension linguistique du paysage étudié met en relief son importante dimension sociale. Dans leur article fondateur, Bourhis et Landry (1997) ont dégagé deux grandes fonctions du paysage linguistique. La première vise la transmission d'*information* : le paysage linguistique délimite le territoire en zones linguistiques visibles, il véhicule de l'information sur la composition linguistique d'une région donnée et il renseigne le public sur les langues qu'il peut s'attendre à pouvoir utiliser dans certains lieux. Sa seconde fonction est *symbolique*, car la présence ou non d'une langue dans le paysage linguistique peut avoir un effet sur le ressenti des membres du groupe correspondant : ce paysage est alors perçu comme la traduction visuelle d'un état démographique ou d'un contrôle institutionnel. C'est donc dire qu'en plus de se faire la vitrine de réalités linguistiques ayant cours dans un territoire donné, l'affichage exerce lui-même une influence sur la société.

La langue qui s'inscrit dans l'environnement n'est pas un phénomène indépendant ou un décor neutre contre lequel se jouerait la vie sociale. Elle est bien plus qu'un simple objet d'émerveillement que chaque passant·e interpréterait à sa manière. C'est un constituant de notre univers social qui a le pouvoir d'influencer nos perceptions et nos discours. Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit intimement liée à des enjeux de pouvoir. Comme le soulignent Bourhis et Landry en conclusion de leur article :

[L]anguage planners as well as language activists can ill afford to ignore the issue of the linguistic landscape, not only as a tool to promote language maintenance or reverse language shift but also as another front on which to wage the struggle for consolidating the vitality of their own ethnolinguistic groups in multilingual settings. (1997, p. 46)

Cet extrait dépeint le paysage linguistique comme un lieu pouvant autant servir à l'exercice d'un pouvoir qu'à sa contestation, deux facettes qui sont fréquemment abordées par les travaux d'ÉPL. Dans sa rétrospective de la première décennie de l'ÉPL, Shohamy (2019) mentionne les enjeux de

contestation dans l'espace public parmi les thèmes marquants de la discipline et explique que la potentielle contestation du paysage linguistique ouvre des questionnements essentiels sur la légitimité de l'écrit dans l'espace public : qui, au fond, a le droit de s'y inscrire? Car à bien des endroits, le paysage linguistique fait l'objet d'un encadrement ou même d'une surveillance étatique : les « *language planners* » évoqués par Bourhis et Landry sont à l'œuvre autant que les « *activists* »... Ainsi, les enjeux liés aux politiques linguistiques occupent eux aussi une place centrale dans les travaux d'ÉPL (Leimgruber *et al.*, 2020). Ces questions de légifération et de contestation du paysage linguistique sont d'un intérêt tout particulier pour ma recherche, qui porte sur un quartier multilingue situé au cœur d'une ville où la langue d'affichage est fortement réglementée et inlassablement perçue comme le « reflet visible du statut et de la qualité de la langue en usage » (Corbeil, 2008, p. 379). Elles seront abordées de front au chapitre 3.

3.1.6. Conclusion

Premier volet de mon cadre théorique, cette section a offert un survol du champ d'étude émergent qu'est l'ÉPL. On y a vu que le paysage linguistique est un objet d'étude en pleine évolution dont la nature exacte est source de débats. Dans ce mémoire, on concevra le paysage linguistique comme le résultat de l'inscription de la langue écrite dans l'espace public, qu'il soit physique ou virtuel. Puisque le paysage linguistique possède une forte charge symbolique, il est indissociable de son contexte social, et en ce sens, il est pertinent d'aborder ses conditions de production et de réception. La table est maintenant mise pour la prochaine section, qui explorera un autre champ d'étude qui permet lui aussi de penser la *spatialité de la langue* (Pennycook *et al.*, 2013) : l'étude de la traduction dans la ville.

3.2. La traduction dans la ville

3.2.1. Introduction

De tout temps, les villes sont des lieux de convergence où circulent les idées, les biens et les capitaux. Véritables pôles d'attraction, elles sont le théâtre de la rencontre avec l'autre – qu'il ou elle se distingue par sa classe sociale, son origine ethnoculturelle ou son accent –, et dans bien des cas, cette rencontre ne pourrait se passer de la langue. Comme le souligne Simon (2012), c'est la langue qui permet aux citoyen·e·s de se comprendre (ou non), de participer (ou non) à la vie publique, et en ce sens, il est curieux que les questions linguistiques soient rarement présentées comme un objet d'étude central en théorie urbaine.

La présente section s'inspire en grande partie des travaux de Simon (2006, 2012, 2016), qui a consacré une partie de sa carrière à étudier l'interface entre ville et traduction. J'y présente trois thèmes de cet axe de recherche, qui s'inscrit dans le virage spatial de la traductologie (Woodsworth, 2021) : la **ville traductionnelle**, la **ville double** et la **migration**.

3.2.2. La ville traductionnelle

La ville traductionnelle est une approche qui permet d'étudier au sein de la ville les lieux « *where connections are created through translation* » (Simon, 2012, p. 2). Elle marque un contraste avec l'étude du multilinguisme, car plutôt que d'évoquer des canaux linguistiques qui évolueraient en parallèle, elle s'intéresse aux « *areas of incorporation and convergence, the channelling of parallel streams of language into a generalized discussion* » (*ibid.*). Modèle dynamique, la ville traductionnelle envisage l'histoire de la ville du point de vue des passages précis qui ont été tracés entre les espaces linguistiques. Elle affranchit la pensée de la traduction du paradigme de la distance en mettant en exergue son ancrage local : la traduction est envisagée comme une opération qui se

déploie entre deux pôles unis par une « *proximate strangeness* » (Simon, 2006, p. xiii). Dans la ville traductionnelle, la traduction est une série de points de contact (menant ou non à une compréhension mutuelle) qui se révèlent de formidables matériaux d'étude (Simon, 2006). L'examen de ces points de contact – de ces moments de traduction – permet de déployer une fine lecture du rapport historique entre les cultures de la cité, qui érigent chacune leur propre discours sur la ville qu'elles ont en partage. Comme le remarque Simon, une langue propose une lecture de la ville, et lire une ville dans une langue puis dans une autre, c'est découvrir deux variations sur un même thème (2016); après tout, raconter Montréal avec l'accent aigu n'est pas la même chose que raconter *Montreal*. Dans cette vision de la ville-palimpseste aux récits parallèles et parfois divergents, la traduction est capable de renouveler les régimes d'interaction et d'élargir les lectures de la ville qui ont cours au sein d'un espace linguistique donné.

Si toutes les villes sont traductionnelles, il faut cependant noter que la teneur, la couleur et la direction des échanges linguistiques varient grandement au gré des périodes et du contexte sociohistorique (Cronin et Simon, 2014). Et c'est là une notion cruciale : l'étude de la ville traductionnelle permet de mesurer et d'apprécier la *température* des échanges (Simon, 2012). Simon rappelle que dans la ville, la traduction ne s'inscrit pas toujours dans une visée d'accueil de l'autre et de construction de ponts. Elle propose en ce sens le binôme distanciation-dépassement (*distancing-furthering*) pour rendre compte des effets possibles de la traduction sur les communautés linguistiques. La traduction peut opérer une mise à distance des communautés lorsqu'elle sert à cimenter leurs différences et à confirmer leur éloignement. C'est le cas lorsqu'elle est entreprise « *for ideological reasons, either in a mood of antagonism, of generosity or simply of politeness* » (Cronin et Simon, 2014, p. 124). Chez nous, on peut considérer les traductions émanant des ministères fédéraux comme des moteurs de *distanciation* des communautés de langue officielle puisqu'elles sont motivées par le droit prétendument inaliénable qu'ont francophones et

anglophones d'interagir dans la langue de leur choix avec l'appareil gouvernemental. L'opposé de la distanciation se nomme le *dépassement*. C'est l'effet d'une traduction par laquelle la langue s'ouvre à de nouveaux éléments, se laisse enrichir, se transforme. Le terme désigne « *the productive effects and engagements of translation – the ways in which translation works against indifference, distancing and memorialization* » (Simon, 2012, p. 16). Si Simon a principalement étudié cette notion en littérature, on peut lui trouver des applications dans d'autres sphères, notamment le paysage linguistique, où à titre d'exemple les « clins d'œil » bilingues évoqués par Lamarre (2014) montrent, par leur transgression des normes et de la division traditionnelle des espaces linguistiques, que la traduction peut se faire le moteur d'une esthétique nouvelle.

3.2.3. La ville double

Si toutes les villes sont traductionnelles, certaines ont une histoire linguistique plus complexe que d'autres. C'est le cas des *villes doubles* qu'a étudiées Simon dans *Cities in Translation* (2012). Contrairement aux villes où triomphe une seule langue dominante, les villes doubles sont marquées par la présence historique de deux communautés linguistiques solidement implantées qui revendiquent chacune un droit sur le territoire. Dans ces villes, les deux groupes se font concurrence et s'appuient sur un réseau d'institutions (universités, hôpitaux, médias, etc.) équivalentes mais séparées; la différence y est farouchement maintenue et, dans bien des cas, entretenue par la traduction. C'est ainsi qu'on peut distinguer Toronto – ville cosmopolite où l'anglais demeure la langue véhiculaire incontestée – de Montréal, métropole où les « deux solitudes » évoluent en parallèle depuis des décennies et qui, au sein du Québec, sert de centre culturel autant pour les francophones que pour les anglophones.

Les villes doubles présentent des configurations complexes qui dépassent la simple dualité. Malgré la coprésence de deux langues dominantes, ce sont des cités cosmopolites enrichies par ce que Simon nomme les *tiers espaces*, des espaces où des langues tierces infusent les langues dominantes, donnant lieu à une palette de pratiques hybrides. L'autrice voit dans ces espaces des « poches de résistance » (p. 11) à la dualité qui mettent à mal la conception traditionnelle de la traduction. De nos jours, on peut associer la notion de tiers espace à des quartiers comme Parc-Extension, Montréal-Nord ou Côte-des-Neiges.

Selon Simon (2012), les tiers espaces peuvent jouer deux rôles fondamentaux : soit ils sont l'exception qui confirme la division existante au sein de la ville, soit ils donnent le ton à une identité hybride qui s'étend à la ville entière. En 2012, elle écrivait que les tiers espaces de Montréal étaient en voie de passer du premier au second rôle, et dix ans plus tard, force est de constater que la transformation « polycentrique » (p. 56) de Montréal est bien en marche : ayant perdu en exceptionnalité et gagné en influence, les espaces dits *tiers* font rayonner leurs pratiques linguistiques sur l'ensemble de la ville (2012). Simon note que dans le Montréal d'aujourd'hui, les langues autres que le français et l'anglais dépassent le cadre des tiers espaces pour nourrir les sensibilités littéraires (*ibid.*). Et il faut dire que leur influence se fait aussi sentir sur le plan sociolinguistique. On peut citer à titre d'exemple l'influence des Montréalais·es issu·es de l'immigration sur le français parlé des jeunes de Montréal, les emprunts à l'arabe et au créole haïtien étant aujourd'hui légion et bien documentés⁸.

La trajectoire récente de la diversité montréalaise est un rappel de l'instabilité des catégories linguistiques dans la ville. Après tout, la dualité linguistique des villes doubles n'est pas un absolu. C'est un état transitoire tributaire d'un contexte sociohistorique. Avec le temps, la friction entre les

⁸ Voir à ce sujet l'article de Guidara (2018) consacré aux travaux de la sociolinguiste Mireille Tremblay.

langues, alimentée notamment par la traduction, peut avoir raison de leur intégrité : des langues peuvent prendre le pas sur d'autres, entraînant une reconfiguration de la direction et de la couleur des échanges linguistiques. Autrement dit, la ville double est en constante mutation, et une forme d'attrition peut guetter sa dualité, qui n'est au fond qu'un chapitre de son histoire.

Le concept de ville double s'avère particulièrement porteur pour ma recherche, car il teinte le cadre dans lequel opèrent traducteurs et traductrices du paysage linguistique de Parc-Extension : celui d'une ville où une tension inévitable entre deux langues dominantes sous-tend les orientations législatives et s'immisce dans les interactions du quotidien. Sur le terrain, la dualité linguistique de Montréal complexifie la tâche des acteurs et actrices du paysage linguistique, qui dans bien des cas doivent obéir à un strict cadre législatif tout en tenant compte de la réalité locale, où l'anglais tient lieu de *lingua franca*.

3.2.4. La migration

Le troisième thème que j'aimerais explorer est celui de la migration internationale. C'est une réalité qu'ont connue de nombreux Montréalais et de nombreuses Montréalaises, 34 % des habitant·e·s de la ville étant né·e·s à l'étranger selon le recensement de 2016 (Ville de Montréal, 2020).

La réalité des villes d'aujourd'hui a une incidence notable sur la pratique de la traduction en contexte migratoire. Michael Cronin, qui s'est intéressé au lien entre traduction, migration et villes (2016), fait remarquer que les dernières décennies ont vu s'opérer une transformation profonde du paradigme historique de la traduction chez les migrant·e·s. Auparavant, la migration était associée à une forme de « traduction de soi » : la personne qui immigrait devait assimiler les codes linguistiques de sa nouvelle société et les mettre en pratique au quotidien, la langue de son pays d'origine se confinant à ses sphères familiale et communautaire et le souvenir de ce pays

s'éloignant de plus en plus dans le temps. On pouvait alors concevoir la traduction comme un *état* plus ou moins constant pour le migrant ou la migrante, sa *translation* spatiale amenant la *traduction* de sa langue (Cronin, 2016, p. 103). Or, les nouvelles technologies de communication ont bousculé ce paradigme, atténuant drastiquement le schisme géographique associé à la migration. Après tout, dans la ville d'aujourd'hui, l'ailleurs est un peu ici. On peut à tout moment faire l'expérience de ce que Cronin appelle le « *presencing* », une pratique qui consiste à entrer dans le champ d'attention d'une autre personne située ailleurs dans le monde par l'intermédiaire d'une technologie. Pour les migrant·e·s, la possibilité ininterrompue du « *presencing* » permet le renouvellement constant du lien avec la société d'origine. Aux yeux de Cronin, cette évolution favorise une conception de la traduction en tant que *processus* : alors que la traduction était autrefois vécue comme un *état* inconscient imposé par le cadre physique du pays d'accueil, l'oscillation incessante entre la présence physique dans la ville et la présence virtuelle dans le territoire d'origine rend plus manifestes les multiples mouvements que les migrant·e·s effectuent quotidiennement entre les langues et les cultures. Dans le contexte de ma recherche, cette idée ouvre des questionnements sur le degré d'exceptionnalité que les résident·e·s de Parc-Extension associent à la traduction du paysage linguistique : perçoivent-ils la traduction de textes affichés dans l'espace public comme un événement rare et digne d'intérêt, ou l'envisagent-ils comme une simple itération d'un travail interlinguistique qui fait partie de leur quotidien?

Une autre implication du *presencing* qu'aborde Cronin dans son chapitre concerne l'éventuelle dématérialisation des signifiants de l'altérité. En effet, avant l'avènement de l'ère virtuelle, les groupes ethnoculturels avaient tendance à se regrouper géographiquement au sein de la ville, formant de soi-disant *enclaves* dont les enseignes publiques et privées constituaient l'un des principaux marqueurs. Selon Cronin, bien qu'elle n'efface pas le besoin d'interaction en personne, la possibilité du *presencing* atténue la convergence géographique des communautés

migrantes, la logistique contemporaine des interactions n'exigeant plus la proximité physique. Il en résulte que les signifiants de l'altérité linguistique ont entamé une migration « *from the physical space of the city to the virtual space of the online world* » (p. 108). Cette réflexion recoupe elle aussi certains des questionnements qui sont au cœur de ma démarche. Par exemple, la virtualisation des lieux de socialisation des migrant·e·s a-t-elle une incidence sur la perception du paysage linguistique physique? Atténue-t-elle son potentiel de représentation symbolique de l'identité et réduit-elle son importance par rapport au paysage linguistique virtuel? Diminue-t-elle, aux yeux des communautés concernées, l'importance de voir leur langue s'afficher de façon marquée dans certains secteurs de la ville qui revêtent une importance à leurs yeux?

3.2.5. Conclusion

Dans cette section sur la traduction dans la ville, j'ai posé certains fondements notionnels qui éclaireront mon analyse. D'abord, la prise en compte de la ville traductionnelle me permettra de situer le travail des acteurs et actrices du paysage linguistique dans un cadre qui reconnaît l'incidence des pratiques traductives sur les relations entre groupes linguistiques. Cette notion est ensuite enrichie par la perspective de la ville double, qui rattache Montréal à un ensemble de villes dont la suprématie linguistique est activement contestée et qui rappelle que les interactions de la ville traductionnelle prennent la couleur de son contexte sociopolitique. Pour finir, la prise en compte de nouveaux paradigmes de la migration urbaine me sera utile pour interroger le rôle du paysage linguistique comme marqueur de l'identité et la place de sa traduction dans les pratiques langagières.

3.3. À l'intersection de la traductologie et de l'étude des paysages linguistiques

3.3.1. Introduction

La présente section décrit l'intersection que forment la traduction et le paysage linguistique. Si la première, comme nous l'avons vu, fait converger dans la ville « les flots linguistiques parallèles [...] en une discussion généralisée » (Simon, 2012, p. 22), le second trouve dans la ville un terreau éminemment fertile à l'expression du multilinguisme et des dynamiques qui l'habitent (Ben-Rafael *et al.*, 2010). Malgré les questions analogues que ces deux domaines soulèvent, ils sont rarement abordés en concomitance, bien que les dernières années aient vu naître de nouvelles convergences. La présente section offre donc un survol des points d'intersection que j'ai recensés dans le cadre de mon analyse documentaire : j'y décris, par l'analyse d'une série de travaux, différentes avenues qu'ont empruntées traductologues et spécialistes de l'ÉPL pour aborder l'autre domaine, puis j'explique en quoi mon travail s'inscrit dans le contexte de ces convergences émergentes.

3.3.2. La traduction en ÉPL : un intérêt croissant

L'examen de publications influentes et de quatre ouvrages collectifs⁹ du domaine de l'ÉPL révèle que la traduction y est fréquemment abordée, mais qu'elle est rarement envisagée comme un objet de pensée complexe. Bien que la traduction ne soit citée dans aucun des survols disciplinaires consultés (voir Spolsky, 2009; Pütz et Mundt, 2019; et Shohamy, 2019), il serait faux d'affirmer qu'il s'agit d'un concept sans utilité pour les chercheurs et chercheuses du domaine. Ces derniers s'y sont notamment intéressés dans le cadre de travaux synchroniques et quantitatifs sur les paysages linguistiques, ou encore dans l'élaboration de typologies de l'affichage multilingue. La

⁹ Les ouvrages collectifs recensés sont *Linguistic Landscape: Expanding the Scenery* (2009), *Linguistic Landscape in the City* (2010), *Minority Languages in the Linguistic Landscape* (2012) et *Expanding the Linguistic Landscape: Linguistic Diversity, Multimodality and the Use of Space as a Semiotic Resource* (2019).

traduction est également érigée en objet central de réflexion dans un chapitre récent de David Malinowski (2019). Dans les sections ci-dessous, je présente plus en détail ces différents rapports à la traduction.

La traduction comme résultat

Dans bon nombre de travaux d'ÉPL, la traduction est présentée comme un état de fait plutôt que comme un processus diachronique complexe. En ce sens, trois grandes tendances se distinguent :

- 1) La traduction peut être réduite à une présence ou à une absence. En effet, plusieurs publications l'associent à la présence ou non d'une langue dans l'affichage. C'est notamment le cas chez Van Mensel et Darquennes (2012) qui, dans leur article sur la frontière entre les régions francophone et germanophone de Belgique, écrivent : « *For instance, next to the official street signs, another plate is added with the Walloon translation, its layout and colour clearly distinct from the official one [...]* » (p. 175). À l'inverse, lorsqu'une langue ne se trouve pas dans l'affichage, on parle souvent d'*absence* de traduction, comme c'est le cas chez Blackwood et Tufi (2012) : « *[...] it might seem initially striking to note the existence of 511 signs where no translation into the national standard is provided* » (p. 116).
- 2) La traduction est parfois citée au rang des exigences législatives, un constat peu surprenant au vu de la place centrale qu'occupent les politiques linguistiques en ÉPL (Shohamy et Gorter, 2012). Parmi les travaux qui présentent la traduction comme un impératif légal, mentionnons ceux de Pavlenko (2012) sur le paysage linguistique de Kiev, puis de Blackwood et Tufi (2012) sur les villes méditerranéennes de France et d'Italie.
- 3) Il est parfois question de l'incidence de la traduction sur l'interprétation du paysage linguistique. Par exemple, dans leur étude du paysage linguistique d'Écosse et du Pays de

Galles, Hornsby et Vigers (2012) constatent que l'idiomaticité des traductions galloises utilisées dans la signalisation routière a un effet direct sur la façon dont cette dernière est perçue.

Les typologies de l'affichage multilingue : les cas de Reh et de Backhaus

Dans le cadre de ma revue de littérature, j'ai relevé deux travaux qui arriment le concept de traduction à une typologie des enseignes multilingues. Dans les deux cas, la traduction est présentée comme un aspect important de la classification proposée.

La première typologie est celle que propose Reh (2004) dans son article sur les langues d'affichage d'une municipalité du nord de l'Ouganda. Cet article ne fait pas mention du « paysage linguistique », mais plutôt des « textes écrits multilingues ». L'autrice propose quatre catégories de textes multilingues, qu'elle classe selon le degré de correspondance interlinguistique entre les énoncés (on retrouve, à une extrémité de l'axe, les textes où l'information est fidèlement reproduite d'une langue à l'autre, à et l'autre extrême, les textes multilingues où certains éléments sont affichés dans une langue A, et d'autres dans une langue B). Il s'agit d'une typologie intéressante, car contrairement aux travaux qui limitent la traduction à une présence ou une absence, elle tient compte des degrés qui existent entre une traduction dite « fidèle » et la non-traduction. Cela dit, bien qu'elle présente la traduction comme une opération pouvant donner lieu à un éventail de configurations dans le paysage linguistique, cette typologie n'explique pas *comment* mesurer l'équivalence entre les énoncés.

La deuxième étude a été menée par Backhaus (2006) à Tokyo. Sa démarche a consisté à recenser toutes les enseignes visibles sur des artères situées près de 28 stations de métro, puis de les catégoriser selon divers paramètres, dont le rapport entre les langues affichées. L'auteur catégorise les enseignes selon que les langues affichées présentent ou non un rapport de traduction, qu'il soit « partiel » ou « total », sans offrir de détails sur les critères à la base de cette

catégorisation. Dans l'article, la traduction est également mise en relation avec la prépondérance d'une langue par rapport à une autre. Backhaus note que sur une enseigne multilingue, la langue prédominante (celle qui figure au sommet de l'enseigne ou semble la plus saillante) est associée psychologiquement à la langue de départ dans l'opération de traduction. Tout comme Reh, Backhaus présente la traduction comme un outil de mesure du rapport entre les langues et voit en elle un facteur déterminant dans la configuration du paysage linguistique, mais il ne définit pas concrètement les critères en vertu desquels une enseigne devient traduction.

Traduire le paysage linguistique : de nouvelles avenues de réflexion

Plus récemment, le chercheur David Malinowski s'est intéressé à la façon dont la pensée traductologique peut élargir les horizons de l'ÉPL. Dans un chapitre paru en 2019, il présente trois façons dont la traductologie peut éclairer l'ÉPL. Il s'inspire notamment des travaux de Venuti (2012), qui milite pour une mise en valeur de l'*étrangéité* dans les traductions. Malinowski relie cette idée à un projet pédagogique qu'il a mis sur pied à New Haven, au Connecticut, et dans le cadre duquel des étudiant·e·s ont traduit des enseignes en collaboration avec des intervenant·e·s de la collectivité. Au moment de la rédaction du chapitre, les traductions finales étaient entre les mains de la municipalité, qui envisageait d'en installer un certain nombre dans l'espace public. De l'avis de Malinowski (auquel j'adhère pleinement), ce projet a le potentiel d'ouvrir une discussion publique sur le rôle de la visibilité du multilinguisme, car « *seeing one's city in a different language may well be an extreme example of the foreignising effect that Venuti advocates for in translated texts* » (p. 68). Étant axé sur la collaboration et la consultation, ce projet met en exergue la complexité du *travail* de traduction, fruit d'une « *multitude of processes laden with deep personal, political, and communal significance* » (*ibid.*). Ce chapitre de Malinowski constitue à ma connaissance la première mise en application productive de théories traductologiques dans une

publication de l'ÉPL, et en ce sens, il est inspirant pour ma recherche, qui vise à explorer en quoi l'histoire de certains textes du paysage linguistique est marquée par la traduction.

3.3.3. Le paysage linguistique en traductologie

Du côté de la traductologie, la question du paysage linguistique a été soulevée à quelques reprises, mais elle demeure dans l'ensemble peu étudiée. J'ai relevé quatre travaux interdisciplinaires dans le cadre de mon analyse documentaire :

- 1) En 2012, Kaisa Koskinen s'est intéressée au paysage linguistique d'un quartier multiculturel de Tempere, en Finlande. Son enquête porte spécifiquement sur l'affichage multilingue et vise à déterminer en quoi traductologie peut éclairer l'ÉPL. Ses conclusions font état d'une richesse qui ne demande qu'à être explorée : « *Issues such as authorship, directionality, target audiences, overlapping and partial translations, not to mention power, cultural identity and assimilation were too diverse to be integrated confidently into one classification model* » (p. 90). Parmi les concepts traductologiques qui, selon Koskinen, promettent d'enrichir d'éventuels travaux sur les paysages linguistiques, mentionnons les traductions couvertes/ouvertes, les approches sourcière et cibliste, l'adaptation pragmatique, puis les notions de traduction assimilatrice et d'accommodement (Cronin, 2006).
- 2) Plus récemment, Christopher Lees (2021) s'est intéressé à la dimension traductionnelle du paysage linguistique de Kastrá, un quartier de Thessalonique. L'auteur a repéré dans ce quartier touristique 24 traductions du grec à l'anglais et s'est entretenu avec certain·e·s des traducteurs et traductrices (professionnel·le·s ou non) qui les ont réalisées. Dans son article, il analyse ces traductions au regard des informations recueillies lors des entrevues. Prenant

pour point de départ la notion de paysage linguistique, il introduit un concept qui constitue selon lui un nouvel angle d'analyse : le paysage traductionnel. Ce dernier englobe les « *translated texts or inscriptions* » qui sont « *visible in public spaces and may have been carried out by either professional or non-professional translators for the purpose of being viewed by members of the public who are not proficient in the source language* » (p. 465). Ce concept est à mon sens fort intéressant, mais il est limité par le caractère visible des traductions : selon Lees, le paysage traductionnel ne correspondrait qu'aux textes multilingues du paysage linguistique (donc aux traductions dites *ouvertes* et interlinguistiques dont les textes source et cible sont visibles), bien qu'il cite dans son article un exemple d'autotraduction humoristique où seule la langue d'arrivée est affichée (le choix de « Jack the Butcher » comme raison sociale par un boucher dont le prénom est l'équivalent grec de « Jack » [p. 29]). Or cet exemple, qui appelle à un recadrage du concept de paysage traductionnel, nous indique que les questions traductionnelles liées au paysage linguistique vont au-delà des simples traductions ouvertes mises en valeur dans l'affichage multilingue.

- 3) Dans son livre *Translation and Migration* (2016), Moira Inghilleri s'intéresse à l'empreinte de la migration sur différentes déclinaisons du paysage, évoquant les voies par lesquelles les migrants s'inscrivent et se traduisent dans l'espace : photographies, objets religieux et culturels, géographie, affichage urbain... Elle offre une réflexion sur la force symbolique du paysage linguistique, qui selon elle contribue à déconstruire les a priori sur l'homogénéité culturelle et linguistique. Les textes affichés dans l'espace public, écrit-elle, possèdent « *a social and interactional function; they 'signify' beyond the particular groups they reference* » (p. 149). Dans un tel contexte, la traduction permet de déplacer l'altérité d'un groupe à l'autre et d'investir certains lieux d'un sens aux yeux d'une communauté.

Translation and Migration aborde également les multiples avenues par lesquelles la traduction se manifeste dans le paysage linguistique, en plus de revenir sur les questions de qualité et de choix en traduction. Inghilleri y fait aussi une distinction fondamentale entre affichage multilingue et affichage traductionnel : « *Viewing such signs primarily as examples of multilingualism tends to accentuate the juxtaposition of different languages and cultures, presenting them as separate [...]. Understanding them as examples of translation, in contrast, gives greater prominence to their relational aspects and to the interpretive processes involved in reading these signs, highlighting their intrinsic dialogism* » (p. 155). Selon Inghilleri, la vision traductologique offre donc un point de vue fertile pour étudier le paysage linguistique, car elle met en relief la relation entre les agent·e·s qui lui donnent vie, ses nombreux publics et son contexte d'inscription.

- 4) Dans un chapitre paru en 2021, Anaïs De Vierman se penche sur la convergence entre paysage linguistique et traduction non professionnelle par le biais d'une étude de terrain réalisée dans différents quartiers d'Anvers, en Belgique. Posant le paysage linguistique comme un lieu privilégié pour étudier les échanges linguistiques et un espace où se cristallise le travail des traducteurs et traductrices non professionnel·le·s, De Vierman repère dans l'espace urbain des textes qu'elle associe à une traduction vers l'anglais, puis les analyse au regard de la notion de « *translation shift* » telle que définie par Ian Catford, s'inspirant d'une grille d'analyse d'Andrew Chesterman qui divise les *shifts* en trois grandes catégories – syntaxiques, sémantiques et pragmatiques. La majorité (70,1 %) des écarts entre texte de départ et texte d'arrivée qu'elle a observés étaient de nature syntaxique, et les écarts se concentraient principalement dans le quartier abritant le centre historique d'Anvers. Bien qu'elle ouvre à mon sens des réflexions fort porteuses et qu'elle articule avec brio les concepts de zone de traduction, de paysage linguistique et de traduction

non professionnelle, cette étude ne définit pas de façon rigoureuse ce qui consacre le caractère traductionnel du paysage linguistique, pas plus qu'elle ne précise en quoi les exemples assimilés à des traductions relèvent de la traduction non professionnelle.

3.3.4. Conclusion

Par ce panorama des points de rencontre entre traductologie et ÉPL, j'espère avoir démontré que ma recherche s'inscrit dans un contexte de convergence croissante entre deux disciplines dynamiques. En effet, de nombreux travaux tiennent compte du rôle de la traduction dans l'expression des paysages linguistiques. La particularité de ma démarche, c'est qu'elle conçoit la traduction du paysage linguistique comme un *processus* – comme un geste délibéré posé depuis une position d'agentivité – et qu'elle cherche en ce sens à donner la parole à ses artisan·e·s, avec l'objectif de révéler comment ils et elles ont mobilisé le geste traductif pour se positionner dans un contexte social bien particulier, celui d'un quartier multiculturel et marginalisé aujourd'hui à la croisée des chemins. À mon sens, ma revue de littérature milite pour une meilleure inclusion des agent·e·s de traduction dans la réflexion sur la traduction du paysage linguistique : alors que les recherches existantes se limitent souvent au visible pour délimiter la *zone de traduction* dans le paysage linguistique, je crois qu'il est temps de s'intéresser au point de vue de celles et ceux qui peuvent situer la traduction dans un pan souvent invisible de ce paysage : son histoire.

Chapitre 4 – Évolution du projet et repères méthodologiques

4.1. Introduction

Ce chapitre pose les jalons méthodologiques de ma recherche et sert de prélude aux études de cas présentées aux chapitres 5, 6 et 7. Avant toute chose, rappelons l'objectif de ce mémoire : interroger la nature et l'histoire traductionnelles du paysage linguistique de Parc-Extension en allant à la rencontre de ses créateurs et créatrices, puis voir ce que cette approche peut nous révéler sur la traduction dans un quartier marginalisé en pleine mutation. Voyons maintenant la démarche qui m'a amené à la rencontre de ces gens et comment ce travail a été mené.

4.2. Évolution du projet

Il m'importe d'abord de préciser que mon projet a connu des transformations majeures depuis le dépôt de mon projet, il y a deux ans. Mon intention initiale était de travailler sur l'affichage *commercial* de Parc-Extension. J'avais en tête de réaliser des entrevues semi-dirigées avec des propriétaires de commerces indépendants afin d'en apprendre plus sur leurs enseignes. Mon choix de me tourner vers les commerçant·e·s du quartier découlait en grande partie de mes premières observations sur le terrain. Après tout, l'affichage commercial est le pan le plus saillant du paysage linguistique, et au Québec, il est probablement celui dont on parle le plus. Plus spécifiquement, j'ai voulu centrer ma recherche sur les commerçant·e·s indépendant·e·s, car ils jouissent d'une grande latitude dans la conception de leurs enseignes tout en demeurant assujettis au strict cadre législatif imposé à l'affichage commercial au Québec. C'est avec cette feuille de route que j'ai effectué à l'été 2022 de nombreuses sorties à Parc-Extension dans l'intention d'échanger avec des commerçant·e·s. Mais la réalité du terrain m'a vite rattrapé.

Il y avait dans mon angle mort la lourde charge symbolique et politique du paysage linguistique québécois – charge qui pèse particulièrement sur l’affichage commercial. Comme le souligne Lamarre (2014), « *In Québec, there is absolutely nothing hidden about the symbolic function of language on signage. The linguistic landscape is generally understood, not only by academics but also by the general public, as a space of symbolic competition and struggle between language groups* » (p. 134). Ce n’est donc pas un hasard si l’État québécois a fait de l’affichage l’un des piliers de sa politique linguistique. Je savais qu’au Québec, l’encadrement législatif de l’affichage public vise tout particulièrement l’affichage commercial, qui est régi par l’article 58 de la *Charte de la langue française*, lequel stipule qu’à quelques exceptions près « l’affichage public et la publicité commerciale doivent se faire en français » ou « à la fois en français et dans une autre langue pourvu que le français y figure de façon nettement prédominante »¹⁰. Et à ce contexte, présent depuis plusieurs décennies, s’ajoutaient les débats sociaux du moment : à l’été 2022, la question de la législation linguistique faisait un grand retour dans l’actualité avec l’adoption par le gouvernement Legault d’un projet de loi qui modernisait la Charte de la langue française du Québec (Bellerose, 2022).

Sur le terrain, donc, les visages me souriaient, mais les langues restaient liées. Mes tentatives de recruter des participant·e·s se sont avérées infructueuses. Certes, on me témoignait curiosité et ouverture, mais une réticence se dessinait sur les visages lorsque j’entamais l’explication des risques de l’étude (y compris ceux en cas d’une éventuelle violation de la confidentialité) et présentais le formulaire de consentement. Ce malaise, je le percevais et le comprenais. Au fond, je le ressentais aussi.

¹⁰ Source : Publications Québec (<http://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/c-11>)

Dans le portrait du quartier paru dans *Urbania* que j'ai cité en introduction, Jean Bourbeau

(2021) fait état d'une réticence semblable :

J'arpente les rues à vélo et il y a des journées où je ne rencontre que des refus. Je constate une grande réticence à l'objectif qui pend à mon épaule. Ou est-ce ma silhouette qui fait ici figure d'étranger? Il existe une crainte, une gêne de se livrer, peut-être propres à ceux et celles qui ne veulent pas faire trop de bruit. Les bras engourdis par le poids de ses commissions, un homme aux yeux cernés s'arrête un instant pour nourrir les pigeons. Il m'exprime sa position: « J'aimerais bien que tu me prennes en photo avec ta vieille caméra, te raconter mon histoire, mais si jamais mon patron te lit et n'est pas du même avis, le risque est trop grand pour ma famille ». La liberté de parole est un luxe que j'oublie. [Je souligne]

Ces refus m'ont amené à réfléchir à mon positionnement de chercheur et à la présentation de ma recherche. Dans quelle mesure pouvais-je me poser en observateur, voire en quantificateur d'une réalité extérieure? Dans quelle mesure pouvais-je présumer que ma présence (et tout ce qu'elle représente, étant celle d'un étudiant blanc au nom francophone) n'aurait aucune incidence sur les réponses que je recevrais des commerçant·e·s de Parc-Extension? Dans *Research Methodologies in Translation Studies*, Gabriela Saldanha et Sharon O'Brien (2014) rappellent l'importance de tenir compte des éventuels rapports de pouvoir entre chercheurs/chercheuses et participant·e·s. S'il est vrai que ma recherche ne me plaçait aucunement en situation d'autorité directe face aux commerçant·e·s, elle risquait toutefois de mettre de l'avant notre inégalité sur un autre plan : celui de la vulnérabilité face à la surveillance de la langue d'affichage. Dans une ville où, comme l'écrivait Philippe Artières « un gouvernement de l'écrit » (2014, p. 10) place *les écrits urbains sous contrôle*, ce qui était pour moi un objet de curiosité représentait pour d'autres un risque bien réel de sanctions étatiques. Un risque possiblement trop grand. Il me fallait donc retourner à la planche à dessin... mais comment?

Sans surprise, c'est en marchant que j'ai trouvé réponse à cette question. J'ai recommencé à arpenter les rues du quartier dans l'espoir d'y repérer des indices qui réorienteraient ma recherche. C'est ainsi que, près de l'intersection de la rue Jean-Talon et de l'avenue Querbes, une petite affiche

un peu défraîchie a attiré mon regard. C'était une invitation à voir un documentaire engagé. La projection se tenait le 1^{er} juillet 2022 au Parc Jarry. L'affiche montrait deux images tirées du film, sous lequel on voyait un titre anglais qui coiffait des paragraphes explicatifs rédigés en six langues (voir Figure 3).

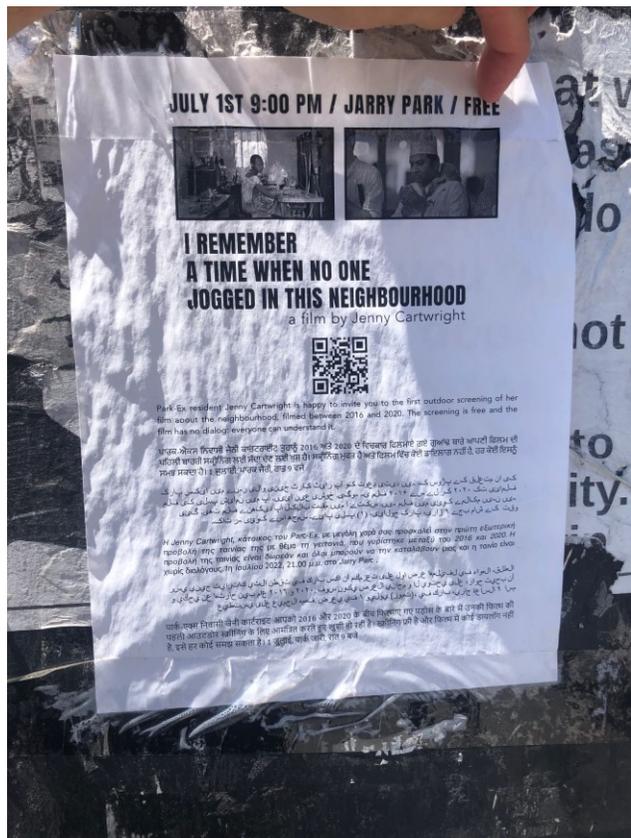


Figure 3 : Affiche multilingue faisant la promotion d'une projection du documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier*. Photo prise par l'auteur près de l'intersection de la rue Jean-Talon et de l'avenue Querbes, à Montréal.

Mais pourquoi n'avais-je pas pensé aux pans du paysage linguistique dont la langue n'est pas visée par le même contrôle ou qui échappent, en quelque sorte, au regard du législateur? Aux projets artistiques et communautaires, par exemple? Car rappelons que la *Charte de la langue française* du Québec prévoit des exemptions pour les produits éducatifs ou culturels. Ces derniers ne sont pas soumis aux mêmes dispositions en matière de langue d'affichage¹¹. J'ai donc pris

¹¹ La Charte stipule notamment que « Sauf s'ils sont véhiculés dans un organe d'information diffusant en français, l'affichage public et la publicité commerciale d'un produit culturel ou éducatif au sens de l'article 2, d'une activité culturelle ou éducative au sens de l'article 11, ou d'un organe d'information peuvent être faits uniquement dans une

contact avec Jenny Cartwright, la réalisatrice du film promu par l'affichette, dans l'espoir de solliciter une entrevue sur la création de cette affiche et la place qu'y occupe la traduction. J'étais loin de me douter que cette rencontre me ferait découvrir un projet artistique dans lequel la traduction joue bien plus qu'un rôle de promotion, se posant plutôt comme le moteur d'une réflexion engagée sur l'âme du quartier. Et j'étais loin de me douter que cette rencontre m'ouvrirait les portes d'un réseau de citoyen·ne·s engagé·e·s qui, à l'instar de M^{me} Cartwright, ont déployé la traduction dans l'espoir de nourrir les solidarités au sein de leur quartier. C'est ainsi que j'ai pu m'entretenir avec Sasha Dyck, infirmier et résident de longue date de Parc-Extension, avec Vijay Krishnan Kolinjiwadi, chercheur postdoctoral et ancien résident du quartier, ainsi qu'avec Adina Ungureau, de l'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCÉSSS). Ces échanges ont donné un nouveau souffle à ma démarche et m'ont permis d'affiner mon positionnement en tant que chercheur. En m'entretenant avec ces personnes qui avaient le « luxe » de s'exprimer librement (la traduction du paysage linguistique ne représentant pas pour eux un enjeu de conformité légale), j'ai pu prendre la mesure de l'ancrage social de la traduction du paysage linguistique et de sa signification dans un quartier marginalisé dont les voix allophones sont trop souvent exclues.

4.3. Repères méthodologiques

Les études de cas que je présente aux chapitres 5, 6 et 7 se fondent sur quatre entrevues d'environ une heure chacune. Elles ont été menées en personne, par téléphone ou virtuellement (par Zoom),

autre langue que le français si, selon le cas, le contenu du produit culturel ou éducatif est dans cette autre langue, l'activité se déroule dans cette autre langue ou l'organe d'information diffuse dans cette autre langue. » Source : <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/rc/C-11,%20r.%209/20120901#se:10>

en anglais ou en français. Le format des entrevues était semi-structuré, c'est-à-dire que j'avais préparé pour chacune une liste de questions ouvertes, mais que mes interlocuteurs et interlocutrices étaient libres d'aborder tout autre sujet et d'amener la discussion dans la direction de leur choix (Saldanha et O'Brien, 2014). Cela m'a permis de recueillir certaines informations précises tout en permettant aux participant·e·s d'exprimer leur point de vue. Comme l'écrivent Saldanha et O'Brien : « *Semi and unstructured interviews (and focus groups) tend to shift the balance of power away from the researcher and towards the research participant, allowing for the co-construction of knowledge* » (2014, p. 173). De plus, cette façon de procéder m'a permis d'en apprendre plus sur le contexte social dans lequel se sont déployés les gestes traductifs – contexte sur lequel j'avais, en début de projet, beaucoup à apprendre.

Les entrevues n'ont pas été enregistrées. J'ai donc fondé le traitement des données sur les notes que j'ai prises durant les discussions, sur l'observation des textes traduits et sur l'analyse des contextes de travail. J'ai choisi de ne pas enregistrer les rencontres car je voulais que mes interlocuteurs et interlocutrices se sentent libres d'aborder avec moi tous les sujets qu'ils le souhaitent, même les plus sensibles. Cela dit, conscient que l'absence d'enregistrement pouvait compromettre la validité de ma recherche, dans la mesure où elle compliquait la *validation* des données (Saldanha et O'Brien, 2014), j'ai plutôt opté pour une stratégie axée sur la notion de *face validity*, que Patti Lather (1986) présente comme un fondement essentiel de toute recherche axée sur des valeurs qui vise à favoriser l'émancipation des participant·e·s. Cette notion, qu'on peut traduire par « validité apparente » en français, implique de soumettre les résultats préliminaires de la recherche aux participant·e·s afin de corroborer et d'affiner les résultats et analyses (Saldanha et O'Brien, 2014). C'est ainsi que, sachant que mes quatre informateurs et informatrices possédaient un niveau de lecture avancé, une sensibilité aux enjeux linguistiques et un intérêt pour la recherche, je leur ai offert de réviser le contenu rédigé à partir de nos entrevues – une proposition

qu'ils ont acceptée avec plaisir. Cela veut dire que les chapitres 5, 6 et 7 ont été relus et validés par ces personnes, qui y ont parfois demandé des modifications ou ajustements.

Les trois chapitres qui résultent de cette démarche relèvent à la fois de la recherche ethnographique et de l'étude de cas. L'approche ethnographique en traductologie se caractérise par une volonté d'aborder l'objet d'étude par la voie du terrain et de l'apprentissage direct auprès des communautés de pratique (Flynn, s.d.; Koskinen, 2008 citée dans Saldanha et O'Brien, 2014), tandis que la réalisation d'études de cas est axée sur la contextualisation de l'objet de recherche et la mobilisation de différents outils et sources pour bien l'analyser (Saldanha et O'Brien, 2014). En termes traductologiques, mon travail relève de la recherche axée sur les agent·e·s (*agent-grounded research*), car il étudie la traduction « *as a practice from the viewpoint of those who engage in it, in particular (social, cultural or professional) settings* » (Buzelin, 2010, p. 8). Les trois études de cas, qui se lisent comme trois articles autonomes, forment le véritable cœur de ce mémoire. J'y présente des projets de traduction qui ont rallié divers types d'intervenant·e·s. La notion de paysage linguistique y est conçue de différentes manières, bien qu'elle se centre toujours sur l'inscription de la langue dans l'espace public, qu'il soit physique ou virtuel. Mon intention, avec les quatre prochains chapitres, est de démontrer que la traduction est un constituant significatif de l'histoire du paysage linguistique.

Chapitre 5 – Se souvenir d’un temps où personne ne traduisait le quartier : (non-)traduction et justice sociale dans Parc-Extension

5.1. Introduction

La langue est au cœur de l’expérience sensorielle dans la ville. Des panneaux qui réclament notre attention aux conversations qui se laissent intercepter, elle happe nos sens à chacun de nos pas, conférant une couleur particulière aux lieux que nous traversons. Dans *Villes en traduction* (2012), Simon explique que chaque ville propose un florilège unique de pratiques linguistiques qui se rencontrent, se fécondent voire se contaminent par diverses formes de médiation, dont la traduction, qui est une clé pour comprendre les relations entre les groupes linguistiques. Comme nous l’avons vu à la section 2.2, le projet de Simon affranchit la pensée de la traduction du paradigme de la distance et rappelle que dans les villes pluriculturelles d’aujourd’hui, l’ailleurs et l’ici logent à la même adresse. Or cette proximité n’est pas toujours garante d’échanges féconds, et au contraire, la traduction peut être porteuse d’antagonismes. C’est du moins le postulat de la critique littéraire Tiphaine Samoyault (2016, 2020), qui nous exhorte à « cesser de penser la traduction comme une opération exclusivement positive d’accueil de l’étranger » (2020, p. 10), car elle serait en fait une opération « ambiguë, complexe, capable du meilleur comme du pire » (*ibid.*) qui peut même être « le lieu d’un conflit » (p. 11). Pour nous sortir du discours contemporain qui pose invariablement la traduction en geste positif, elle propose de recadrer notre vision de la traduction en accueillant à bras ouverts les *antagonismes* qui la caractérisent. Réaliste plutôt que défaitiste, Samoyault exhorte à reconnaître la négativité que porte la traduction afin d’en révéler la force. En ce sens, elle emprunte à la pensée de philosophie politique de Chantal Mouffe pour proposer une nouvelle conception de la traduction, la traduction *agonique*, qu’elle définit comme « celle qui laisse en jeu les forces de conflit inhérentes à la traduction, entre les langues, entre l’esprit et la lettre, entre

l'original et les traductions, entre différentes options qui se proposent et parmi lesquelles il faut choisir, et qui s'en sert pour affirmer une position, pour prendre une décision » (p. 53 – je souligne).

Il s'agit d'une conception éminemment politique qui reconnaît la force autoritaire de la traduction, laquelle ne doit ni chercher à éviter les conflits, ni prétendre à la transparence. Ce modèle vise à embrasser la difficulté du geste et la différence qui y intervient afin de « redonner à la traduction son potentiel de négativité active » (p. 11).

Le présent chapitre s'appuie sur cette conception du choix traductionnel comme règlement d'un conflit dans un espace urbain où se concentrent différents intérêts et ancrages culturels. Pour éclairer cette réflexion, j'y interroge un projet artistique dans lequel la traduction et son envers, la non-traduction, sont mis au service d'une réflexion cohérente sur le quartier multiculturel et marginalisé qu'est Parc-Extension. Ce projet est le documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier*, véritable lettre d'amour à Parc-Extension signée par la réalisatrice Jenny Cartwright. Consciente que la traduction est *capable du meilleur comme du pire*, cette dernière s'est assurée d'en faire un usage judicieux, dans l'optique d'exprimer sa solidarité envers les résident·e·s de son quartier, sans quoi son documentaire n'aurait jamais pu voir le jour. Dans ce qui suit, j'interrogerai deux moments clés de la vie de cette œuvre dans lesquels les choix traductionnels de la réalisatrice ont participé d'une réflexion solidaire sur la place de la langue dans l'espace public : la promotion du film auprès de la population du quartier, pour laquelle la réalisatrice a conçu des affiches multilingues; et une projection publique tenue à l'été 2022 pour laquelle elle a spécifiquement adapté sa stratégie de sous-titrage. Dans le présent chapitre, la notion de paysage linguistique est envisagée dans une acception large : il y est certes question de l'inscription de la langue dans l'espace public, mais du fait des supports employés (affiches, écran), cette inscription n'a pas toujours la même durée dans le temps. Malgré cela, la notion d'espace public demeure porteuse, car elle nous permet de réfléchir au *public* de ces inscriptions, qu'il

proviennent ou non de Parc-Extension. Je souhaite donc montrer que l'étude d'un projet artistique par la loupe de la traduction peut éclairer notre regard sur le devenir d'un quartier, sur l'espace public et sur le vivre-ensemble.

5.2. Une lettre d'amour à un quartier sous pression

Si vous vous êtes promené·e dans Parc-Extension à l'été 2022, il est possible que vous ayez aperçu de petites affiches faisant la promotion d'un documentaire (voir Figure 4). Rédigées en anglais, en hindi, en ourdou, en grec, en arabe et en pendjabi, elles conviaient les riverain·e·s à une projection gratuite d'un film intitulé *I Remember a Time When No One Jogged in This Neighbourhood*. On y précisait que le film ne comportait pas de dialogues, et que la barrière linguistique ne devait donc pas poser problème. Le court message se voulait à la fois invitant et rassurant :

Park-Ex resident Jenny Cartwright is happy to invite you to the first outdoor screening of her film about the neighbourhood, filmed between 2016 and 2020. The screening is free and the film has no dialog: everyone can understand it.

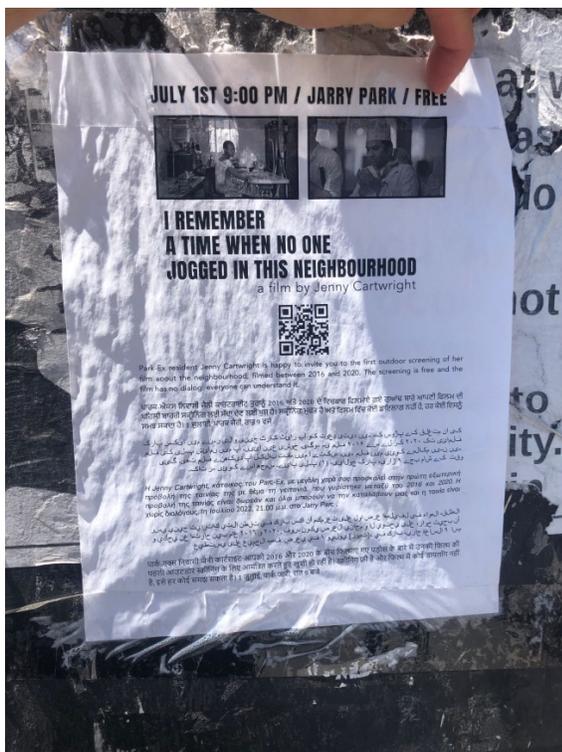


Figure 4 : Affiche multilingue faisant la promotion d'une projection du documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier*. Photo prise par l'auteur près de l'intersection de la rue Jean-Talon et de l'avenue Querbes, à Montréal.

L'absence notoire du français sur cette affiche promotionnelle ne laissait aucunement présager que ce documentaire a été conçu par une équipe francophone et que le travail entourant sa promotion et sa distribution a été mené essentiellement dans la langue de Molière. D'ailleurs, le film a avant tout été publicisé sous le titre *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier*¹². Voilà qui nous indique que la traduction a probablement dessiné des voies dans la vie de cette œuvre. Pour retracer quelques-unes d'entre elles, je me suis entretenu avec la réalisatrice, Jenny Cartwright, à l'occasion d'une longue entrevue qu'elle m'a généreusement accordée en août 2022. Sauf indication contraire, tous les renseignements sur sa démarche artistique proviennent de cet entretien et ont été avalisés par la principale intéressée.

Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier est un documentaire expérimental en noir et blanc composé d'un chapelet d'images de la vie quotidienne tournées aux quatre coins de Parc-Extension entre 2016 et 2020. Le film montre la vie de quartier dans tout son ordinaire, mais aussi dans toute sa beauté : on y voit tour à tour une conversation entre amis devant un dépanneur, des gens au travail sur leur machine à coudre, des cérémonies religieuses de différentes congrégations, des repas partagés en famille ou entre ami·e·s, des femmes qui conversent sur un banc de parc en observant les passant·e·s, un cours de francisation... tant de tranches du quotidien dans un quartier où la vie sociale est en grande partie structurée par l'appartenance ethnique et religieuse et où la recherche d'une *langue commune* a parfois tout d'une chimère. Mais le documentaire ne fait pas que célébrer la diversité des façons de vivre et d'habiter Parc-Extension, il montre aussi la pression croissante de l'embourgeoisement, qui fait violence au tissu social de ce quartier pauvre. Les scènes de travail, de conversations, de repas sont

¹² Voir par exemple la page qui lui est consacrée dans le site de la Cinémathèque québécoise : <https://www.cinematheque.qc.ca/fr/cinema/je-me-souviens-dun-temps-ou-personne-ne-joggait-dans-ce-quartier/>.

entrecoupées d'images de pelles mécaniques qui démolissent des immeubles vétustes, ou d'ouvriers à l'œuvre pour bâtir des immeubles à condos ou une passerelle piétonne au-dessus d'un chemin de fer. Le film met ainsi en images la transformation économique et sociale de Parc-Extension, se faisant le reflet du point de vue de la réalisatrice, une résidente de longue date du quartier qui constate depuis quelques années l'arrivée d'une nouvelle catégorie de résident·e·s qui amène avec elle de nouvelles façons d'habiter.



Figure 5 : Affiche officielle du documentaire Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier. Source : <https://www.cinematheque.qc.ca/fr/cinema/je-me-souviens-dun-temps-ou-personne-ne-joggait-dans-ce-quartier/>.

La réalisation du documentaire a demandé un long travail de terrain. Pour recruter des participant·e·s, la réalisatrice a posé des affiches un peu partout dans le quartier. À son agréable surprise, la communauté lui a généreusement ouvert les portes de lieux qui lui auraient été autrement inaccessibles. C'est ainsi qu'elle a pu assister à des cérémonies religieuses, à des scènes

domestiques et à des rencontres communautaires, accompagnée de son cameraman. À l'écran, le résultat de ces incursions est une enfilade de scènes qui amènent le spectateur ou la spectatrice à l'intérieur d'établissements phares du quartier, dont certains sont d'ordinaire fréquentés uniquement par les membres de certaines communautés. Le public peut y entendre diverses langues; le film prend d'ailleurs une couleur particulière selon les connaissances linguistiques de chacun·e.

Bien qu'elle soit rarement citée dans les articles de presse qui ont entouré sa parution, la question de la traduction n'en est pas moins un thème central du film. En effet, tant l'objectif initial du projet (brosser un portrait fidèle d'une vie de quartier) que les questions éthiques que ce dernier soulève ont demandé de la réalisatrice et de son équipe un positionnement par rapport à des enjeux traductionnels : fallait-il sous-titrer les conversations des personnes présentées? Si oui, dans quelle langue? Comment fallait-il entrer en contact avec des participant·e·s et figurant·e·s potentiel·le·s et leur présenter leur démarche artistique en toute transparence malgré l'opaque barrière linguistique? Et, une fois le documentaire terminé, dans quelle(s) langue(s) fallait-il le promouvoir pour rejoindre divers publics? Comment s'assurer de la transmission du message dans les langues choisies?

Dans ce qui suit, j'aborderai en profondeur certains choix traductionnels effectués par la réalisatrice ainsi que leurs implications éthiques. Je parlerai d'abord du sous-titrage de la version « anglaise » du documentaire, qui a été présentée lors de la projection publique du 1^{er} juillet 2022 au parc Jarry. Je décortiquerai certains choix traductionnels qui habitent cette version et montrerai en quoi ils ont dénoté une solidarité avec les résident·e·s du quartier à l'occasion de cette projection qui a eu lieu dans un espace-frontière entre Parc-Extension et Villeray. J'aborderai ensuite la création des affiches multilingues qui ont servi à faire connaître cet événement.

5.3. La (non-)traduction des dialogues : la barrière linguistique et le regard comme équivalence

Le documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier* est essentiellement « neutre » sur le plan de la langue. Il présente une série d'images croquées un peu partout dans Parc-Extension, permettant au public d'apprécier différentes facettes de la vie de quartier. Cela dit, certaines de ces scènes se distinguent par la présence d'échanges verbaux dans différentes langues. Bien que ces échanges n'influencent en rien la progression du récit, la réalisatrice s'est néanmoins interrogée sur leur traduction. Fallait-il les sous-titrer? Et si oui, comment? Nous verrons dans cette section que M^{me} Cartwright a fait le choix de préserver la barrière linguistique qui fait la beauté de son œuvre en refusant de sous-titrer les dialogues entre les résident·e·s du quartier. Elle a toutefois prévu une exception à cette règle : dans la version du documentaire qui allait être présentée aux résident·e·s du quartier au parc Jarry, elle a choisi de sous-titrer en anglais une scène filmée dans un cours de francisation au centre William-Hingston. Les considérations derrière cette décision sont avant tout d'ordre éthique. Il lui importait d'offrir au public – quel qu'il soit – un film aussi accessible qu'il l'était pour elle, documentariste francophone, et il n'était pas question que les scènes qui lui étaient intelligibles ne soient pas livrées à la compréhension de la communauté qui a donné vie à son œuvre. Nous verrons ci-dessous ce que ces choix traductionnels signifient pour les différents publics – francophones ou non – qui ont pu converger vers le parc Jarry pour assister à la projection. Car rappelons que le parc Jarry, qui s'étend au-delà du chemin de fer marquant la frontière orientale de Parc-Extension, est en quelque sorte un espace-tampon entre ce quartier et Villeray, son voisin côté est. Il est abondamment fréquenté par les habitant·e·s de Parc-Extension, qui y accèdent par l'un des rares passages piétonniers qui traversent le chemin de fer du Canadien Pacifique, mais aussi par des gens venus

d'ailleurs en ville, le plus souvent de quartiers gentrifiés et mieux nantis qui, à l'instar de Villeray, sont historiquement blancs et francophones.

Dans la version projetée au parc Jarry, **les scènes qui montrent des échanges verbaux entre les résident·e·s de Parc-Extension** n'ont pas été sous-titrées, car elles mettent en vitrine la diversité linguistique du quartier. Dans l'une d'elles, on voit un groupe d'hommes converser dans une langue sud-asiatique au parc Athéna; dans une autre, trois femmes sont assises côte à côte sur un banc de parc, et on devine à leur expression qu'elles échangent des commentaires sur les passant·e·s; et dans une autre encore, deux hommes conversent à l'entrée d'un dépanneur dans une langue à base d'anglais dont les subtilités échappent aux non-initié·e·s. En entrevue, la réalisatrice explique que la décision de ne pas traduire ces dialogues s'est imposée d'elle-même. D'abord pour des raisons pragmatiques : un tel chantier de traduction aurait été trop coûteux pour cette production modeste, et la création de sous-titres étant un art en soi, il aurait été relativement ardu de trouver des locuteurs ou locutrices qualifié·e·s pour la tâche, sans parler de la difficulté de contrôler la qualité de leur travail. Puis pour des raisons artistiques : le sous-titrage aurait révélé à la réalisatrice les propos tenus par les participant·e·s, ce qui l'aurait amenée à vouloir « cadrer » les conversations – et il est aussi possible que les échanges lui eussent paru triviaux ou, au contraire, opposés à ses valeurs. Mais avant tout, son choix était motivé par le souhait de rendre avec justesse une certaine *expérience* du quartier, comme elle l'explique dans une entrevue accordée au blogue Cinémaniak :

Je trouve les langues étrangères extrêmement belles, je regrette infiniment d'en parler juste deux. Quand je sortais et que mes voisins parlaient en grec, je trouvais ça magnifique. Je voulais reproduire cette impression-là. J'avais envie d'un côté immersif, comment les gens pouvaient s'imaginer une balade dans Parc-Ex (Boudreau-Savoie, s.d.).

Ce refus de traduire les dialogues est aussi un refus de les rendre compréhensibles aux publics francophone et anglophone qui proviennent le plus souvent de l'extérieur de Parc-Extension. Il fait

de la non-traduction un gage de fidélité : fidélité non pas à une langue source dans le cadre d'une opération de transfert, mais bien à une barrière linguistique qu'on identifie à l'authenticité du quartier. On peut en déduire que la réalisatrice a ainsi voulu éviter les effets potentiellement délétères d'une traduction qui aurait mis à mal la différence linguistique – différence que le documentaire célèbre – en réduisant les conversations à de l'*intelligible* pour les locuteurs et locutrices des langues dominantes. En ayant accès aux dialogues traduits, le public se serait alors concentré sur leur contenu plutôt que sur l'expérience de la barrière; il aurait eu droit à un semblant de confort là où la réalité du quartier aurait plutôt exigé de lui d'ouvrir ses sens à la différence, sans tenter de la comprendre ni de la sublimer. Dans un parc qui sert de frontière sociologique entre deux quartiers aux réalités contrastées, le symbole est fort. La projection devient le rappel qu'à quelques dizaines de mètres seulement s'étend un monde où la différence linguistique est une expérience quotidienne qui ne se laisse pas dissoudre dans une langue commune. Plus encore, la barrière linguistique que la réalisatrice tient à protéger peut être reliée à celle, physique, qui se dresse entre Parc-Extension et ses voisins; après tout, le liminal parc Jarry abrite l'un des seuils évoqués par Olivier Choinière (2016). Malgré toute leur violence, les frontières physiques qui enserrent Parc-Extension ont ceci d'utile qu'elles nous permettent, lorsqu'on les traverse, de marquer une pause pour préparer nos sens à la réalité du quartier, de taire la partie de nous qui s'attend à ce que son environnement nous soit toujours *lisible*. La projection du documentaire ouvre donc un espace pour une telle réflexion, montrant que les « nouvelles pratiques du territoire » qu'amène l'embourgeoisement peuvent aussi être linguistiques, et qu'elles transitent invariablement par les rares points de passage qui donnent accès au quartier.

Samoyault (2020) fait l'éloge des discours qui inscrivent la traduction dans la pensée politique, y compris dans les questionnements sur ce qui est *juste*. Elle note que le fait de rechercher une solution *juste* (mot juste, compte juste, traitement juste...) n'est jamais aisé, car il révèle qu'il

y a, à la base de l'opération, une décision à prendre et donc un problème à trancher. Cette quête du *juste*, pourtant inhérente au traduire, présuppose un conflit entre différentes options (lexicales, syntaxiques, sociolinguistiques, stratégiques, etc.), dont certaines pourraient être *injustes* :

S'il faut être juste, c'est d'abord qu'il y a la possibilité, ou le soupçon, de l'injuste. S'il faut rendre justice, c'est qu'un conflit a eu lieu et qu'une injustice a été commise. Dans ce cas, la traduction, parce qu'elle s'inscrit au lieu du conflit, peut être réparatrice, mais pas seulement, comme on le dit souvent, parce qu'elle serait un rempart contre l'injustice : parce qu'elle provoque et instruit le conflit (p. 109).

Appliquée à l'étude du documentaire de Jenny Cartwright, cette réflexion ouvre un questionnement sur la nature du *conflit* qu'on aurait voulu trancher en refusant de traduire les échanges des résident·e·s (on postulera ici que le refus de traduire constitue en lui-même une stratégie traductionnelle valable adoptée depuis une position d'agentivité). À cet égard, il m'apparaît pertinent d'interroger le propos du documentaire. À commencer par son titre, *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans le quartier*. En évoquant le souvenir, il rattache l'œuvre à un moment crucial, à un point d'inflexion dans l'histoire d'un quartier menacé. Cette tension entre souvenir et devenir est d'ailleurs manifeste dans le choix des images qui composent le documentaire : les scènes qui montrent la vie dans le quartier (conversations entre ami·e·s, cérémonies religieuses, repas communautaires, travail, achats, loisirs) sont entrecoupées d'images montrant sa transformation imminente (construction de la passerelle le reliant à Outremont via le nouveau campus de l'Université de Montréal, destructions d'immeubles existants qui feront place à des projets de condominiums...). On peut ainsi voir dans le contexte de l'œuvre l'expression d'un conflit ouvert entre deux pôles aux intérêts divergents : d'une part, un quartier qui s'accroche à sa différence et à sa diversité; de l'autre, un système économique et social qui, sous prétexte de favoriser le « développement », menace de chasser celles et ceux qui y ont élu domicile et tissé des solidarités. En faisant de la traduction le lieu d'un positionnement, la réalisatrice met au jour un

lien latent entre traduction et embourgeoisement. Elle montre qu'il y a une communauté entre les bénéficiaires de l'embourgeoisement et ceux de la traduction, qui imposent tous deux une transformation et une homogénéisation à une communauté qui n'a rien demandé.

En refusant de traduire les dialogues des résidents allophones de Parc-Extension, la réalisatrice rappelle avec Samoyault que la *transparence* peut être *violence*; que le fait de vouloir dissoudre une barrière linguistique dans une langue dominante ne rend pas cette dernière plus accueillante; que, comme le souligne Emily Apter (2021), le choix de la non-traduction peut être lu non comme une capitulation, mais comme une tactique qui reconnaît que la soumission aux lois de l'équivalence peut être vectrice d'étouffement pour les langues subalternes; que malgré ses couverts hospitaliers, la traduction peut, dans certains cas, ne mener qu'à un simulacre de compréhension qui conforte un groupe dans sa certitude de pouvoir *comprendre* un autre groupe plus vulnérable. Ici, la non-traduction est un rempart contre la facilité, une obligation de décentrement.

Dans la version « anglaise » du documentaire, qui a été projetée au parc Jarry, la seule scène à avoir été sous-titrée est **celle qui présente un cours de francisation au centre William-Hingston**. La caméra y suit une enseignante – francophone, blanche – présenter à un groupe d'adultes aux origines diverses du vocabulaire sur la météo. Les étudiant·e·s mettent leurs apprentissages en pratique dans le cadre d'ateliers en équipe. Cette scène est la seule à être entièrement compréhensible pour le public francophone. Et c'est aussi la seule qui a été sous-titrée. Pour Jenny Cartwright, c'est d'abord l'éthique qui commandait de la traduire : il était hors de question de créer une œuvre qui fasse davantage sens pour les francophones que pour les autres groupes linguistiques. C'était aussi une façon pour elle de « traduire » *son* point de vue – celui d'une documentariste francophone – en le rendant accessible à d'autres publics. Là encore, ce sont des considérations d'équité et de justesse qui ont motivé sa démarche. Puisque les deux langues

que la réalisatrice maîtrise sont le français et l'anglais, la scène de francisation est la seule qui lui était entièrement compréhensible. Elle a donc voulu élargir cette compréhension à un public qui ne maîtrise pas le français, par souci de rendre le plus transparent possible son point de vue, qui est au fondement de sa démarche (le titre à la première personne du singulier rappelle d'ailleurs, comme elle l'explique en entrevue, que « c'est à travers [sa] compréhension que la balade dans le quartier s'articule »). Pour y parvenir, elle a choisi de mobiliser la traduction (plutôt que la non-traduction). C'est une stratégie certes imparfaite, car elle ne fait cadeau de la compréhension qu'à celles et ceux qui peuvent lire l'anglais, *lingua franca* de Parc-Extension, mais elle n'en constitue pas moins un levier de visibilité de la différence. Le recours au sous-titrage rappelle qu'en dépit de son caractère officiel, le français n'est pas compris par tous·te·s, qu'il ne va pas de soi pour de nombreux·se·s habitant·e·s de Parc-Extension. La présence de sous-titres rend visible la barrière linguistique évoquée plus tôt, mais en inversant la perspective : au lieu de souligner l'intraduisibilité du quartier pour un public provenant de l'extérieur et issu des communautés dominantes, elle rend manifeste la difficulté pour les résident·e·s du quartier d'accéder à des codes sociaux extérieurs qui, de plus en plus, cognent à leurs portes.

5.4. L'affichage multilingue : rendre justice par la traduction

J'aimerais maintenant aborder une deuxième catégorie de choix traductionnels relatifs au documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier* : celle qui a mené à la production de l'affiche promotionnelle multilingue mentionnée plus tôt (voir Figure 5). Aux yeux de la réalisatrice, il était impératif de redonner le film à la communauté qui l'a vu naître, notamment par la tenue d'une projection gratuite. Voilà pourquoi elle a voulu annoncer cet événement d'une manière qui rejoindrait le public du quartier. Exit, donc, le français comme langue véhiculaire de promotion. L'essentiel du travail de promotion ayant été conduit en français, il lui a

semblé bon d'équilibrer les choses en inscrivant le film dans d'autres canaux linguistiques. On a donc retenu six langues pour l'affiche promotionnelle : d'abord l'anglais, langue véhiculaire, puis le grec, le pendjabi, l'hindi, l'arabe et l'ourdou, les principales langues parlées dans Parc-Extension selon le dernier recensement disponible au moment de la parution de l'affiche. Pour traduire le message promotionnel qui figure en tête de l'affichette – message qu'elle a rédigé elle-même en anglais – la réalisatrice a fait appel à la communauté du quartier sur les réseaux sociaux. Cette stratégie a porté ses fruits : elle a rapidement trouvé des traducteur·trice·s prêt·e·s à l'assister bénévolement dans son projet.

Tout comme la stratégie de (non-)traduction des dialogues du documentaire, la traduction de cette affichette promotionnelle dans les principales langues (maternelles ou véhiculaire) du quartier relève d'une visée éthique. Or, à la différence du premier, ce second choix de traduction s'est inscrit de façon plus durable dans l'espace public, car les nombreux exemplaires de l'affiche promotionnelle sont demeurés des semaines durant sur des lampadaires et poteaux de Parc-Extension, devenant un constituant sémiotique du quartier et s'offrant jour après jour à la lecture des passant·e·s. Encore une fois, on peut envisager dans une optique politique les choix de traduction qui ont mené à la création de cette affiche. Soulignons que puisque cette affiche relève d'un projet artistique, elle n'est pas assujettie aux mêmes contraintes législatives que l'affichage commercial. Cela dit, grâce à la traduction, elle inscrit dans l'espace public six langues autres que le français (dont cinq langues non officielles), marquant un fort contraste avec l'affichage institutionnel et commercial ambiant, où le français est omniprésent (ne serait-ce qu'en façade). Comme le souligne à juste titre la traductologue Moira Inghilleri dans *Translation and Migration* (2016), la traduction du paysage linguistique contribue à déconstruire les a priori sur l'homogénéité culturelle et linguistique. En rendant visible le multilinguisme, elle déplace l'altérité d'un groupe à l'autre, rappelant aux passant·e·s qu'un lieu jusqu'alors considéré comme « à eux » est en fait

habité et revendiqué par d'autres groupes. La traduction en plusieurs langues d'une affiche promotionnelle est donc bien plus qu'un geste qui inclut des communautés allophones dans un projet artistique; c'est une façon d'inscrire la diversité linguistique en résistance visible, d'amener le public à revoir sa conception de ce qu'est une langue *publique* et, de surcroît, de rendre justice à certaines langues qui, bien qu'abondamment parlées dans le quartier, restent relativement peu visibles dans le paysage linguistique. Dans une société où, comme nous l'avons vu avec Lamarre (2014) au chapitre 4, la fonction symbolique de l'affichage n'est un secret pour personne, ce choix de traduction offre à des communautés linguistiques marginalisées une rare chance de lire le paysage linguistique dans sa langue première. Pour reprendre une expression mille fois consacrée, il fait de la traduction un *geste d'accueil* : non seulement on accueille les locuteurs et locutrices des six langues affichées comme un public légitime du documentaire, mais on crée pour eux et elles un espace accueillant dans le paysage visuel de leur quartier, rappelant que leur langue a droit de cité et que, par la traduction, elle entre en relation avec les autres.

5.5. Conclusion

Braquer les projecteurs sur la dynamique traductionnelle du documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier*, c'est révéler un projet artistique qui fait de la traduction une *force autoritaire* au sens où l'entend Samoyault : un instrument par lequel un·e agent·e de traduction se positionne face à une injustice. Par l'analyse des choix de traduction de la réalisatrice, j'ai voulu montrer qu'en reconnaissant le « potentiel de négativité active » de la traduction (Samoyault, 2020, p. 11) et en faisant de cette dernière une utilisation réfléchie, il est possible de faire contrepoids à l'homogénéisation et à l'effacement de la différence.

Dans *Villes en traduction*, Simon présente le *dépassement* (*furthering*) comme l'opposé de la distanciation. Ce terme désigne pour elle la manière dont la traduction « se déploie contre l'effet

de l'indifférence [...] » (2012, p. 42). C'est exactement ce que fait la traduction chez Jenny Cartwright : portée par une réflexion qui rattache la langue à son ancrage local, social et politique, elle impose à nos sens cette différence trop souvent ignorée. En s'attaquant à certaines idées tenaces sur les langues dites dominantes (en refusant des sous-titres qui ramèneraient les langues de Parc-Extension à celles de l'embourgeoisement; en sous-titrant ce qui, aux yeux de certain·e·s *devrait* être compris par tout le monde; en mettant à mal l'homogénéité du paysage linguistique, pourtant consacrée par la loi), la réalisatrice érige le plurilinguisme, traduit ou non, en résistance.

Chapitre 6 – Aide mutuelle Parc-Extension : la traduction comme ouvroir de communautés

6.1. Introduction

La date du 11 mars 2020 restera gravée dans bien des mémoires. C'est le jour où l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé que l'épidémie de COVID-19 était entrée en stade pandémique, amenant la quasi-totalité des gouvernements du monde à mettre en place des mesures draconiennes pour endiguer la propagation du virus : fermetures d'établissements et de lieux publics, entraves à la libre circulation, couvre-feux, injonctions à la distanciation des corps, généralisation du port d'équipements de protection... Mais il serait futile de lister ces restrictions sans aborder leurs répercussions sociales et économiques. Nombreux sommes-nous à garder de ces premières semaines de pandémie le souvenir d'une période anxiogène marquée, sur le plan collectif, par une incertitude face à l'avenir – combien de vies le virus allait-il faucher? y aurait-il une crise économique majeure? –, et, sur le plan individuel, par une angoisse quant à sa survie financière et à sa santé mentale dans un monde où les contacts sociaux se raréfiaient. Mais si la crise sanitaire a eu des effets délétères dans la vie de bien des gens, il ne faut pas oublier qu'elle n'a pas affecté dans la même mesure tous les segments de la population. À Montréal, les personnes issues des communautés culturelles sont nombreuses à avoir connu des difficultés supplémentaires en raison de l'intersection de différents facteurs de défavorisation et de vulnérabilité, dont la précarité financière et le statut migratoire (Cleveland *et al.*, 2020). À cela s'ajoute la connaissance des langues officielles, qui s'est révélée cruciale dans les deux premiers mois du confinement, car les informations officielles sur la pandémie n'étaient diffusées qu'en français et en anglais par le gouvernement du Québec (*ibid.*). Cette situation a mené à ce que Renée Desjardins a qualifié d'« *asymmetry in actionable knowledge* » (2022, p. 83) : au plus fort d'une période de grande

incertitude, de nombreuses personnes ont souffert d'un manque d'accès à des renseignements essentiels en raison de leurs aptitudes linguistiques, et selon toute vraisemblance, cette iniquité a accéléré la propagation de la COVID-19 dans certains milieux. Mais cette asymétrie ne concernait pas que la diffusion des consignes sanitaires. Le manque de connaissances linguistiques a aussi empêché certaines personnes d'accéder aux initiatives de solidarité qui ont essaimé durant les confinements. Après tout, la pandémie n'a pas amené que de mauvaises nouvelles; elle a aussi donné lieu à des élans spontanés de solidarité aux quatre coins du Québec, comme des distributions de repas et des groupes de soutien sur les réseaux sociaux¹³. Ces initiatives citoyennes ont offert une véritable bouffée d'air frais à celles et ceux qui ont pu en bénéficier... mais étaient-elles réellement à la portée de tout le monde?

Le deuxième projet de traduction que j'aimerais aborder dans ce mémoire est né d'une de ces initiatives qui visaient à alléger le fardeau de la pandémie. Il est l'œuvre du groupe citoyen **Aide mutuelle Parc-Extension**, que des résident·e·s du quartier ont mis sur pied dans l'urgence après l'annonce de la pandémie par l'OMS. Ce groupe d'entraide, qui demeure actif aujourd'hui, a pour objectif de répondre aux besoins des habitant·e·s du quartier en leur permettant d'offrir ou de demander de l'aide et en les mettant en relation avec les ressources des organismes communautaires. Durant les confinements, il a permis à des résident·e·s de Parc-Extension qui se trouvaient en situation de précarité, notamment en raison d'une infection de COVID-19, d'une perte d'emploi ou d'un isolement forcé, de solliciter ou d'offrir divers biens et services, comme des objets de tous types, de la nourriture, du gardiennage d'enfants, des dons ou des prêts d'argent, ou même du soutien social par téléphone, texto ou visioconférence. Pour permettre à la population de demander de l'aide, les instigateurs et instigatrices du projet ont mis sur pied un groupe

¹³ Ces initiatives ont fait l'objet d'une vaste couverture médiatique en 2020. On consultera à profit Papineau (2020) et Fonds de solidarité FTQ (s.d.).

Facebook intitulé « PandemEx! Parc-Ex COVID-19 MUTUAL SUPPORT MUTUEL » ainsi qu’une ligne téléphonique dédiée, pour les personnes n’ayant pas accès à Internet (Parc Ex Mutual Aid, 2021). Les renseignements présentés dans ce chapitre sont tirés de deux entretiens semi-dirigés que j’ai menés auprès de Sasha Dyck et de Vijay Krishnan Kolinjivadi, deux bénévoles qui ont généreusement accepté de s’entretenir avec moi. M. Dyck, infirmier et résident de longue date de Parc-Extension, est un bénévole clé du projet, tandis que M. Kolinjivadi a participé à l’initiative à titre de coordonnateur de la traduction vers les langues sud-asiatiques et de traducteur vers le tamoul. Le contenu de ce chapitre a été validé par ces deux informateurs.

6.2. Description des documents traduits

Face à une crise qui se déployait à grande vitesse, les bénévoles de ce groupe d’entraide ont cherché à promouvoir leur service le plus efficacement possible. Ils ont donc créé, parallèlement à leurs efforts de promotion sur les réseaux sociaux, deux documents multilingues pour interpeller la population de Parc-Extension. Le premier est un dépliant (Figure 6), qui a été imprimé puis distribué à grande échelle dans une clinique de dépistage de la COVID-19 ainsi qu’aux points d’arrêt d’une clinique de dépistage mobile. Imprimé recto verso, il comporte six volets : un premier qui arbore le titre de l’initiative, en français et anglais, sous une illustration montrant une superposition de poings levés (le volet de droite dans la Figure 6); puis cinq volets de texte où sont reprises en huit langues trois questions interpellant le public, une description sommaire de l’initiative ainsi que des coordonnées pour solliciter ou offrir de l’aide. Les langues affichées sont, en ordre d’apparition (présupposant une lecture de gauche à droite, en commençant par le volet au verso de l’illustration) : l’anglais, l’espagnol, l’ourdou, le français, le grec, le bangla, l’hindi et le tamoul. La taille du texte est à peu près égale dans chacune des langues, bien que certaines langues occupent davantage d’espace. Le second document multilingue est une affiche (Figure 7), qui a été

apposée un peu partout dans Parc-Extension. On retrouve, dans le haut de la page, une illustration composée elle aussi d'une série de poings levés traversée par le mot « COVID-19 » en majuscules. Sous l'illustration, un appel, prépondérant, rédigé en anglais (*Are you laid off or unable to work? Are you sick or quarantined and unable to leave your home? Do you need emergency childcare?*), au-dessous duquel se déclinent six petits paragraphes, répartis en deux colonnes : ourdou, tamoul, grec, bangla, espagnol et hindi. Dans le bas de l'affiche, on retrouve des coordonnées, le nom bilingue du groupe d'entraide ainsi que le numéro de téléphone de la ligne d'information COVID-19 du gouvernement du Québec. Selon mes informateurs, une version française de l'affiche a également été créée (où le français figure dans le haut de l'affiche, au-dessus du même agencement de messages en six langues), mais au moment d'écrire ces lignes, celle-ci n'avait pas été publiée sur la page de la Table de quartier de Parc-Extension consacrée à l'initiative¹⁴.

La production de l'affiche et du dépliant d'Aide mutuelle Parc-Extension a naturellement demandé un travail de traduction. Mais comment ce travail s'est-il déployé? Et que peut-il nous apprendre sur le potentiel et la signification de cette initiative citoyenne? Dans ce qui suit, je présenterai les temps forts du processus de traduction ayant mené à la publication de ces deux documents, puis j'explorerai différentes avenues par lesquelles ce projet, en mobilisant la traduction pour inscrire la diversité de Parc-Extension dans son paysage linguistique, peut nourrir une réflexion sur les différents sens du mot « communauté ».

¹⁴ Une description de l'initiative peut en effet être consultée à cette adresse : <https://www.parcex.org/initiative-citoyenne-parc-ex-aide-mutuelle-mutual-aid-park-ex/>.

করোনভাইরাস (COVID-19) পার্ক-
এক্সটেনশন পারস্পরিক সাহায্য

আপনিকি চাকরীচ্যুত বা কাজ করতে অক্ষম?

আপনিকি অসুস্থ বা পৃথক ও আনতরকি এবং
আপনার বাড়রি বাইরে যেতে অক্ষম?

আপনার কাজরুতি ভিত্তিতে শিশু/সন্তানরে
যত্নভারে সাহায্য প্রয়োজন?

পারস্পরিক সাহায্য পার্ক-এক্স প্রতবেশীদরে
সাহায্যকারীদরে একটি গ্রুপ বা দল। আপনিকি
COVID-19 এর কারণে সড়কটগরস্থ হয়ে থাকলে
তাহলে আপনিকি এই ফরমটাই ব্যবহার করে সাহায্যরে জন্য
যোগাযোগ করতে পারনে:

<https://tinyurl.com/mticovidssupportrequest/>

আপনিকি এই নম্বররে কল করে আপনার বারতা রাখতে
পারনে: 514-560-3340

অথবা আপনিকি পার্ক-এক্স ফেসবুক গ্রুপটাই ব্যবহার
করতে পারনে:

[https://www.facebook.com/
groups/215992479479864/](https://www.facebook.com/groups/215992479479864/)

আপনিকি সাহায্য করতে সক্ষম হনঃ সামগ্রী বতিরগ,
কমেনে আছনে পরীক্ষা করা, শিশু/সন্তানরে যত্নভার
নওয়া বা আর্থিকি সহায়তা করতে ইচ্ছুক হনঃ

<https://tinyurl.com/mticovidssupportoffer>

কোভিডি-১৯ পার্ক-এক্সটেনশন “আপসী সহায়তা”
(ম্যুচুয়াল এড)

ক্যা আপ কাম পর জা পা रहे है ? क्या आपकी
रोजगारी बंद हो गई है ?

क्या आप बीमारी या क्वारनटाइन की वजह से घर
से बाहर नहीं निकल रहे है?

क्या आपको काम के दौरान अपने घर के बच्चों की
देखभाल करने (चाइल्डकेअर) में सहायता चाहिये?

“আপসী সহায়তা পার্ক এক্স” যানী কমিউচুয়াল এড পার্ক
এক্স, এক এসা সংগঠন হৈ জিসকে দ্বারা পজাসী এক দুসরী কী
মদব কর সকেলে হৈ। অগর কোভিডি-১৯ মহামারী নে আপকো ধী
সংকট মে ভাল দিয়া হৈ, তো মদব কে লিএইস ফার্ম কো ধর:
<https://tinyurl.com/mticovidssupportrequest/>

अथवा, इस नंबर पर कॉल करके अपना परिचय, और अन्य
जानकारी, है: 514-560-3340

पार्क एक्स के फेसबुक ग्रुप द्वारा हमसे संपर्क करें:
[https://www.facebook.com/
groups/215992479479864/](https://www.facebook.com/groups/215992479479864/)

अगर आप बीमार लोगों की सहायता करना चाहते हैं (डिलीवरी,
बातचीत, चाइल्डकेअर, वित्तीय सहायता):
<https://tinyurl.com/mticovidssupportoffer>

COVID-19 पार्क-एकस् मियु,सकवल उतवी

நீங்கள் பணிக்കകം
செய்யப்படுகிறீர்களா அல்லது வேலை
செய்ய முடியவில்லையா?

நீங்கள் நோய்வாய்ப்பட்டிருக்கிறீர்களா
அல்லது

தனிமைப்படுத்தப்பட்டிருக்கிறீர்களா?

உங்கள் வீட்டை விட்டு வெளியேறு

முடியவில்லையா?

உங்களுக்கு அவசர குழந்தை பராமரிப்பு
தேவையா?

மியு,சகவல் எய்ட் பார்க்-எக்ஸ் என்பது

அண்டை நாடுகளுக்கு உதவும் ஒரு குழு.

COVID-19 காரணமாக நீங்கள்

நெருக்கடியில் இருந்தால், இந்த

படிவத்தைப் பயன்படுத்தி உதவிக்கு

நீங்கள் அணுகலாம்:

<https://tinyurl.com/mticovidssupportrequest/>

நீங்கள் இந்த எண்ணை அழைத்து ஒரு
மெசேஜ் விடலாம் : 514-560-3340

அல்லது நீங்கள் பார்க்-எக்ஸ் பேஸ்புக்

குழுவைப் பயன்படுத்தலாம்:

[https://www.facebook.com/
groups/215992479479864/](https://www.facebook.com/groups/215992479479864/)

நீங்கள் உதவ முன்வந்தால்:

விநியோகங்கள், காசோலைகள், குழந்தை:

பராமரிப்பு, நிதி உதவி

சலுகைகள்

<https://tinyurl.com/mticovidssupportoffer>



COVID-19

AIDE MUTUELLE PARC-EXTENSION MUTUAL AID

<https://tinyurl.com/mtlmutualaid>

Figure 6 : Trois des faces du dépliant informatif sur l'initiative Aide mutuelle Parc-Extension



**Are you laid off or unable to work?
Are you sick or quarantined and unable to leave your home?
Do you need emergency childcare?**

Mutual Aid Parc Ex is a group of neighbours helping neighbours.
If you are in crisis because of COVID-19, you can reach out for help.

اگر آپ کووڈ-19 کی وجہ سے کسی پریشانی میں مبتلا ہیں یا آپ کو معلومات/مدد درکار ہے تو یہ فارم مکمل کر کے مدد طلب کر سکتے ہیں آپ فون نمبر 514-560-3340 پر بھی اپنا پیغام ریکارڈ کر سکتے ہیں۔

আপনি যদি COVID-19 এর কারণে সংকটগ্রস্থ হয়ে থাকেন তাহলে আপনি এই ফর্মটি ব্যবহার করে সাহায্যের জন্য যোগাযোগ করতে পারেন

COVID-19 காரணமாக நீங்கள் நெருக்கடியில் இருந்தால், இந்த படிவத்தைப் பயன்படுத்தி உதவிக்கு நீங்கள் அணுகலாம்.

Si está en crisis debido al COVID-19, puede pedir ayuda completando este formulario.

Αν βρίσκεσαι σε κρίση λόγω κορονοϊού (COVID-19), μπορείς να επικοινωνήσεις μαζί μας.

अगर कोवडि-१९ (COVID-19) महामारी ने आपको भी संकट में डाल दिया है, तो मदद के लिए इस फार्म को भरें।

<https://tinyurl.com/mtlcovidssupportrequest/>
514-560-3340
<https://www.facebook.com/groups/215992479479864/>

AIDE MUTUELLE PARC-EXTENSION MUTUAL AID

<https://tinyurl.com/mtlmutualaid>

Quebec COVID-19 medical info: 1-877-644-4545

Figure 7 : Affiche multilingue du projet Aide mutuelle Parc-Extension

6.3. Entre coordination et adaptation : aperçu du processus de traduction

La traduction du dépliant et de l’affiche multilingues d’Aide mutuelle Parc-Extension a exigé coordination et flexibilité. Passons en revue quelques faits saillants de ce processus.

Des deux documents, c’est l’affiche qui a été réalisée en premier, peu de temps après l’annonce de la pandémie. Les organisateurs et organisatrices du projet ont fait appel à leur réseau pour traduire, rapidement, la dernière phrase de l’appel rédigé en anglais (*If you are in crisis because of COVID-19, you can reach out for help*) dans les principales langues du quartier. La recherche de bénévoles s’est faite par bouche-à-oreille, et non à partir d’une banque de ressources. La traduction du dépliant a suivi la même logique, mais a eu lieu quelques semaines plus tard, le temps de compiler

l'information nécessaire. Le choix des langues cibles utilisées dans les deux documents a découlé dans une large mesure de considérations statistiques : on a consulté les plus récentes données de recensement pour connaître les langues les plus parlées dans le quartier. Cela dit, des questions d'ordre sociolinguistique (et pratique) ont aussi influencé le choix des langues d'arrivée. M. Kolinjivadi, qui a coordonné la traduction vers les langues sud-asiatiques, en plus d'effectuer lui-même la traduction vers le tamoul, nous a expliqué que les langues sud-asiatiques qui figurent sur les deux documents ne reflètent pas tout à fait les statistiques sur les langues maternelles. Si on avait suivi ces statistiques, on aurait utilisé le pendjabi au lieu de l'hindi. L'inclusion de l'hindi s'explique premièrement par le fait que ce bénévole avait dans son réseau une personne capable de traduire bénévolement dans cette langue, puis deuxièmement par le fait que l'hindi est la *lingua franca* du nord de l'Inde et qu'à ce titre, il a le potentiel de rejoindre un plus large public que le pendjabi. Quant à la traduction vers le tamoul, il est intéressant de noter qu'elle est le fruit d'une collaboration familiale. En effet, M. Kolinjivadi l'a menée de concert avec son père, qui lui a servi à la fois de réviseur et de conseiller linguistique. Et la traduction vers le tamoul n'est pas la seule à avoir été révisée : les bénévoles du projet étaient conscients de l'importance de la révision et ils ont ce sens veillé, dans les limites de leurs moyens, à ce que chaque traduction soit vérifiée par une autre personne qui maîtrise la langue concernée. Il faut toutefois dire que ce processus n'a pas été mené de façon uniforme. Il s'agissait plutôt de vérifications ponctuelles réalisées à l'aide du moyen de communication le plus simple dans le moment : courriel, textos, applications de messagerie... Cette initiative a donc mobilisé un chantier de traduction qui a demandé une juste dose de coordination, mais aussi d'adaptation étant donné l'urgence de la situation et la disponibilité des ressources.

6.4. La traduction entre communautés et communs

J'aimerais maintenant explorer les dimensions *communautaires* de ce projet. Dans ce qui suit, j'interrogerai deux acceptions du nom « communauté » pour postuler que cette initiative est à la fois création et créatrice de communautés de personnes et, par des voies qui pourraient sembler paradoxales, l'artisane d'une communauté, au sens de ce qui est partagé, en commun.

6.4.1. Agir avec et entre les communautés : la traduction comme prise en charge solidaire

Commençons par poser une première définition du mot « communauté » : la communauté désigne un « groupe social dont les membres vivent ensemble ou partagent des caractères, des intérêts communs¹⁵ ». C'est dans ce sens que s'entendent plusieurs expressions courantes comme « communauté religieuse » ou « communauté linguistique ». Suivant cette définition, on peut affirmer que le projet d'Aide mutuelle Parc-Extension a créé une *communauté de pratique*. En effet, cette initiative de traduction a demandé la mise en commun de différentes forces : pour arriver au résultat final, il a fallu lancer puis coordonner l'initiative, recommander des traducteurs et traductrices, traduire les passages à afficher, contrôler leur qualité... Collectivement, les personnes qui ont pris part à ce processus ont formé une communauté éphémère. Bien entendu, leur objectif n'était pas de créer *pour eux-mêmes* une communauté de pratique. Il s'agissait avant toute chose de servir leurs voisins, et en ce sens, la communauté qu'ils ont formée doit être comprise comme l'aboutissement d'une mobilisation solidaire plutôt qu'un projet structuré par la traduction.

Cette solidarité nous exhorte à penser cette initiative dans le cadre de communautés plus larges, car les personnes qui ont réalisé ce travail de traduction ne répondaient pas seulement de leurs collègues bénévoles; elles ont également dû tenir compte de l'horizon des communautés linguistiques et culturelles entre lesquelles leur travail se déployait. On touche ici à l'ancrage social

¹⁵ Définition tirée du dictionnaire d'Antidote 11.

de la traduction qu'a mis en lumière le virage culturel en traductologie (Snell-Hornby, 2006). Comme l'ont souligné des penseurs comme Gideon Toury, l'exercice de la traduction équivaut à un rôle social, et les buts de l'opération traductive sont dictés en grande partie par la culture – on dira ici « la communauté » – réceptrice (*ibid.*). Dans le projet qui nous occupe, le lien entre traduction et communautés linguistiques est révélé au grand jour par une réflexion du tandem père-fils chargé de la traduction vers le tamoul. Puisque M. Kolinjivadi et son père savaient que la communauté tamoulophone de Parc-Extension est en grande partie originaire du Sri Lanka, ils ont pris soin d'utiliser une langue aussi soutenue que possible et d'éviter toute marque dialectale du Tamil Nadu, l'État indien lui aussi tamoulophone dont leur famille est originaire, afin d'éviter de créer une traduction qui parlerait davantage à une communauté qu'à une autre et qui serait pour cette raison vectrice d'exclusion.

Cet exemple, bien que fragmentaire, rappelle que la traduction demande une réflexion quant à sa destination. Le travail du traducteur ou de la traductrice est ancré socialement, et dans le cas des documents multilingues d'Aide mutuelle Parc-Extension, il se déploie dans une visée solidaire. Rappelons ici que cette initiative de traduction ne correspond pas à la vision « classique » du projet de traduction – celui par lequel on confierait à une traductrice ou un traducteur perçu·e comme professionnel·le le mandat de traduire dans sa langue un texte provenant d'une « autre » culture, voire d'un autre pays. Il se trouve plutôt sur le terrain de la « traduction non professionnelle », catégorie qui englobe un vaste éventail de pratiques traductives non rémunérées (Evrin et Meyer, 2016). Comme le note Claudia Angelelli (2020), un parallèle se révèle entre engagement social et traduction non professionnelle lorsque cette dernière est effectuée par des personnes bilingues du fait des circonstances et non d'un choix¹⁶. C'est que dans les sociétés multiculturelles

¹⁶ Dans son article, Angelelli (2020) fait référence aux concepts de « *circumstantial bilingual* » et de « *elective bilingual* » mis de l'avant par Guadalupe Valdes and Richard Figueroa (1994).

d'aujourd'hui, les membres de certains groupes n'ont d'autres choix que de devenir bilingues pour participer à la vie citoyenne. Angelelli fait donc remarquer que pour les personnes qui ont été instruites de leur pays de résidence mais qui connaissent aussi la langue de leur communauté d'origine, le bilinguisme est souvent perçu comme un outil pouvant être mis au service de cette communauté : « *They see themselves as being in a position to provide linguistic access to, and advocate for, those members who do not have linguistic access and, thus, cannot advocate for themselves due to a language barrier.* » (p. 120). Une telle traduction – réalisée bénévolement par solidarité envers les membres d'une communauté – dépasse le cadre du transfert linguistique désintéressé. En ce sens il est intéressant de la mettre en relation avec le concept de « traduction citoyenne » mis de l'avant par Salah Basalamah (2005) – la traduction qui, refusant de se faire le simple rouage d'une transaction économique, se déploie au bénéfice des communautés marginalisées : « Le “traducteur-citoyen” est donc celui dont la tâche [...] consiste à s'engager [...] à voir dans les textes qu'il traduit les visages de celles et ceux qui n'ont pas de voix et à se soucier de les donner à voir et entendre au monde » (p. 63). Et c'est justement ce qu'ont fait les traducteurs et traductrices de l'affiche et du dépliant d'Aide mutuelle Parc-Extension : ils ont donné à voir les langues de communautés trop souvent invisibles dans le paysage linguistique de la ville. Ils ont pris en charge un message rédigé dans la langue commune de leur communauté de pratique pour l'offrir aux membres d'une de leurs communautés linguistiques, prenant soin au passage de conjuguer les horizons et attentes de chacune. Leur action sur le monde se traduit par une inscription dans l'espace (de la rue, de la clinique de vaccination, d'Internet), laquelle permettra à des voix peu souvent entendues d'avoir voix au chapitre dans le tissu des solidarités pandémiques.

6.4.2. Agir pour donner en partage : la traduction comme ouvroir de communs

J'aimerais poursuivre cette réflexion sur Aide mutuelle Parc-Extension en faisant intervenir une autre acception du mot « communauté », celle qui désigne « le caractère de ce qui est commun¹⁷ », ou « ce qui est en commun à plusieurs personnes¹⁸ ». Contrairement à la « communauté linguistique » ou à la « communauté de pratique », qui qualifient des groupes de personnes, cette deuxième acception du mot met l'accent sur un objet, laissant au sujet une marge pour se définir. C'est ainsi qu'il peut y avoir *communauté d'opinion* entre membres de *communautés* distinctes. Cette acception du mot « communauté » présuppose à la fois le partage et la différence, car pour qu'une chose soit *commune*, il faut qu'il y ait plus d'une personne pour la partager.

Quel lien entre cette deuxième acception et notre étude de cas? De la même façon que la reconnaissance des points communs est forcément consécutive à la reconnaissance d'au moins deux existences propres, la communauté – au sens de partage – créée par la traduction des documents d'Aide mutuelle Parc-Extension ne se révèle qu'au terme d'une division des langues dans l'espace. Pour comprendre la nécessité de ce détour par la différence, il faut rappeler qu'à Parc-Extension, la notion de « langue commune » n'a pas la même force qu'ailleurs. L'anglais y tient certes le rôle de *lingua franca*, mais cette position est fragilisée, d'une part, par la forte proportion de résident·e·s qui ne connaissent ni l'anglais ni le français (12 % selon le recensement de 2021¹⁹), et d'autre part, par la force institutionnelle (et, encore à ce jour, démographique) du français dans le reste de la ville et de la province. En ce sens, l'urgence sanitaire a révélé les limites – et le danger! – d'une stratégie de communication qui reposerait sur les simples langues

¹⁷ Définition tirée du dictionnaire d'Antidote 11.

¹⁸ Définition tirée du portail lexical du CNRTL.

¹⁹ D'après les données du recensement de 2021 disponibles sur le site de Statistique Canada pour les secteurs de recensement correspondant au territoire de Parc-Extension (4620224.00, 4620223.01, 4620223.02, 4620222.00, 4620220.00 et 4620221.00). Les données ont été compilées par l'auteur.

officielles. Dans un Québec où les pouvoirs publics ont été vivement critiqués pour leur manque d'empressement à communiquer l'information cruciale sur la pandémie dans des langues autres que le français et l'anglais²⁰, la traduction s'est imposée comme un impératif aux yeux des instigateurs du projet Aide mutuelle Parc-Extension : il fallait assurer aux résident·e·s du quartier un accès aussi égalitaire que possible à l'information et aux espaces de solidarité.

C'est à ce point-ci de la discussion que pourrait sourdre le sempiternel débat qui oppose la traduction-qui-unit et la traduction-qui-divise... peut-on réellement affirmer qu'une pareille démultiplication des langues est un geste d'accueil? la traduction nuit-elle au potentiel citoyen d'une langue commune? qu'est-ce qui nous unit quand chacun vit dans sa langue? Car il est vrai que la traductologie a souligné que la traduction pouvait servir à réifier les identités, à creuser les différences. Comme nous l'avons vu à la section 3.2, Simon (2012) a noté que la traduction peut mettre les communautés à distance. Mais outre le fait – l'évidence – que l'urgence sanitaire commandait une solidarité dont la manifestation la plus élémentaire était de diffuser l'information au plus grand nombre, j'aimerais postuler que cette inscription de la différence en catégories linguistiques discrètes a eu un effet contraire à la distanciation, amenant plutôt des *dépassements* qui s'expriment dans la création de communs. J'aimerais aborder deux plans sur lesquels ces communs se déploient : le labeur traductif et la participation au tissu des solidarités.

La première catégorie de communs amenés par ce projet concerne la traduction en tant que *travail*. Les instigateurs et instigatrices du projet ont pris l'initiative de traduire leur message et de coordonner le processus de traduction à même leurs ressources. Cette façon de faire peut être lue comme une subversion de l'ordre traductionnel établi dans une société où les membres des groupes linguistiques minoritaires, souvent issus de l'immigration, ont l'habitude porter la charge de la

²⁰ On pourra à ce sujet consulter les articles et chroniques parus sur le sujet dans les médias québécois, notamment Leduc (2020), Chouinard (2021) et Crête (2021).

traduction. En effet, comme le fait remarquer Michael Cronin (2006 – voir section 3.2), la traduction est indissociable du processus de migration : « *The condition of the migrant is the condition of the translated being. He or she moves from a source language and culture to a target language and culture so that translation takes place both in the physical sense of movement or displacement and in the symbolic sense of the shift from one way of speaking, writing about and interpreting the world to another* » (p. 45). Du fait de leur déplacement, les personnes migrantes doivent (se) traduire pour interagir avec le reste de la société du pays où elles vivent et pour répondre aux attentes de cette dernière. Or le projet étudié inverse la direction habituelle de cette opération de traduction. Plutôt que d’incomber aux membres des minorités qui souhaitent se légitimer et se faire entendre, la traduction est prise en charge par les organisateurs et organisatrices du projet, qui la déploient *vers* les langues minoritaires dans une optique d’accueil et de diffusion au plus grand nombre. Rappelons au passage que malgré les impressionnantes avancées techniques des dernières décennies, la traduction demeure une entreprise difficile dont le transfert linguistique n’est qu’une des étapes. Dans le cas qui nous occupe, il a fallu trouver des bénévoles pour traduire et d’autres pour réviser, faire le suivi de leur travail et répondre à leurs questions, mettre en page différents systèmes d’écriture... le tout dans un délai serré imposé par une urgence d’agir. N’oublions pas qu’après tout, ce travail aurait pu être évité. Donc ce que ce projet montre, c’est que le travail traductif peut être un commun. L’ont en partage les instigateurs et instigatrices du projet, qui ont pris en charge la traduction dans une volonté d’accueil, ainsi que bon nombre des résident·e·s du quartier à qui s’adresse de cette initiative d’entraide et qui ont l’habitude de (se) traduire, d’une façon ou d’une autre, au quotidien.

La seconde communauté amenée par cette initiative de traduction a trait au tissu de solidarité qui s’est formé dans le sillage de la pandémie, tant à l’échelle du quartier que du Québec. D’abord, à l’échelle locale, la présence de plusieurs langues sur l’affiche et le dépliant, ainsi que le

traitement équitable que leur accorde la mise en page, mobilise la fonction symbolique du paysage linguistique (Bourhis et Landry, 1997) pour mettre en relief une communauté face à une période d'incertitude et de chambardements : durant une période de crise, les deux documents ont montré des langues – et, indirectement, des communautés linguistiques – qui se côtoyaient, occupant une place qu'on voulait égale, sans promesse de s'effacer ou de se dissoudre dans une langue officielle. C'est l'image d'une solidarité bien plus que d'une unité indivisible, un rappel que ces communautés ont en partage une lutte, une souffrance, un espoir... et un agir citoyen. Sasha Dyck, l'un des instigateurs du projet, déclarait en entrevue au webzine *Vivre ensemble* qu'Aide mutuelle Parc-Extension participait d'un effort de reconstruction de la citoyenneté axé sur le partage d'expériences plutôt que sur une convergence des identités :

Ici, la question d'un destin citoyen collectif existe non pas idéologiquement mais surtout en pratique : elle repose entre autres sur l'appartenance à une « communauté d'expérience » qui n'est pas, contrairement à une idée reçue très répandue, fondée exclusivement sur l'identité commune, mais aussi sur des micro-lieux de vie et de partage de destins : quartier, entreprises, villes. C'est dans ce cadre que j'analyse les dynamiques de reconstruction active de la citoyenneté par le bas. [...] Les initiatives de ce type montrent que les quartiers populaires peuvent être des écosystèmes où infusent des pratiques substantielles de reconstruction de la citoyenneté et de la démocratie (Dyck, 2020).

Dans cette optique, la traduction doit être vue comme étant bien plus qu'un outil de communication et de mobilisation. Envisagée comme un processus, elle constitue une forme d'agir collectif par laquelle des gens de différents horizons unissent leur force et dessinent une nouvelle « communauté d'expérience ». Envisagée comme un résultat, elle s'affiche sur des documents qui annoncent un accueil présent et futur : *présent* dans la mesure où ces documents invitent les locuteurs et locutrices de différentes langues à participer au projet, *futur* dans la mesure où cette participation promet de reconduire la nécessité de traduire, garantissant le maintien de cet espace de participation où la différence linguistique est bienvenue. Si nos informateurs n'étaient pas en mesure de nous indiquer si la traduction du dépliant et de l'affiche avait directement incité des voisins·es à offrir ou solliciter

de l'aide dans des langues autres que l'anglais ou le français, des responsables d'Aide mutuelle Parc-Extension ont indiqué dans un appel de dons que l'initiative avait créé de nombreuses occasions de « créer des liens entre voisin·e·s », et ce, « malgré les barrières linguistiques, culturelles et générationnelles » (Parc Ex Mutual Aid, 2021). Et dans une entrevue accordée au média *Nouvelles Parc-Extension News*, Rachel Shugart, la modératrice du groupe Facebook d'Aide mutuelle Parc-Extension, écrivait que des bénévoles étaient disponibles pour rappeler les personnes qui s'adressaient à la ligne téléphonique de l'initiative dans une langue non officielle (Mokha, 2020). Cette traduction, qui est agir collectif et espace d'accueil, ouvre donc une communauté qui n'aurait pas pu advenir si le projet s'était cristallisé autour des seules langues officielles. Et c'est là que réside une autre de ses grandes forces. En plaçant la traduction au cœur de son régime de communication, ce projet va à l'encontre des pratiques linguistiques de nombreuses initiatives similaires, et ce faisant il permet à ses participant·e·s de se joindre à une mobilisation communautaire qui dépasse les frontières du quartier. La communauté ainsi créée est certes plus abstraite mais elle en est non moins porteuse. Elle se déploie avec les autres initiatives de solidarité qui ont émergé dans le sillage de la pandémie, permettant à des populations trop souvent isolées par la barrière de la langue de nourrir elles aussi, et à leur manière, une « reconstruction active de la citoyenneté par le bas ».

6.5. Conclusion

Le projet Aide mutuelle Parc-Extension fait de la traduction la pierre angulaire d'une démarche de justice linguistique, nous rappelant que lorsqu'une crise frappe une collectivité multiethnique, la communication multilingue doit impérativement être mobilisée pour contrer l'iniquité dans l'accès à l'information. Il révèle aussi les failles de la stratégie de communication de l'État, qui a trop longtemps reposé sur les seules langues officielles, forçant les acteurs et actrices de la société civile

à porter sur leurs épaules le travail traductif pour offrir le plus élémentaire des soutiens à leurs voisin·e·s. Et c'est ce dont il sera question dans le prochain chapitre : de la lenteur de l'État à traduire l'information cruciale liée à l'urgence sanitaire, et de l'initiative dont a fait preuve en ce sens le milieu communautaire de Parc-Extension.

Chapitre 7 – La banque de ressources multilingues d’ACCÉSSS : stimuler le « réflexe multilingue » par l’action collective

7.1. Introduction

Le 9 mars 2021, la question de la traduction et de l’interprétation dans les langues non officielles a été soulevée pour une rare fois à l’Assemblée nationale du Québec. Ce jour-là, le chef parlementaire du deuxième groupe d’opposition, Gabriel Nadeau-Dubois, a interpellé le ministre de la Santé Christian Dubé au sujet de l’accessibilité des renseignements sur la vaccination contre la COVID-19. Il a déploré qu’Info-Santé 811, le service téléphonique en santé du gouvernement du Québec, n’était offert qu’en français et en anglais. Selon lui, cette situation constituait un obstacle à l’accessibilité de la vaccination pour des minorités linguistiques durement éprouvées par la pandémie, et un fardeau supplémentaire pour les organismes contraints de « faire ce travail-là [la traduction] avec les moyens du bord²¹ ». Il faut dire que les minorités culturelles étaient surreprésentées parmi les cas de COVID-19 à Montréal, les médias ayant maintes fois rapporté des éclosions du virus dans les quartier multiethniques²². Dans un rapport de l’Institut universitaire SHERPA, Cleveland *et al.* rappellent que les quartiers « pluriethniques, financièrement défavorisés et racisés de Montréal » (2020, p. 6) ont pâti de taux d’infection alarmants et que les membres des communautés culturelles ont souvent dû composer avec des obstacles qui compliquaient leur adhésion aux consignes sanitaires : manque de protections adéquates au travail, utilisation du transport collectif, surpeuplement des logements, surreprésentation dans la première ligne du système de santé (notamment parmi les préposés aux bénéficiaires)... obstacles qui, dans bien des cas, se conjugaient à une connaissance limitée des langues officielles (*ibid.*). Cette dernière réalité

²¹ On peut visionner l’intégralité de la période de questions et réponses orales du 9 mars 2021 au lien suivant : <https://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/archives-parlementaires/travaux-assemblee/AudioVideo-88903.html>.

²² Voir à ce sujet Corriveau (2020), Bourgault-Côté (2020) et Bordeleau (2021).

pose un intérêt particulier pour ma recherche, car la barrière linguistique est largement reconnue comme une source d'iniquité en santé (Ortega *et al.*, 2020). Mais comment transcender cette barrière dans l'urgence d'une pandémie?

Interpellé, le ministre Dubé s'est fait rassurant : le gouvernement, a-t-il affirmé, était « très sensible à cette question » et entièrement disposé à collaborer avec les organismes du milieu. Il a rappelé que son ministère traduisait systématiquement ses documents d'information sanitaire en 17 langues. Et vérification faite, il serait faux d'avancer que le gouvernement n'a fait *aucun* effort pour traduire et communiquer les renseignements vitaux sur la pandémie. Comme le soulignait Marc Pomerleau (2020) dans le magazine *Circuit*, les autorités sanitaires du Québec et du Canada ont produit de la documentation dans une quarantaine de langues à elles deux, y compris les langues des principales communautés immigrantes et celles de groupes jugés à risque. Le gouvernement du Québec a publié sur son site Internet trois affiches et outils en 22 langues non officielles²³, tandis que Santé Montréal a regroupé sur le sien différentes ressources offertes en 24 langues²⁴, et les deux instances ont publié de l'information dans les cinq langues maternelles les plus courantes à Montréal²⁵. Mais s'il convient de saluer ces efforts, il convient aussi de rappeler leurs limites.

Des recherches récentes sur la traduction dans le contexte de la pandémie nous rappellent que la simple mise à disposition de ressources multilingues n'est garante ni de leur accessibilité, ni de leur adoption par les publics visés. L'accessibilité est une première limite : si on n'en tient pas compte, il est possible que le contenu traduit ne se rende pas aux destinataires prévus. Un second obstacle concerne l'adoption de l'information diffusée, car la publication de renseignements jugés

²³ Voir la page « Informations pour les allophones » : <https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/informations-allophones-covid-19>.

²⁴ Voir la page « Informations multilingues » : <https://santemontreal.qc.ca/population/coronavirus-covid-19/informations-multilingues/#c51247>.

²⁵ D'après les données sur la langue maternelle du recensement de 2021.

« de confiance » par la majorité ne garantit en rien leur adoption au sein des publics allophones. Comme l'ont souligné Pym et Hu (2022) et Pym *et al.* (2022) la transmission de l'information liée à la COVID-19 aux minorités linguistiques dépasse le strict cadre linguistique : elle doit pouvoir rejoindre un public cible pour qui les acteurs étatiques ne sont pas toujours dignes de confiance.

Dans ce chapitre, nous braquons les projecteurs sur un projet de traduction multilingue qui s'inscrit dans une volonté d'accroître et l'accessibilité, et la recevabilité de l'information officielle sur la COVID-19. Dans le contexte d'une crise sanitaire qui commandait de rejoindre le plus large public, **ACCÉSS**, un regroupement d'organismes communautaires d'envergure provinciale basé à Parc-Extension, a entrepris de pallier des lacunes de la stratégie du gouvernement provincial, et ce, à ses propres frais. Dans ce qui suit, nous découvrirons l'impressionnant chantier de traduction multilingue qu'a dirigé l'une de ses employées. Nous verrons comment une publication dans un forum public virtuel a permis d'élargir la portée de ce projet en l'ouvrant à la participation spontanée des gens de Parc-Extension, qui a ainsi pu façonner une page Web mise en valeur dans le paysage linguistique virtuel du quartier. Nous aborderons aussi la manière dont cette initiative a occupé un espace stratégique à l'intersection de différentes catégories traductionnelles et communicationnelles, ce qui lui a permis non seulement d'attirer l'attention sur l'enjeu primordial de la communication multilingue en temps de crise, mais aussi d'encourager un changement des pratiques en la matière.

7.2. Présentation du projet

L'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCÉSSS) est un regroupement communautaire dont la mission est de « favoriser le développement et le partage de connaissances en matière d'accessibilité aux services publics, entre

autres dans le secteur de la santé et des services sociaux²⁶ ». Regroupant 137 organismes membres, ACCÉSSS réalise des recherches sur les besoins des communautés ethnoculturelles de partout au Québec, outille le personnel de la santé en ce qui a trait à la gestion de la diversité, et offre des formations aux personnes issues de la diversité. Depuis ses bureaux situés rue Parc, dans Parc-Extension, le regroupement soutient des organismes et partenaires de la province, en plus d'entretenir des liens privilégiés avec les organismes de son quartier. Le projet de traduction dont il est question ici a été coordonné par Adina Ungureanu, responsable de l'Observatoire Famille Immigration d'ACCÉSSS, un service chargé de collaborer avec divers milieux pour « concerter les connaissances et les actions visant une intégration pleine et entière des familles immigrantes du Québec ». M^{me} Ungureanu m'a généreusement présenté le contexte et le déroulement de ce projet à l'occasion d'une entrevue d'une heure réalisée le 24 janvier 2023. À moins d'indication contraire, tous les renseignements sur le projet présentés dans ce chapitre sont tirés de cette entrevue ou d'échanges de courriels subséquents avec la coordonnatrice, qui a d'ailleurs relu et validé le contenu de ce chapitre.

M^{me} Ungureanu chapeaute à l'occasion des projets de traduction visant à répondre aux besoins du réseau de la santé et des services sociaux, une fonction qui lui a permis de bâtir au fil des mandats une banque de traductrices et de traducteurs capables de produire du contenu dans 15 langues. Ses collaborateurs sont le plus souvent des traducteurs individuels, bien qu'elle confie parfois à des organismes-relais le mandat de trouver des traducteurs pour certaines langues. Dans les faits, elle agit comme une véritable agence de traduction à petite échelle. C'est elle qui reçoit et évalue les demandes de service, qui détermine la portée des projets en fonction des besoins et de ses ressources, qui recherche et mandate des traducteurs (qu'elle rémunère sans faute), puis qui confie

²⁶ L'énoncé complet de la mission d'ACCÉSSS peut être consulté ici : <https://accesss.net/fr/mission-et-expertise/>.

leur travail à un autre locuteur de la langue visée afin d'en contrôler la qualité – une étape primordiale, précise-t-elle, pour préserver la réputation de son organisme et assurer la protection du public.

Le 24 mars 2020, soit un peu moins de deux semaines après l'annonce de la pandémie par l'OMS, un article du *Devoir* rapportait que le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec n'avait pas donné suite au plan d'action qu'avait proposé ACCÉSSS en janvier 2020 pour transmettre aux communautés culturelles des renseignements cruciaux sur la pandémie par l'entremise d'organismes communautaires (Gervais, 2020). C'est devant cette inaction du ministère que le regroupement a décidé de mettre en branle un chantier de traduction avec ses propres ressources. L'objectif? Mettre à la disposition des communautés culturelles du Québec un guichet unique d'informations multilingues sur la COVID-19, aujourd'hui répertoriées au <https://accesss.net/fr/informations-multilingues-sur-le-coronavirus-covid-19/>. La première étape du projet a consisté à produire à l'interne puis à traduire un document intitulé « Les faits sur le COVID-19 – coronavirus » qui regroupait de l'information à jour sur les principaux symptômes du virus, sa transmission, sa survie sur les surfaces, les gestes à poser en cas d'infection, les mesures de prévention ainsi que les ressources offertes. Le document, d'abord rédigé en français²⁷, a été traduit dans 35 langues, dont 9 adaptations vidéo (voir Figures 8 et 9). Les adaptations vidéo ont été coordonnées par M^{me} Ungureanu et consistaient en une lecture d'une traduction écrite. L'idée était d'élargir l'accès à l'information aux personnes ayant moins de familiarité avec la langue écrite. ACCÉSSS a réalisé les premières étapes de ce projet avec ses propres budgets et avec l'appui financier du député provincial de Laurier-Dorion, Andrés Fontecilla. Puis, après avoir créé ces documents, ACCÉSSS a collaboré avec d'autres organes, dont la Direction régionale de santé

²⁷ La version française du document peut être consultée ici : <https://accesss.net/wp-content/uploads/2020/03/COVID-19-FRANÇAIS-FINAL-5.pdf>.

publique de Montréal, pour créer d'autres ressources multilingues. La banque d'information regroupe aujourd'hui une foule de ressources offertes dans des dizaines de langues : affiches sur la prévention de la transmission en milieu de travail, capsules audio sur différents sujets comme la distanciation physique et le port du masque, documents sur les consignes d'isolement, etc.



icyo dukwiye kumenya kuri COVID-19 – CORONAVIRUS

Kugeza kuri uyu munsi **Umuryango Mpuzamahanga wita ku Buzima** (mu gifransa Organisation mondiale de la Sante) wemeje ko COVID-19 ihawe **stati ya pandémie** (bisobanura indwara y'ikiiza yakwiriye imigabane yose y'isi) ; naho muri province ya Quebec bashoboye gukumira umuvuduko wayo mu kwanduzza ntibizoroha **mu byumweru bitaha** kuyikumira ngo itajya kwanduzza n'ahandi; inzego za leta zikaba zarafashe **ingamba zose zishoboka** mu birebana n' ubuhanga bw'ubushakashatsi mu bumenyi no mu rwego rw'imibereho y'abaturage kugira ngo bayihashye n'ingoga kandi mu buryo budasubirwaho.

Figure 8 : Extrait du document d'information produit par ACCÉSSS en kinyarwanda



Figure 9 : Adaptation vidéo en wolof du document d'information produit par ACCÉSSS. Source : https://www.youtube.com/watch?v=TRFS6wQS_B0

Un tel chantier de traduction, réalisé dans l'urgence et avec une information en constante mutation (elle aussi), a exigé beaucoup de flexibilité de la part de la coordonnatrice. Pour faire traduire le document « Les faits sur le COVID-19 – coronavirus », M^{me} Ungureanu s'est d'abord tournée vers son réseau de contacts et sa banque de collaborateurs en traduction. Après avoir coordonné la traduction du document dans une première série de langues, elle a voulu le diffuser auprès de ses publics cibles. L'un des espaces où elle a fait la promotion de cette banque de ressources est le groupe Facebook privé « Parc-Ex Action Squad », réservé aux résident·e·s du quartier Parc-Extension. Elle y a publié un lien vers la page « Informations multilingues sur le coronavirus – COVID-19 » afin de la faire connaître dans le quartier. La publication a été épinglée (une fonction qui permet de maintenir une publication au haut d'une page) pendant un certain temps sur la page Facebook. À la grande surprise de M^{me} Ungureanu, sa publication a non seulement permis d'informer les membres du groupe, elle a aussi amené certains d'entre eux à lui proposer spontanément et bénévolement leurs services de traduction afin d'élargir la palette de langues offertes. Par cette mobilisation, ACCÉSSS a pu traduire ses contenus dans des langues parfois moins répandues au Québec, mais tout aussi nécessaires dans un contexte de communication d'urgence, comme le turc, le khmer, le bangla, le kinyarwanda, le pulaar (parlé dans plusieurs pays du nord-ouest africain, dont Sénégal, Guinée-Bissau, Gambie, Mauritanie...) ou le mina (Togo).

Le groupe Facebook « Parc-Ex Action Squad » a donc joué un rôle primordial dans l'évolution de ce projet de traduction multilingue. À un moment où la mobilité individuelle était grandement limitée, il a servi, à l'instar de nombreux autres forums virtuels, de prolongement virtuel de l'espace public. Et en ce sens, on peut lire les textes qui y sont affichés comme les constituants d'un versant virtuel du paysage linguistique.

7.3. Quand l'espace public se dématérialise : le paysage linguistique virtuel

La notion de *paysage linguistique* peut-elle s'étendre au domaine virtuel? Et un groupe Facebook peut-il être envisagé comme faisant partie du paysage linguistique d'un quartier? Comme mentionné au chapitre 3, Dejan Ivkovic et Heather Lotherington (2009) ont été parmi les premiers à poser le concept de « paysage linguistique virtuel » (*virtual linguistic landscape – VLL*), notant que l'espace virtuel voyait émerger « *a discrete LL, analogous to the LL grounded in physical geography* » (p. 18). Cette conception du cyberspace comme le prolongement de la géographie physique pose un intérêt particulier pour notre étude de cas. La période pendant laquelle M^{me} Ungureau s'est tournée vers les réseaux n'est pas anodine : durant la première moitié de 2020, la population était sous le coup d'importantes mesures visant l'endiguement du virus et ne fréquentait plus les lieux publics de la même façon. Comme le rappelle Tong King Lee (2022), les réseaux sociaux sont alors devenus des lieux (encore plus) incontournables de communication. En plein confinement, aurait-il été aussi efficace de placarder des affiches dans les rues?

Le géographe Aharon Kellerman (2010) a réfléchi aux points de convergence entre espace physique et cyberspace. Il a notamment souligné que l'existence du cyberspace amenait la possibilité d'une *coprésence*, c'est-à-dire une présence simultanée dans les mondes physique et virtuel, et que le cyberspace constituait à la fois une entité propre ainsi qu'une entité reliée au monde réel, notamment lorsque le cyberspace *représente* l'espace physique. Mon postulat est que le groupe « Parc-Ex Action Squad » compte parmi les *représentations* de l'espace public du quartier, d'autant plus que l'adhésion y est réservée aux résident·e·s. Dans un contexte où on note une utilisation de plus en plus locale et située de technologies à portée mondiale, il a été démontré que ces espaces représentatifs peuvent contribuer à l'instigation de changements concrets dans les quartiers (Mosconi *et al.*, 2017). Voyons maintenant comment la mobilisation de cet espace public du quartier a été un moteur de changement.

7.4. Un position stratégique aux interstices

En faisant la promotion de la banque de ressources d'ACCÉSSS sur le groupe Facebook « Parc-Ex Action Squad », M^{me} Ungureanu a mis en vitrine les traductions multilingues coordonnées par son organisme dans l'espace virtuel de son quartier. À mesure que de nouvelles langues s'ajoutaient grâce à l'intervention spontanée de membres du groupe, le paysage linguistique de cet espace public se diversifiait et s'enrichissait à son tour. Cette initiative est en quelque sorte l'équivalent virtuel d'une campagne d'affichage par laquelle on se serait adressé à la population dans des dizaines de langues. Mais ses retombées dépassent l'élargissement de l'accès à l'information. En effet, selon la coordinatrice, l'initiative a valu à ACCÉSSS une rétroaction positive de ses partenaires institutionnels, notamment la Direction régionale de santé publique. Peu de temps après, des instances gouvernementales ont commencé à emboîter le pas à ACCÉSSS et à faire traduire elles aussi les informations de santé publique dans des langues minoritaires. Dans les mots de M^{me} Ungureanu, « le projet et [les] sorties médiatiques [d'ACCÉSSS] ont permis aux différentes institutions et organisations de développer un "réflexe multilingue" », comme en témoigne la nette augmentation des demandes de traduction reçues par le regroupement depuis. C'est donc dire qu'en plus d'avoir ouvert un impressionnant chantier de traduction, ce projet a contribué concrètement à sensibiliser des organisations à l'importance de l'adaptation linguistique et culturelle des messages d'intérêt public. Si nous ne disposons d'aucune information sur l'accueil des contenus traduits par ACCÉSSS au sein des publics visés, nous savons cependant qu'ils ont contribué à attirer l'attention sur l'importance primordiale de la traduction en temps de crise. Dans ce qui suit, j'interrogerai ce projet au regard de trois catégories traductionnelles ou communicationnelles : la production participative, la traduction non professionnelle et la communication ascendante/descendante. Je montrerai qu'il présente différentes qualités clés de ces

catégories, sans toutefois s’y inscrire entièrement, et qu’on peut voir dans cette position hybride une promesse pour la suite des choses.

7.4.1. La production participative

Étant donné le rôle décisif des réseaux sociaux dans l’évolution de la banque de ressources d’ACCÉSSS, il est pertinent de se demander si ce projet de traduction ne relève pas de la production participative (*crowdsourcing*). Un examen approfondi révèle qu’il présente certes des caractéristiques propres à cette catégorie, comme le recours très fertile à une plateforme virtuelle, mais qu’il ne peut pas pour autant être classé comme tel. Dans un article d’encyclopédie consacré à la question, Julie McDonough Dolmaya (2020) rattache trois principaux traits à la traduction par production participative : 1) elle est réalisée par des internautes ayant ou non une formation en traduction; 2) elle se déploie dans une optique collaborative sur des textes accessibles sur Internet; et 3) ses artisan·e·s reçoivent peu ou pas de rétribution financière. Une autre de ses caractéristiques est qu’elle s’effectue le plus souvent à l’initiative des détenteurs du contenu, dans la mesure où ce sont eux qui sollicitent l’aide des internautes pour leur projet.

Force est de constater que le projet qui nous occupe ne correspond que partiellement à cette définition. D’abord parce que certains de ses artisan·e·s (les personnes qui ont été sollicitées expressément par le regroupement dans les premières étapes du projet) ont été rémunéré·e·s, et aussi parce que le but premier de la publication de M^{me} Ungureau n’était pas de solliciter de l’aide en traduction, mais bien de publiciser la banque de ressources d’ACCÉSSS. Ce sont les membres du groupe eux-mêmes qui se sont portés volontaires pour enrichir la palette de langues offertes. Mais malgré ces bémols importants, le projet n’est pas entièrement étranger à une dynamique de production participative. Après tout, il a été soumis à la médiation d’une plateforme Web qui l’a

ouvert à la contribution d'internautes volontaires qui, comme nous l'a confirmé la coordinatrice, n'avaient reçu pour la plupart aucune formation officielle en traduction.

Pourquoi souligner les points qui rattachent ce projet à la logique de la production participative? Parce que cette dernière ouvre au grand public la possibilité de (re-)dessiner les contours d'une initiative de traduction en proposant de nouvelles langues d'arrivée. En effet, McDonough Dolmaya (2011) note que l'un des avantages de cette pratique est qu'elle peut contribuer à accroître non seulement la visibilité de la traduction, mais aussi la place des langues minoritaires sur le Web. Cette main tendue au public constitue un formidable levier de visibilisation pour des langues trop souvent absentes de la toile, que ce soit pour des raisons économiques ou démographiques. Dans le cas du projet d'ACCÉSSS, la publication sur un forum de quartier a permis à des résident·e·s de façonner un projet de communication essentielle en fonction de leurs capacités, de leurs ressources et des besoins qu'ils percevaient.

7.4.2. La traduction non professionnelle

La rémunération de la traduction, que nous avons mentionnée dans la section précédente, sert de critère fondamental à une autre catégorie traductologique : la traduction non professionnelle. Voyons ce que cela signifie. La traduction et l'interprétation dites « non professionnelles » constituent, au sein de la traductologie, un champ de recherche émergent qui se porte sur les pratiques traductives situées en marge des circuits professionnels traditionnels, comme l'interprétation faite par les enfants ou les traductions d'œuvres littéraires réalisées par des internautes (Evrin et Meyer, 2016; Angelelli, 2020).

Dans un monde marqué par une intensification des flux migratoires et la diversification culturelle de nombreuses sociétés, cette catégorie constitue un objet d'étude de plus en plus

pertinent. Cela dit, les chercheurs du domaine notent qu'il est peu aisé d'arrêter une définition *exacte* de la traduction non professionnelle (Antonini, s.d.). Le plus souvent, ce type de traduction se définit par opposition à son envers, la traduction dite « professionnelle ». Angelelli (2020) décrit cette dernière comme l'œuvre de gens qui possèdent un diplôme ou une certification en traduction ou qui gagnent leur vie en la pratiquant; pour leur part, Antonini *et al.* (2017) la présentent comme le fait de personnes qui ont été recrutées pour un mandat spécifique, pour lequel elles touchent une rétribution, et dont on s'attend qu'elles respectent un ensemble de règles, généralement un code d'éthique ou des normes de pratique (p. 7). Quelles sont les principales caractéristiques de la traduction non professionnelle, alors? Dans un article du *Translation Handbook of Translation Studies*, Rachele Antonini (s.d.) précise que cette traduction est généralement effectuée par des personnes bilingues ou multilingues ayant reçu peu ou pas de formation officielle en traduction et qui, dans la plupart des cas, ne sont pas rémunérées pour leur travail. Dans un autre résumé du concept, Angelelli (2020) explique que les traducteurs et traductrices non professionnel·le·s forment un groupe occupationnel dont la société considère qu'ils ne possèdent ni les compétences, ni la formation pour effectuer un travail professionnel.

Si l'on se fie à ce survol, le projet d'ACCÉSSS ne s'inscrit que partiellement dans la catégorie de la traduction non professionnelle, car la plupart de ses collaborateurs et collaboratrices ont touché une rémunération pour leur travail. Cela dit, il serait probablement excessif de les qualifier de « professionnel·le·s » : nous n'avons pas eu accès à leurs renseignements biographiques, mais M^{me} Ungureanu nous a confirmé que la majorité d'entre eux n'avaient aucune formation en traduction ou en interprétation. Et on ne sait rien de leur éventuelle adhésion à des normes de pratique; en fait, la coordinatrice nous a indiqué qu'à sa connaissance, la majorité de ses collaborateurs et collaboratrices n'appartenaient à aucun réseau structurant du monde de la

traduction et n'avaient accès qu'à très peu de ressources. Le caractère « professionnel » de cette initiative semble donc se limiter à la question de la rémunération.

Il est à mon sens pertinent d'aborder la traduction non professionnelle, car cela permet de relier le projet à un écosystème plus large dont l'importance en recherche n'est plus à démontrer. Comme l'expliquent Antonini *et al.* (2017), cette catégorie est là pour rester, car elle répond à une demande bel et bien réelle, à laquelle la traduction professionnelle (et, dans une certaine mesure, automatique) ne pourra jamais suffire. La traduction non professionnelle émerge dans nombre de situations où les mécanismes en place sont insuffisants pour répondre à la demande pour des services en langues minoritaires. Pour Pérez-González et Susam-Saraeva (2012), ce type de traduction mérite notre attention, car il est associé à de nouvelles formes d'engagement citoyen. Et c'est bien là un avantage central du projet d'ACCÉSSS : il a ouvert la pratique de la traduction à des citoyens qui, bien qu'ils ne possédaient pas d'« expertise » en la matière, avaient la volonté de la mettre au service de leur communauté. En d'autres mots, il a offert la traduction comme avenue d'engagement. Mais cette avenue d'engagement était circonscrite par le type de message sur lequel elle se portait, car après tout, il s'agissait de traduire et d'adapter des renseignements émanant de la santé publique. Ce qui nous amène à notre prochaine question : doit-on lire ce projet comme le prolongement d'une communication étatique, comme une mobilisation populaire, ou comme quelque chose entre les deux?

7.4.3. La communication descendante et la communication ascendante

Voyons maintenant où loge ce projet sur l'axe délimité par les communications descendante et ascendante. En 2022, Demi Krystallidou et Sabine Braun ont analysé de nombreuses publications anglophones au sujet de la communication avec les minorités linguistiques et culturelles durant la

pandémie. Elles ont distingué, parmi les principaux thèmes de cette littérature, la communication descendante [*top-down*] et la communication ascendante [*bottom-up*]. La première émane d'organes étatiques ou d'autorités sanitaires, tandis que la seconde est le fait de citoyen·ne·s, d'organismes sans but lucratif ou d'autres acteurs de la société civile. Durant la crise sanitaire, la transmission de l'information vitale s'est généralement faite *du haut vers le bas*, c'est-à-dire que les autorités sanitaires ont dicté des consignes, puis les ont communiquées à la population. Or quand cette transmission présentait des lacunes, en raison de sa lenteur notamment, il n'était pas rare de voir des acteurs et actrices du terrain (*d'en bas*) intervenir de leur propre chef pour rectifier la situation (Krystallidou et Braun, 2022; Pym *et al.*, 2022). C'est ce qu'ACCÉSSS a fait.

L'analyse documentaire de Krystallidou et Braun révèle toutefois une troisième catégorie, à mi-chemin entre communications ascendante et descendante : l'approche hybride. Cette dernière englobe le travail d'organismes communautaires qui ont participé activement à la diffusion de l'information tout en entretenant des liens étroits avec les pouvoirs en place, ou encore de membres du public qui ont traduit ou adapté de l'information officielle à la demande des gouvernements. À bien des égards, le projet d'ACCÉSSS loge à cette enseigne hybride. L'organisme entretient des rapports productifs avec différents organes du gouvernement, et sa banque de ressources multilingues visait à assurer la protection et la santé des communautés culturelles en mettant à leur disposition de l'information à jour ayant d'abord émané de la santé publique. On peut attribuer à ce projet un double impact : il a accéléré la diffusion de l'information sanitaire d'une part, et il a permis aux membres du public d'adapter cette information en fonction des besoins et de la réalité de leur communauté d'autre part.

7.5. Discussion

Dans un chapitre publié en 2022, Anthony Pym et Bei comparent la traduction à un simulacre, c'est-à-dire à une *performance* qui, en plus de représenter un objet, est elle-même une action susceptible de mener à d'autres actions. Ils affirment que l'efficacité du simulacre dépend de la confiance qu'on lui porte : pour qu'il fonctionne, il faut que son public *y croie*. Au sujet de la communication entourant la pandémie en Australie, ils notent que :

Multiple translations and retellings enter the picture as simulacra as well, ideally performing in such a way as to achieve non-coercive behaviour change in the many culturally and linguistically diverse (CALD) communities. The interest of this model is that, at every stage in the chain of representations, the receivers have to trust the simulacra in order for the representations to perform (p. 45).

Dans le contexte d'une pandémie, comment peut-on inspirer la confiance des minorités linguistiques envers l'information de santé publique? Pour Pym et Hu, cela passe en grande partie par la médiation culturelle et linguistique. Leur analyse de différentes études réalisées à Melbourne révèle que, dans certaines situations, les communications émanant des gouvernements dénotaient l'autorité et contribuaient à creuser une distance avec les publics des minorités linguistiques (dans une logique d'« eux contre nous »). Pour faciliter l'adoption de ces communications, le travail de médiation et d'adaptation des organismes s'avérait nécessaire, car il dessinait un pont entre la santé publique et les communautés visées.

La question de la légitimation offre donc une grille de lecture productive pour comprendre le projet de traduction qui nous occupe. D'abord, il est le fruit d'un regroupement crédible et bien implanté qui œuvre activement à faciliter l'accès aux services de santé pour les membres des communautés culturelles du Québec – et en ce sens, il est moins susceptible d'inspirer la méfiance en transmettant une communication descendante. De plus, en inscrivant le projet dans un groupe Facebook engagé de Parc-Extension, la coordinatrice l'a positionné efficacement dans un espace public local coordonné « par le bas » dont le contenu peut être lu comme un prolongement du

paysage linguistique du quartier alimenté par les gens du quartier, soit une communication ascendante. Comme les projets de production participative, cette publication a permis au public de participer à l'effort de traduction et de le façonner en fonction des besoins linguistiques perçus sur le terrain. Et à l'instar de nombreux projets de traduction non professionnelle, il offre un mécanisme d'action sociale et d'engagement citoyen visant à pallier les lacunes de l'État. La rétroaction et les retombées positives qui ont suivi sont le signe que ce projet hybride et atypique a, à bien des égards, porté ses fruits. Si la question de la confiance est difficile à évaluer dans sa globalité, cet impact sur les pratiques peut être lu comme le résultat d'une légitimation réussie, signe que ce projet hybride et atypique comporte certains ingrédients du succès.

7.6. Conclusion

En 2019, un an seulement avant que la COVID-19 ne prenne le monde d'assaut, Sharon O'Brien et Federico Federici militaient pour une plus large prise en compte des questions traductionnelles dans le processus de prévention et de gestion des crises. Ce qui manquait, à leurs yeux, c'était une planification *en amont* des mécanismes de traduction qui permettraient un déploiement efficace de la communication multilingue le temps venu.

La banque de ressources multilingues d'ACCÉSSS nous rappelle l'importance de ce plaidoyer. Cette initiative vitale a permis à une population marginalisée d'accéder à de l'information essentielle, et on ne saurait souligner assez son importance. Mais elle est elle-même le signe d'une lacune profonde, celle du manque de préparation des pouvoirs publics; après tout, elle s'est déployée (brillamment) *en réaction* à un silence, à un angle mort du pouvoir.

Comme nous l'avons vu, une urgence sanitaire peut amener dans son sillage le besoin de traduire dans des combinaisons de langues insoupçonnées et pour lesquelles la quête de traducteurs et traductrices n'est pas chose aisée. Pour O'Brien et Federici, la préparation de l'effort de

traduction doit reposer sur une compréhension tant des besoins linguistiques des populations visées que des enjeux liés au recrutement et à la formation des traducteurs et traductrices, qui pour la plupart ne seront pas des professionnel·le·s. Mais cette préparation est-elle possible? Comme piste de réflexion (et d'inspiration), les deux chercheurs citent l'exemple d'une initiative qui a vu le jour en Nouvelle-Zélande avec le soutien du projet INTERACT²⁸. Elle a consisté en la traduction en 15 langues d'un guide de préparation aux tremblements de terre. Pour ce faire, on a recruté des volontaires (qui ont touché une rétribution symbolique), à qui l'on a offert de la formation et présenté un processus de traduction. En plus de permettre la création d'une documentation multilingue, cette démarche collective a permis d'ouvrir un dialogue sur la préparation aux catastrophes et l'importance d'adapter la communication à la réalité de chaque communauté.

Le projet de traduction d'ACCÉSSS a convaincu par son efficacité : son inscription dans l'espace public a entraîné un mouvement de participation par lequel voisins et voisines ont pu mettre leurs compétences linguistiques au service du bien public. Ce projet nous prouve qu'il existe déjà des espaces où il est possible de mobiliser et de mettre en réseau des traducteurs et traductrices pour les communications d'urgence; qu'il y a déjà sur le terrain des gens dévoués qui, comme M^{me} Ungureanu, sont capables de rallier leur communauté et de se positionner efficacement pour adapter et légitimer des messages cruciaux en matière de santé publique et pallier les lacunes de la communication descendante.

La réflexion doit maintenant se porter sur le soutien dont disposent ces traducteurs et traductrices anonymes qui, derrière leurs écrans, répondent présent·e·s pour promouvoir l'accès à l'information pour leur communauté. Maintenant qu'on a montré que la médiation des organismes communautaires était essentielle pour assurer une diffusion équitable de l'information en temps de

²⁸ Pour les détails du projet, on consultera avec profit Shackleton (2018).

crise, il reste à veiller à ce que les personnes qui rendent cette diffusion possible soient bien outillées et qu'elles soient en mesure de se faire entendre et de défendre leurs droits. Dans leur article, Pym et Hu font remarquer que la traduction professionnelle a joué un rôle « remarquablement mineur » dans les études qu'ils citent au sujet de la communication avec les minorités linguistiques durant la pandémie. Et si on réfléchissait maintenant à la façon dont le monde de la traduction professionnelle peut appuyer les traductrices et traducteurs non professionnel·le·s qui assurent aux minorités linguistiques un accès équitable à l'information vitale? À ce stade-ci, leur importance n'est plus à démontrer.

Chapitre 8 – Discussion et conclusion

8.1. Introduction

Dans les trois chapitres précédents, j'ai présenté des initiatives citoyennes ou artistiques qui ont mobilisé la traduction pour inscrire dans le paysage linguistique de Parc-Extension les marques de sa diversité. Au chapitre 5, j'ai exploré la façon dont le documentaire *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier* érige la traduction et son envers, la non-traduction, en remparts pour protéger l'unicité de ce quartier à la croisée des chemins. Au chapitre 6, mon analyse de l'initiative Aide mutuelle Parc-Extension a montré qu'un projet de traduction multilingue peut dessiner et mettre en relief des communautés tout en faisant naître de nouveaux liens entre des gens de différents horizons. Au chapitre 7, il a été question de la banque de ressources d'ACCÉSSS, un ambitieux projet de traduction piloté depuis Parc-Extension qui a permis de rallier la communauté et de faire évoluer les pratiques de communication en temps de crise. Le présent chapitre vise à faire le point sur ces trois projets et d'en dégager des points communs dans l'optique d'apporter des éléments de réponse aux questions de recherche de ce mémoire : **Que peut-on apprendre en envisageant le paysage linguistique par la lorgnette de la traduction?** et **Qu'est-ce qu'une telle approche traductionnelle peut nous révéler sur un quartier multiculturel en pleine transformation?**

Avant d'explorer les points de convergence de mes trois études de cas, j'aimerais mettre de l'avant deux apports de cette recherche du point de vue de l'ÉPL. D'abord, mon projet montre que, bien que leur contribution soit relativement peu abordée dans les publications du domaine, les agent·e·s de traduction (Buzelin, 2010) méritent bel et bien leur place parmi les acteurs et actrices du paysage linguistique dont parlaient Ben-Rafael *et al.* (2006). Dans les trois projets étudiés, il est indéniable que le geste traductif a contribué à façonner l'espace public de Parc-Extension, qu'on

pense à l'affichette promotionnelle de Jenny Cartwright, au dépliant d'Aide mutuelle Parc-Extension, ou à la banque de ressources multilingues d'ACCÉSSS, qui a été épinglée pendant des mois en tête d'un groupe Facebook du quartier. Les traducteurs et traductrices ont joué un rôle de premier plan dans la création des messages affichés, et ces derniers reflètent leurs choix de traduction. Un autre avantage que j'aimerais souligner est que la perspective traductionnelle permet d'envisager le paysage linguistique dans son historicité. Tel était le vœu du sociolinguiste Jan Blommaert (2013), qui militait pour une étude ethnographique des paysages linguistiques. Il a rappelé que celui ou celle qui prend le temps d'échanger avec les acteurs et actrices du paysage linguistique pour en comprendre la genèse s'ouvre au complexe enchevêtrement de décisions, de migrations, de rencontres et de détours anecdotiques qui ont permis sa naissance. Cette posture s'arrime aux nouveaux courants méthodologiques de ce domaine de recherche, qui délaissent l'approche quantitative et synchronique traditionnelle. Étudier le paysage linguistique en posant la question de la traduction, c'est donc révéler les *passages* qui ont permis au visible de se donner à lire. Comme l'écrivait Simon, ces passages – cette vision de la traduction comme processus plutôt que comme produit – nous renseignent sur la richesse et la vectorialité des contacts culturels : « *To recount episodes of passage is to take into account the motives and intensity of exchange, and to measure the emotional temperature of the interaction* » (2006, p. 17). Autrement dit, étudier les textes de l'espace public comme des textes d'arrivée, c'est les voir comme le fruit d'un processus complexe et révélateur des dynamiques sociales. Si l'étude de la traduction dans la ville permet de prendre la température des interactions entre les groupes linguistiques, voyons maintenant en quoi les trois projets présentés dans ce mémoire promettent de réchauffer la vie de quartier. Dans ce qui suit, j'aborderai les points de convergence entre ces trois initiatives. J'emprunterai des avenues ouvertes par différent·e·s penseurs et penseuses (mais en particulier par le sociologue et urbaniste Richard Sennett, qui a habilement réfléchi aux vertus du faire-ensemble et de la différence dans la

ville) pour montrer que dans les trois cas, on a cherché à réparer une injustice en reconfigurant l'espace public dans un esprit de cocréation – un geste qui permet aux agent·e·s de traduction de se tourner vers l'extérieur et de stimuler l'imaginaire du public.

8.2. Réparer l'injuste

Il a été question, au chapitre 5, d'une réflexion de Samoyault (2020) sur la nature réparatrice de la traduction. L'idée était que si une traduction doit être juste, c'est qu'elle vise forcément à réparer une forme d'injustice. J'aimerais mettre cette idée en relation avec les projets que j'ai étudiés, car la notion de justice y est centrale : dans les trois cas, on s'est tourné vers la traduction dans l'espoir de *réparer* quelque chose. Chez Jenny Cartwright, la réflexion sur la traduction s'inscrivait dans une volonté de faire contrepoids au risque de dépossession amené par la gentrification. Pour sa part, le projet Aide mutuelle Parc-Extension était porté par le désir d'alléger la précarité économique et l'isolement social des résident·e·s du quartier en temps de crise. Finalement, la banque de ressources d'ACCÉSSS cherchait à suppléer le manque d'accès à l'information vitale chez les groupes allophones. Les trois initiatives sont donc nées en réponse à des injustices (sociales, économiques...), à un refus de voir la réalité de certain·e·s habitant·e·s de Parc-Extension, un quartier historiquement multiculturel et ouvrier qui, comme nous l'avons vu au chapitre 2, subit de plein fouet les pressions de l'embourgeoisement. En ce sens, les trois projets peuvent être lus comme un cri du cœur pour une plus grande prise en compte de la réalité et des besoins de ces gens.

Samoyault explique que la langue française distingue deux façons d'être juste : au sens de la *justesse* et au sens de la *justice*. La justesse évoque l'exactitude : en traduction, une représentation juste au sens de la justesse demande de rendre le sujet fidèlement. La justice, elle, exige de penser la solidarité, la responsabilité : elle demande d'*impliquer* dans l'œuvre le sujet de

la représentation (p. 108). Si l'analyse de Samoyault se portait principalement sur des exemples littéraires, ou à tout le moins textuels, mon postulat est que sa réflexion peut également s'appliquer à l'ancrage social de la traduction. Dans les trois projets étudiés, on a eu à cœur d'agir de manière juste, dans les deux sens du terme. Il y avait manifestement un souci de justesse, dans la mesure où on a voulu représenter fidèlement dans le paysage linguistique l'expérience, la réalité du quartier (la barrière linguistique qu'on y ressent, son multilinguisme), et de justice, car on a ouvert, pour les locuteurs et locutrices des langues minoritaires, des possibilités de s'impliquer activement, par la traduction, dans la création de cette représentation juste.

Autrement (et peut-être plus clairement) dit, dans le contexte de nos trois projets, aborder la traduction d'une manière *juste et juste* a demandé : 1) de tenir compte des gens que l'on servait en cherchant à les représenter le plus fidèlement possible; et 2) d'aller vers eux. Dans les trois cas, la décision de traduire était consécutive au constat de l'injustice. On a senti que des agent·e·s qui avaient entre leurs mains un grand pouvoir décisionnel ne prêtaient guère attention aux besoins de certain·e·s habitant·e·s du quartier : les promoteurs immobiliers qui transforment Parc-Extension à coup de pelle mécanique, peu importe les conséquences dans la vie des résident·e·s déjà marginalisé·e·s; les gouvernements qui mettent à l'arrêt des pans entiers de l'économie et restreignent la mobilité des corps dans une société où ces décisions n'affectent pas tout le monde de la même manière; des responsables de la santé publique pour qui les langues des minorités sont un angle mort. Puis on a tourné les yeux vers certains de ces groupes qui échappaient au regard (conscient ou non) des puissant·e·s. On a décidé de les représenter, de les mettre en lumière, en incluant leurs langues sur une affiche, un dépliant, une page Web. Et pour y arriver, on a choisi de leur faire une place, de les faire participer à leur propre visibilité dans le cadre de projets collaboratifs et coproductifs. Je dis « faire une place » car il ne faut pas oublier que les trois initiatives ont été chapeautées par des gens qui connaissaient le français et l'anglais – des gens qui

possédaient les connaissances linguistiques nécessaires pour bien fonctionner à Montréal et qui, en ce sens, n'avaient pas *besoin* d'une traduction vers les langues minoritaires. On peut donc voir dans leur action une forme de décentrement, un pas vers l'autre.

8.3. Reconfigurer l'espace public...

Pour réparer l'injustice, les responsables des projets étudiés ont fait le pari de l'action collective dans une optique de justesse et de justice. Voyons maintenant quel type précis de *réparation* ils ont opéré dans l'espace. Dans son livre *Together* (2012), Sennett s'est intéressé à la dimension sociale de la réparation, qui peut selon lui prendre trois formes : la restauration, la réhabilitation et la reconfiguration. Des trois, c'est la dernière qui est la plus propice à la collaboration et à la création conjointe. Voyons pourquoi.

Premier type de réparation, la restauration consiste à remettre un objet brisé dans son état original. C'est ce que fait une réparatrice de céramique qui s'affaire à recoller les morceaux d'un pot en donnant l'impression qu'il n'a jamais été cassé. Ensuite, la réhabilitation consiste à maintenir la forme originale de la chose réparée tout en remplaçant certains composants, pour en améliorer la fonction. Pensons par exemple à l'installation d'un tuyau de cuivre qui remplacerait l'ancienne entrée d'eau en plomb d'une maison. Puis, il y a la reconfiguration, une intervention qui a pour effet de changer et la forme, et la fonction de l'objet réparé. Sennett (2018) donne à ce sujet l'exemple d'une voiture qu'on amènerait à la fourrière et dont les pièces seraient fondues en vue d'un nouvel usage. Pour Sennett, la reconfiguration se distingue des autres types de réparation en ce qu'elle est particulièrement propice à la collaboration (2012). Cela est notamment dû au fait que son issue est souvent inconnue. Contrairement à la restauration, qui consiste à reproduire le plus fidèlement possible une forme passée, la reconfiguration est une entreprise guidée par des « *incomplete specifications* » (2012, p. 214) et qui demande une grande capacité d'adaptation aux

imprévus. Pour reprendre un autre concept de Sennett, pour qu'une reconfiguration soit possible, il faut que le projet de réparation soit *ouvert*, c'est-à-dire qu'il doit permettre de « prendre en compte des résultats imprévus » et de « penser en dehors des sentiers battus » (2018, p. 13-14), par opposition à un projet *fermé*, dont le protocole serait balisé et déterminé à l'avance (p. 13). Autrement dit, la forme ouverte « [invite] à l'engagement actif » (2018, p. 379), et ce faisant, à la coproduction.

Les trois projets que j'ai étudiés partagent de nombreuses caractéristiques de la reconfiguration. En effet, leurs instigateurs et instigatrices ont adopté, dans l'ensemble, une posture ouverte : leurs projets de traduction avaient certes une orientation générale, mais leurs contours se sont dessinés au fil du temps, avec l'apport des participant·e·s. Après avoir créé des affiches dans les seules langues officielles pour recruter des figurant·e·s, Jenny Cartwright a revu sa stratégie de promotion pour inclure, sur son affiche de promotion, des langues de l'immigration pratiquées dans le quartier. Pour sa part, le visage linguistique d'Aide mutuelle Parc-Extension a été dessiné par les circonstances du projet : bien que l'intention initiale fût de traduire vers les langues les plus courantes selon le recensement, la décision d'ajouter l'hindi sur l'affiche et le dépliant était guidée par la disponibilité des bénévoles et une réflexion sur le rôle véhiculaire de cette langue. Et dans le cas de la banque multilingue d'ACCÉSSS, ce sont les propositions spontanées des membres du groupe Facebook « Parc-Ex Action Squad » qui ont permis au projet d'élargir son empreinte. Les trois projets de traduction ont donc évolué au fil du temps, des échanges et des propositions, leur nature collaborative ayant grandement influencé leur forme finale. Et avec la reconfiguration de Sennett, ils partagent une autre caractéristique fondamentale : celle d'agir à la fois sur la *forme* et la *fonction* de leur objet, qui est le paysage linguistique. En effet, les trois initiatives ont influé sur la *forme* du paysage linguistique – l'évidence même, dirait-on, car le travail traductif a permis d'ajouter des langues sur les affiches, dépliants et groupe Facebook –, mais aussi sur ses deux

fonctions identifiées par Bourhis et Landry (1997). Ils ont influencé, d'une part, la fonction *informative* du paysage linguistique de Parc-Extension en indiquant très clairement au public que le quartier est un espace où sont parlées de nombreuses langues issues de l'immigration, et d'autre part, sa fonction *symbolique* en étendant à certaines de ces langues le statut que confère une inscription dans l'espace public.

8.4. ...Pour y mettre la diversité en vitrine

Les trois projets que nous avons étudiés ont permis à des résident·e·s de Parc-Extension de répondre à des injustices en reconfigurant l'espace public de leur quartier. Mais quel était le but de cette reconfiguration? Il peut être tentant de présumer qu'elle découlait d'une volonté d'*affirmer* des identités contre d'autres. Or, dans les projets que j'ai étudiés, l'intention était plutôt de mettre de l'avant et de défendre la diversité du quartier. Jenny Cartwright a inscrit ses choix traductionnels dans une volonté de protéger la diversité linguistique contre la pression assimilatrice d'une traduction vers les langues dominantes; les bénévoles d'Aide mutuelle Parc-Extension ont opté pour une promotion multilingue afin de souligner que les résident·e·s allophones du quartier ont eux aussi le droit de bénéficier des réseaux de solidarité; du côté d'ACCÉSSS, le recours à un groupe Facebook du quartier a permis à des résident·e·s du quartier de contribuer activement à une initiative qui a permis la diffusion d'information essentielle dans un large éventail de langues et sensibilisé les autorités de santé publique à l'importance de la communication multilingue. On peut voir dans ces trois projets l'expression d'une volonté de souligner à grands traits la multiplicité des pratiques linguistiques du quartier, dans le contexte d'un paysage linguistique autrement homogénéisant.

Sans vouloir faire de ce mémoire une critique de la législation en vigueur – car ce n'est pas de ça qu'il s'agit –, je constate que ces trois projets s'inscrivent à contre-courant de l'orientation

générale de la politique linguistique du Québec, qui, voyant la langue d’affichage comme le « reflet visible du statut [...] de la langue en usage » (Corbeil, 2008, p. 379), assure au français une place prépondérante dans nombre de secteurs clés. Ainsi, dans un Québec où de larges pans du paysage linguistique font l’objet de politiques nationalistes (comme c’est le cas dans de nombreux autres endroits dans le monde), les trois projets nous montrent qu’il est possible, dans des contextes certes circonscrits par la portée des lois en vigueur, de faire contrepoids à des pratiques qui nient la diversité linguistique. La traduction se déploie alors comme un instrument de résistance face à l’effacement qu’engendrent l’unilinguisme et/ou le bilinguisme, comme un outil qui permet d’affirmer qu’il existe différentes façons toutes aussi légitimes d’habiter un même lieu.

C’est donc dire que la traduction du paysage linguistique peut permettre à des citoyen·e·s d’inscrire dans l’espace public leur différence et leur diversité. Mais du point de vue de la traduction, elle leur offre une vitrine encore plus large, car elle leur permet aussi de mettre en valeur les *moyens* – les pratiques traductives – par lesquels cette diversité se donne à lire. Le paysage linguistique de Parc-Extension peut ainsi être envisagé comme un poste d’observation privilégié de la traduction collaborative et des réseaux qui la sous-tendent – réseaux qui, comme le rappelle McDonough Dolmaya (2018), peuvent prendre une panoplie de formes : culturels, physiques, technologiques, économiques... L’interroger permet de révéler différentes pratiques traductives qui, à l’instar des choix dans le sous-titrage du documentaire de Jenny Cartwright, des textes en tamoul d’Aide mutuelle Parc-Extension, ou de la création de la banque d’information d’ACCÉSSS, sont le résultat d’une réflexion productive et respectueuse sur l’ancrage social et la réception de la traduction. Ce travail révèle un éventail de situations de pratique, de la traduction non professionnelle à la production participative (*crowdsourcing*), en passant par la traduction et la révision rémunérées ainsi que la gestion de projet. Voilà qui rejoint le postulat de Koskinen (2012), qui voyait dans le paysage linguistique un lieu où se manifestent de nombreux concepts

traductologiques. Mais il faut dire que le paysage linguistique n'est pas l'unique poste d'observation des dynamiques traductionnelles : après tout, il est possible de sonder l'histoire traductionnelle de tout texte multilingue... Ce qui le rend si intéressant, c'est que c'est un point où s'articule l'action collective et la réception de celle-ci; en d'autres mots, c'est une voie par laquelle la traduction peut agir directement sur l'expérience de la ville.

8.5. Ouvrir les lectures de la ville

Consciente de l'importance de concevoir l'affichage multilingue comme le fruit d'un travail traductif, Inghilleri (2016) souligne que la perspective traductionnelle met en valeur le lien qui unit les personnes qui produisent l'affichage à celles qui le lisent. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, elle écrit que le fait de voir cet affichage comme de la traduction, « *gives greater prominence to [...] the interpretive processes involved in reading [it]* » (p. 155). Ce qui m'interpelle ici, c'est que la vitrine que constitue le paysage linguistique fait appel au regard des lecteurs et lectrices de la ville (pour revenir à Barthes). Dans *La conscience de l'œil* (1990), Sennett qualifie l'œil d'« organe sociologique » de l'être humain. Il vante le potentiel de l'interprétation visuelle pour « conquérir l'expérience de la complexité dans l'environnement urbain » et « éveiller la conscience » (p. 212). C'est dans cet esprit qu'il loue les vertus des formes urbaines « qui provoquent la découverte » et qui « visuellement, ferai[en]t un début narratif » (p. 306). Ce mémoire nous montre que la traduction du paysage linguistique peut donner vie à de telles formes. En posant son regard sur une affiche multilingue où se devine la traduction, le public peut imaginer un travail de mise en commun : concertation, négociations, décisions. Envisagé en traduction, le paysage linguistique devient cet objet complexe d'où jaillit une histoire. Dans les projets que nous avons étudiés, l'histoire qu'il raconte est celle d'une action collective et inclusive qui vise à corriger une injustice. Cette histoire, qui est celle des agent·e·s de traduction, a le potentiel d'amener un

changement de perspective chez les lecteurs et lectrices. Le paysage linguistique joue alors un rôle analogue à celui des voies ferrées-seuils de Choinière (2016 – voir chapitres 2 et 5) : il ouvre une prise de conscience, un espace de réflexion sur les lieux qu’il construit et les liens qui s’y tissent. Sennett écrivait qu’« en présence de la différence, les gens ont au moins la possibilité de sortir d’eux-mêmes » (1990, p. 198). Ce mémoire montre qu’en agissant de concert, traduction et paysage linguistique peuvent influencer sur le vivre-ensemble en stimulant constructivement l’imagination des lecteurs et lectrices de la ville.

8.6. Conclusion

Dans cet ultime chapitre, j’ai entrepris de dégager les points de convergence entre mes trois études de cas et de voir en quoi ils pouvaient éclairer les questionnements à la base de ma recherche. Que peut-on apprendre en envisageant le paysage linguistique par la lorgnette de la traduction? Dans ce mémoire, nous avons vu que la traduction peut enrichir une étude diachronique et narrative des paysages linguistiques, et que ces derniers constituent un excellent poste d’observation des dynamiques traductionnelles. Et qu’est-ce qu’une telle approche traductionnelle peut nous révéler sur un quartier multiculturel en pleine transformation comme Parc-Extension? Dans les trois projets analysés dans ce mémoire, j’ai tenu à montrer à quel point la traduction et le paysage linguistique sont indissociables des dynamiques sociales et économiques qui touchent leur quartier d’ancrage. Nous avons vu que les artisan·e·s des trois projets étudiés ont mobilisé la traduction dans l’optique de pallier des injustices et que la traduction s’est révélée pour eux une avenue concrète de réparation qui leur a permis de reconfigurer le paysage linguistique et ainsi d’agir sur l’expérience de la ville. En interrogeant Parc-Extension par le biais de la traduction et du paysage linguistique, j’ai donc montré que langue et espace public pouvaient être pensés et maniés en concomitance pour défendre les intérêts des résident·e·s d’un quartier multiculturel et marginalisé.

À mon sens, ces conclusions confirment l'importance d'envisager le geste traductif dans son contexte social et spatial en traductologie et militent pour une prise en compte du riche potentiel narratif et analytique de la traduction dans l'étude des paysages linguistiques. Sur une note plus personnelle, ce projet m'a conscientisé au fait que, tout comme la traduction et le paysage linguistique, la recherche de terrain ne peut se soustraire au contexte social dans lequel elle se déploie. Il m'a rappelé qu'il est vain de se poser en observateur neutre et qu'il est bien plus éthique et productif d'intégrer à la démarche *les sujets de la représentation*, comme l'ont fait avant moi les personnes que j'ai interviewées. Et il m'importe de rappeler que les projets dont j'ai parlé en ces pages ne sont que de petites portions d'une vaste constellation de pratiques traductives citoyennes qui sont posées au service de populations marginalisées. Bien plus que d'être décrites ou étudiées, ces pratiques désintéressées demandent à être soutenues. Ma réflexion se porte maintenant sur cette constellation et sur la façon dont nos milieux – ceux de la professionnelle et de la traductologie – peuvent l'appuyer et l'outiller dans son rôle fondamental pour le vivre-ensemble.

Bibliographie

- Androutsopoulos, Jannis (2014), « Computer-mediated Communication and Linguistic Landscapes », dans Janet Holmes et Kirk Hazen (dir.), *Research Methods in Sociolinguistics: A Practical Guide*, West Sussex, John Wiley & Sons, Inc, p. 74-90.
- Angelelli, Claudia (2020), « Non-professional interpreting and translation (NPIT) », dans Erik Angelone, Maureen Ehrensberger-Dow et Gary Massey (dir.), *The Bloomsbury Companion to Language Industry Studies*, Londres, Bloomsbury Academic, p. 115-137.
- Antonini, Rachele (s.d.), « Non-professional translators and interpreters », dans Yves Gambier et Luc van Doorslaer (dir.), *Handbook of Translation Studies*, [En ligne], <https://benjamins-com.lib-ezproxy.concordia.ca/online/hts/articles/non1> (page consultée le 8 avril 2023).
- Antonini, Rachele, Letizia Cirillo, Linda Rossato et Ira Torresi (2017), « Introducing NPIT Studies », dans Rachele Antonini, Letizia Cirillo, Linda Rossato et Ira Torresi (dir.), *Non-professional Interpreting and Translation*, Amsterdam/Philadelphie, John Benjamins Publishing Company, p. 1-26.
- Apter, Emily (2021), « Afterword. Towards a Theory of Reparative Translation », dans Francesco Giusti et Benjamin Lewis Robinson (dir.), *The Work of World Literature. Cultural Inquiry*, ICI Berlin Press, p. 209-228.
- Artières, Philippe (2014), *Les écrits urbains sous contrôle: l'exemple de Montréal*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 112 p.
- Backhaus, Peter (2006), « Multilingualism in Tokyo: A Look into the Linguistic Landscape », *International Journal of Multilingualism*, vol. 3, n° 1, p. 52-66.
- Bagna, Carla, Monica Barni et Martina Bellinzona (2020), « Linguistic landscape and urban multilingualism », dans Evangelia Adamou et Yaron Matras (dir.), *The Routledge Handbook of Language Contact*, Londres, Routledge, p. 349-365.
- Basalamah, Salah (2005), « La traduction citoyenne n'est pas une métaphore », *TTR*, vol. 18, n° 2, p. 49-69.
- Barthes, Roland (1967), « Sémiologie et urbanisme », [En ligne], <https://www.larchitectureaujourd'hui.fr/wp-content/uploads/2016/05/7-BARTHES-ENTIER-tiny2.pdf> (page consultée le 3 octobre 2020).
- Barthes, Roland (1968), « La mort de l'auteur », *Le bruissement de la langue: Essais critiques IV*, Paris, Seuil, p. 63-70.
- Bellerose, Patrick (2022), « La réforme de la loi 101 adoptée », *Le Journal de Québec*, 24 mai, [En ligne], <https://www.journaldequebec.com/2022/05/24/la-reforme-de-la-loi-101-adoptee> (page

consultée le 13 mai 2023).

- Ben-Rafael, Eliezer, Elana Shohamy, Muhammad Hasan Amara et Nira Trumper-Hecht (2006), « Linguistic Landscape as Symbolic Construction of the Public Space: The Case of Israel », *International Journal of Multilingualism*, vol. 3, n° 1, p. 7-30.
- Ben-Rafael, Eliezer, Elana Shohamy et Monica Barni (2010), « Introduction: An Approach to an 'Ordered Disorder' », dans Eliezer Ben-Rafael, Elana Shohamy et Monica Barni (dir.), *Linguistic Landscape in the City*, Bristol, Multilingual Matters, p. xi-xxviii.
- Blackwood, Robert et Stefania Tufi (2012), « Policies vs Non-Policies: Analysing Regional Languages and the National Standard in the Linguistic Landscape of French and Italian Mediterranean Cities », dans Durk Gorter, Heiko F. Marten et Luk Van Mensel (dir.), *Minority Languages in the Linguistic Landscape*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 109-126.
- Blommaert, Jan (2013), *Ethnography, Superdiversity and Linguistic Landscapes: Chronicles of Complexity*, Bristol, Multilingual Matters, 127 p.
- Bolton, Kingsley (2012), « World Englishes and linguistic landscapes », *World Englishes*, vol. 31, n° 1, p. 30-33.
- Bordeleau, Jean-Louis (2021), « Montréal a évité une troisième vague de COVID-19 », *Le Devoir*, 2 mai, [En ligne], <https://www.ledevoir.com/societe/sante/604610/montreal-a-evite-une-troisieme-vague-de-covid-19> (page consultée le 26 mars 2023).
- Bouchard, Pierre (2012), *La langue de l'affichage commercial sur l'île de Montréal en 2010 : langue du commerce et des affaires*, Office québécois de la langue française, 78 p.
- Boudreau-Savoie, Antony (s.d.), « Entrevue – Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier », *Cinémaniak*, [En ligne], <https://www.cinemaniak.net/entrevue-je-me-souviens-dun-temps-ou-personne-ne-joggait-dans-ce-quartier/> (page consultée le 1^{er} juin 2023).
- Bourbeau, Jean (2021), « Parc-Extension : Portraits d'un quartier inquiet (partie 1) », *Urbania*, [En ligne], <https://urbania.ca/article/parc-extension-portraits-dun-quartier-inquiet-partie-1> (page consultée le 13 février 2022).
- Bourgault-Côté, Guillaume (2020), « Les étincelles de l'éclosion », *Le Devoir*, 2 mai, [En ligne], <https://www.ledevoir.com/societe/578173/les-etincelles-de-l-eclosion> (page consultée le 26 mars 2023).
- Bourhis, Richard Y. et Rodrigue Landry (1997), « Linguistic Landscape and Ethnolinguistic Vitality: An Empirical Study », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 16, n° 1, p. 23-49.
- Buzelin, Hélène (2010), « Agents of translation », dans Yves Gambier et Luc van Doorslaer, *Handbook of Translation Studies*, vol. 2, Amsterdam/Philadelphie, John Benjamins Publishing Company, 197 p.

- Cartwright, Jenny (2021), *Je me souviens d'un temps où personne ne joggait dans ce quartier*, numérique, 78 min.
- Centraide du Grand Montréal (2021), « Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension : Analyse territoriale 2019-20 », [En ligne], <https://www.centraide-mtl.org/wp-content/uploads/2021/01/Portrait-Montreal-Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension-2019-2020.pdf> (page consultée le 17 janvier 2023).
- Centre des mémoires montréalaises (2016), « La présence autochtone à Montréal », [En ligne], <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/la-presence-autochtone-montreal> (page consultée le 19 janvier 2023).
- Centre des mémoires montréalaises (2017), « Bienvenue dans Parc-Extension », [En ligne], <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/bienvenue-dans-parc-extension> (page consultée le 17 janvier 2023).
- Centre des mémoires montréalaises (2019), « Les Iroquoiens du Saint-Laurent », [En ligne], <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/les-iroquoiens-du-saint-laurent> (page consultée de 19 janvier 2023).
- Chesterman, Andrew (2007), « Bridge Concepts in Translation Sociology », dans Michaela Wolf et Alexandra Fukari (dir.), *Constructing a Sociology of Translation*, Amsterdam et Philadelphie, John Benjamins Publishing Company, p. 171-183.
- Choinière, Olivier (2016), « Parc-Ex, en fragments », *Nouveau Projet 10*, [En ligne], <https://atelier10.ca/nouveauprojet/article/parc-ex-en-fragments> (page consultée le 24 mai 2023).
- Chouinard, Marie-Andrée (2021), « La barrière de la langue en plus de l'isolement », *Le Devoir*, 17 mars, <https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/597025/coronavirus-la-barriere-de-la-langue-en-plus-de-l-isolement> (page consultée le 8 mars 2023).
- Cleveland, Janet, Jill Hanley, Annie Jaimes et Tamar Wolofsky (2020), *Impacts de la crise de la COVID-19 sur les « communautés culturelles » montréalaises : Enquête sur les facteurs socioculturels et structurels affectant les groupes vulnérables*, Institut universitaire SHERPA, [En ligne], <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4155101> (page consultée le 8 mars 2023).
- Colpron, Suzanne (2019), « Embourgeoisement : Parc-Extension sous tension », *La Presse*, 30 juin, <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2019-06-30/embourgeoisement-parc-extension-sous-tension> (page consultée le 23 janvier 2023).
- Corbeil, Jean-Claude (2008), « Les six principes fondamentaux de l'aménagement linguistique au Québec », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Les Éditions Fides, p. 375-387.

- Corriveau, Jeanne (2020), « Montréal-Nord, Saint-Michel et Rivière-des-Prairies sont des « quartiers chauds » de COVID-19 », *Le Devoir*, 28 avril, [En ligne], <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/577870/montreal-nord-saint-michel-et-riviere-des-prairies-sont-des-quartiers-chauds-de-la-pandemie> (page consultée le 26 mars 2023).
- Corriveau, Jeanne (2021), « Denis Coderre propose de retirer la clôture entre Mont-Royal et Parc-Extension », *Le Devoir*, 28 septembre, [En ligne], <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/636069/denis-coderre-propose-de-retirer-la-cloture-entre-mont-royal-et-parc-extension> (page consultée le 18 janvier 2023).
- Crête, Mylène (2021), « Les allophones dans l'angle mort de la campagne de vaccination », *Le Devoir*, 9 mars, <https://www.ledevoir.com/societe/sante/596577/vaccination-allophones-dans-l-angle-mort> (page consultée le 8 mars 2023).
- Cronin, Michael (2006), *Translation and Identity*, New York et Londres, Routledge, 166 p.
- Cronin, Michael (2016), « Digital Dublin: Translating the Cybercity », dans Sherry Simon (dir.), *Speaking Memory: How Translation Shapes City Life*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 103-116
- Cronin, Michael et Sherry Simon (2014), « Introduction: The City as translation zone », *Translation Studies*, vol. 7, n° 2, p. 119-132.
- De Vierman, Anaïs (2021), « In the Shadow of the Cathedral: The Linguistic Landscape of Antwerp », dans Judith Woodsworth (dir.), *Translation and the global city: Bridges and gateways*, New York, Routledge, p. 133-152.
- Desautels, Éric (2018), *Langue de l'affichage public des entreprises de l'île de Montréal : de février à mai 2017*, Office québécois de la langue française, [En ligne], https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/sociolinguistique/2018/20180329_etude-langue-affichage-entreprises-montreal.pdf (page consultée le 17 janvier 2023).
- Desjardins, Renée (2022), « Hello/Bonjour Won't Cut It in a Health Crisis », dans Tong King Lee et Dingkun Wang (dir.), *Translation and Social Media Communication in the Age of the Pandemic*, New York, Routledge, p. 78-97.
- Dufresne, Marie-Ève (2013), « Mise en scène de l'ethnicité? Les commerces sud-asiatiques de Parc-Extension : leur façade et leur commerçant », mémoire de maîtrise, INRS, 224 p.
- Dyck, Sasha (2020), « Les formes d'entraide durant la COVID-19 à Parc-Extension : entre préoccupations humaines et agentivité citoyenne | Entretien avec Sasha Dyck », *Vivre Ensemble*, [En ligne], <https://cjf.qc.ca/vivre-ensemble/webzine/article/les-formes-dentraide-durant-la-covid-19-a-parc-extension-entre-preoccupations-humaines-et-agentivite-citoyenne-entretien-avec-sasha-dyck/> (page consultée le 8 mars 2023).

- Evrin, Feyza et Bernd Meyer (2016), « Editorial », *European Journal of Applied Linguistics*, vol. 4, n° 1, p. 1-4.
- Favretti, Eveline et Jean-François Leclerc (2011), *Parc-Extension : 100 ans d'histoire – Bilan et chronologie historiques*, Centre d'histoire de Montréal, [En ligne], https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/arrond_vsp_fr/media/documents/rech_bilan_parc_extension.pdf (page consultée le 17 janvier 2023).
- Flynn, Peter (s.d.), « Ethnographic Approaches », dans Yves Gambier et Luc van Doorslaer (dir.), *Handbook of Translation Studies*, [En ligne], <https://benjamins-com.lib-ezproxy.concordia.ca/online/hts/articles/eth2>, page consultée le 25 avril 2023.
- Fonds de solidarité FTQ (s. d.), « “Ça va bien aller” : quand les Québécois se mobilisent », Site Internet du Fonds de solidarité FTQ, [En ligne], <https://www.fondsftq.com/fr-ca/particuliers/epargne-positive/initiative-solidaire-quebecois> (page consultée le 9 mars 2023).
- Gervais, Lisa-Marie (2020), « Le ministère de la Santé accusé d'avoir « oublié » les immigrants », *Le Devoir*, 24 mars, <https://www.ledevoir.com/societe/575621/covid-19-le-ministere-de-la-sante-accuse-d-avoir-oublie-les-immigrants> (page consultée le 1^{er} avril 2023).
- Gorter, Durk (2019), « Methods and Techniques for Linguistic Landscape Research: About Definitions, Core Issues and Technological Innovations », dans Martin Pütz et Neele Mundt (dir.), *Expanding the Linguistic Landscape: Linguistic Diversity, Multimodality and the Use of Space as a Semiotic Resource*, Bristol, Multilingual Matters, p. 38-57.
- Guay, Emanuel, Aaron Vansintjan, Chloé Reiser, Alessandra Renzi, Violaine Jolivet, Tamara Vukov, Alex Megelas, Ronald Rose-Antoinette et Amy Darwish (2020), « MIL façons de se faire évincer : l'Université de Montréal et la gentrification à Parc-Extension », [En ligne], <https://antievictionmontreal.org/wp-content/uploads/2020/06/MIL-façons-de-se-faire-évincer-LUniversité-de-Montréal-et-la-gentrification-à-Parc-Extension.pdf>, page consultée le 17 janvier 2023.
- Guidara, Amin (2018), « Petit glossaire de l'argot montréalais », *La Presse+*, [En ligne], https://plus.lapresse.ca/screens/a483b787-a330-418d-904d-4a8814866b2a%7C_0.html (page consultée le 20 mai 2023).
- Hornsby, Michael et Dick Vigers (2012), « Minority Semiotic Landscapes: An Ideological Minefield? », dans Durk Gorter, Heiko F. Marten et Luk Van Mensel (dir.), *Minority Languages in the Linguistic Landscape*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 57-73.
- Inghilleri, Moira (2016), *Translation and Migration*, Londres et New York, Routledge, 212 p.
- Ivkovic, Dejan et Heather Lotherington (2009), « Multilingualism in cyberspace: conceptualising the virtual linguistic landscape », *International Journal of Multilingualism*, vol. 6, n° 1, p. 17-36.

- Jacobs, Jane (1992 [1961]), *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Books Edition, 458 p.
- Jakobson, Roman (1959), *On Linguistic Aspects of Translation*, [En ligne], <https://web.stanford.edu/~eckert/PDF/jakobson.pdf> (page consultée le 2 décembre 2020).
- Jaworski, Adam et Crispin Thurlow (2010), « Introducing Semiotic Landscapes », dans Adam Jaworski et Crispin Thurlow (dir.), *Semiotic landscapes: language, image, space*, Londres, Bloomsbury Publishing, p. 1-40.
- Kellerman, Aharon (2010), « Mobile broadband services and the availability of instant access to cyberspace », *Environment and Planning A*, vol. 42, p. 2990-3005.
- Koskinen, Kaisa (2012), « Linguistic Landscape as Translational Space: The Case of Hervanta, Tampere », dans Jani Vuelteenaho, Lieven Ameel, Andrew Newby et Maggie Scott (dir.), *COLLeGIUM volume 13: Language, Space and Power: Urban Entanglements, Studies across Disciplines in the Humanities and Social Sciences*, p. 73-92.
- Krystallidou, Demi et Sabine Braun (2022), « Risk and Crisis Communication during COVID-19 in Linguistically and Culturally Diverse Communities », dans Piotr Blumczynski et Steven Wilson (dir.), *The Languages of COVID-19: Translational and Multilingual Perspectives on COVID-19*, New York, Routledge, p. 128-144.
- Lamarre, Patricia (2014), « Bilingual winks and bilingual wordplay in Montreal's linguistic landscape », *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 2016, n° 22, p. 131-151.
- Lather, Patti (1986), « Issues of Validity in Openly Ideological Research: Between a Rock and a Soft Place », *Interchange*, vol. 17, n° 4, p. 63-84.
- Leduc, Louise (2020), « Des communautés culturelles mal informées », *La Presse*, 26 mars, <https://www.lapresse.ca/actualites/covid-19/2020-03-26/des-communaut%C3%A9s-culturelles-mal-inform%C3%A9es> (page consultée le 8 mars 2023).
- Lee, Tong King (2021), « Introduction: Thinking cities through translation », dans Tong King Lee (dir.), *The Routledge Handbook of Translation and the City*, Londres et New York, Routledge, p. 1-11.
- Lee, Tong King (2022), « Translation and Translanguaging in (Post)Multilingual Societies », dans Kirsten Malmkjær (dir.), *The Cambridge Handbook of Translation*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 119-138.
- Lees, Christopher (2021), « The Translation Landscape of Thessaloniki's "Kastrá" Neighbourhood: Some qualitative findings from a cross-disciplinary approach to translated texts in public spaces », *Target*, vol. 33, n° 3, p. 464-493.
- Leimgruber, Jakob R.E., Naomi Vingron et Debra Titone (2020), « What Do People Notice from Real-World Linguistic Landscapes », dans David Malinowski et Stefania Tufi (dir.),

Reterritorializing Linguistic Landscapes: Questioning Boundaries and Opening Spaces, Londres et New York, Bloomsbury Publishing, p. 16-30.

- Malinowski, David (2009), « Authorship in the Linguistic Landscape: A Multimodal-Performative View », dans Elana Shohamy et Durk Gorter (dir.), *Linguistic Landscape: Expanding the Scenery*, New York et Londres, Routledge, p. 107-125.
- Malinowski, David (2019), « Learning to Translate the Linguistic Landscape », dans Martin Pütz et Neele Mundt (dir.), *Expanding the Linguistic Landscape: Linguistic Diversity, Multimodality and the Use of Space as a Semiotic Resource*, Bristol, Multilingual Matters, p. 58-71.
- Malinowski, David et Stefania Tufi (2020), « Introduction », dans David Malinowski et Stefania Tufi (dir.), *Reterritorializing Linguistic Landscapes: Questioning Boundaries and Opening Spaces*, Londres et New York, Bloomsbury Publishing, p. 1-12.
- Marten, Heiko F., Luk Van Mensel et Durk Gorter (2012), « Studying Minority Languages in the Linguistic Landscape », dans Durk Gorter, Heiko F. Marten et Luk Van Mensel (dir.), *Minority Languages in the Linguistic Landscape*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 1-18.
- McDonough Dolmaya, Julie (2011), « The ethics of crowdsourcing », *Linguistica Antverpiensia*, vol. 10, p. 97-110.
- McDonough Dolmaya, Julie (2018), « Translation and collaborative networks », dans Sue-Ann Harding et Ovidi Carbonell Cortés, New York, Routledge, p. 347-360.
- McDonough Dolmaya, Julie (2020), « Crowdsourced translation », dans Mona Baker et Gabriela Saldanha (dir.), *Routledge Encyclopedia of Translation Studies*, p. 124-129.
- McKenna, Alain (2022), « L'IA montréalaise accusée d'exacerber la crise du logement dans Parc-Extension », *Le Devoir*, 5 mai, <https://www.ledevoir.com/economie/707373/logement-l-ia-montrealaise-accusee-d-exacerber-la-crise-du-logement-dans-parc-extension> (page consultée le 23 janvier 2023).
- Mokha, Avleen K. (2020), « Pandem!Ex' Mutual Aid provides support to the isolated during time of uncertainty », *Nouvelles Parc-Extension News*, 16 avril, [En ligne], <https://www.px-news.com/covid-19-pandem-ex> (page consultée le 1^{er} juin 2023).
- Mosconi, Gaia, Matthias Korn, Christian Reuter, Peter Tolmie, Maurizio Teli et Volkmar Pipek (2017), « From Facebook to the Neighbourhood: Infrastructuring of Hybrid Community Engagement », *Computer Supported Cooperative Work (CSCW): The Journal of Collaborative Computing and Work Practices*, vol. 26, n^{os} 4-6, p. 959-1003.
- O'Brien, Sharon et Federico Federici (2019), « Crisis Translation: considering language needs in multilingual disaster settings », *Disaster Prevention and Management*, vol. 29, n^o 2, p. 129-143.
- Ortega, Pilar, Glenn Martinez et Lisa Diamond (2020), « Language and Health Equity during COVID-19: Lessons and Opportunities », *Journal of Health Care for the Poor and*

Underserved, vol. 31, n° 4, p. 1530-1535.

Papineau, Philippe (2020), « L'entraide numérique à l'époque du coronavirus », *Le Devoir*, 17 mars, <https://www.ledevoir.com/societe/575076/l-entraide-numerique-a-l-epoque-du-coronavirus-tout-seuls-ensemble-sur-facebook> (page consultée le 9 mars 2023).

Parc Ex Mutual Aid (2021), « Entraide de PARC EX Mutual Aid », *gofundme*, [En ligne], <https://www.gofundme.com/f/entraide-de-parc-ex-mutual-aid> (page consultée le 1^{er} juin 2023).

Pavlenko, Aneta (2012), « Transgression as the Norm: Russian in Linguistic Landscape of Kyiv, Ukraine », dans Durk Gorter, Heiko F. Marten et Luk Van Mensel (dir.), *Minority Languages in the Linguistic Landscape*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 36-56.

Pennycook, Alastair, Brian Morgan et Ryuko Hubota (2013), « Series Editors' Preface », dans Jan Blommaert, *Ethnography, Superdiversity and Linguistic Landscapes: Chronicles of Complexity*, Bristol, Multilingual Matters, p. ix-xii.

Pérez-González, Luis et Şebnem Susam-Saraeva (2012), « Non-professionals Translating and Interpreting: Participatory and Engaged Perspectives », *The Translator*, vol. 18, n° 2, p. 149-165.

Polezzi, Loredana (12 novembre 2020), « Translating the Neighbourhood » [conférence], dans LINCS – Language Integration and New Communities in a Multicultural Society, *Sherry Simon and Loredana Polezzi at "Translating the Neighbourhood"*, [En ligne], <https://lincsproject.wordpress.com/2020/11/12/sherry-simon-and-loredana-polezzi-at-translating-the-neighbourhood/> (page consultée le 17 janvier 2022).

Poirier, Cécile (2006), « Parc-Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal », *Les Cahiers du Grès*, vol. 6, n° 2, p. 51-68.

Pomerleau, Marc (2020), « Dans les services de santé, *languages matter* », *Circuit*, n° 150, printemps 2021, [En ligne], <https://r-libre.telug.ca/2260/1/PomerleauM-2021-Languages%20matter.pdf> (page consultée le 27 mars 2023).

Pütz, Martin et Neele Mundt (2019), « Multilingualism, Multimodality and Methodology: Linguistic Landscape Research in the Context of Assemblages, Ideologies and (In)visibility: An Introduction », dans Martin Pütz et Neele Mundt (dir.), *Expanding the Linguistic Landscape: Linguistic Diversity, Multimodality and the Use of Space as a Semiotic Resource*, Bristol, Multilingual Matters, p. 1-22.

Pym, Anthony et Bei Hu (2022), « Trust and Cooperation through Social Media », dans Tong King Lee et Dingkun Wang (dir.), *Translation and Social Media Communication in the Age of the Pandemic*, New York, Routledge, p. 44-61.

Pym, Anthony, Bei Hu, Maria Karidakis, John Hajek, Robyn Woodward-Kron et Riccardo Amorati (2022), « Community Trust in Translations of Official COVID-19 Communications in Australia: An Ethical Dilemma Between Academics and News Media », dans Piotr Blumczynski et Steven Wilson (dir.), *The Languages of COVID-19: Translational and*

- Multilingual Perspectives on COVID-19*, New York, Routledge, p. 110-127.
- Rantisi, Norma M. et Deborah Leslie (2010), « Materiality and Creative Production : The Case of the Mile End Neighborhood in Montréal », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 32, n° 12, p. 2824-2841.
- Reh, Mechthild (2004), « Multilingual writing: a reader-oriented typology — with examples from Lira Municipality (Uganda) », *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 2004, n° 170, p. 1-41.
- Renzi, Alessandra, Tamara Vukov, Emanuel Guay, Sepideh Shahamati, Yannick Baumann, Simone Chen et Montserrat Emperador Badimon (2022), « Le Big Data contre le droit à un chez-soi? », *Revue Droits et libertés*, printemps/été 2022, [En ligne], <https://liguedesdroits.ca/le-secteur-de-lintelligence-artielle-et-lembourgeoisement-de-parc-extension/> (page consultée le 23 janvier 2023).
- Saldanha, Gabriela et Sharon O'Brien (2014), *Research Methodologies in Translation Studies*, Abingdon, Routledge, 277 p.
- Samoyault, Tiphaine (2016), « La traduction agonique », *Po&sie*, vol. 2016/2, n° 156, p. 127-135.
- Samoyault, Tiphaine (2020), *Traduction et violence*, Paris, Éditions du Seuil, 203 p.
- Sennett, Richard (1990), *La conscience de l'œil*, traduit de l'anglais par Dominique Dill, Lagrasse, Verdier, 404 p.
- Sennett, Richard (2012), *Together: The Rituals, Pleasures and Politics of Cooperation*, New Haven et Londres, Yale University Press, 323 p.
- Sennett, Richard (2018), *Bâtir et habiter: Pour une éthique de la ville*, traduit de l'anglais par Astrid von Busekist, Paris, Albin Michel, 407 p.
- Shackleton, Jamie (2018), « Preparedness in diverse communities: citizen translation for community engagement », présenté dans le cadre du colloque *Understanding Risk, Risk Reduction, Consequences and Forecasting Track*, [En ligne], idl.iscram.org/files/jamieshackleton/2018/1652_JamieShackleton2018.pdf (page consultée le 20 mars 2023).
- Shohamy, Elana (2019), « Linguistic Landscape after a Decade: An Overview of Themes, Debates and Future Direction », dans Martin Pütz et Neele Mundt (dir.), *Expanding the Linguistic Landscape: Linguistic Diversity, Multimodality and the Use of Space as a Semiotic Resource*, Bristol, Multilingual Matters, p. 25-37.
- Shohamy, Elana et Durk Gorter (2009), « Introduction », dans Elana Shohamy et Durk Gorter (dir.), *Linguistic Landscape: Expanding the Scenery*, New York et Londres, Routledge, p. 1-10.

- Simon, Sherry (2006), *Translating Montreal: Episodes in the Life of a Divided City*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 279 p.
- Simon, Sherry (2012), *Villes en traduction: Calcutta, Trieste, Barcelone et Montréal*, traduit de l'anglais par Pierre Lambert, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 274 p.
- Simon, Sherry (2016), « Introduction », dans Sherry Simon (dir.), *Speaking Memory: How Translation Shapes City Life*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 3-20.
- Simon, Sherry (2021), « The Translational City », dans Tong King Lee (dir.), *The Routledge Handbook of Translation and the City*, Londres et New York, Routledge, p. 15-25.
- Snell-Hornby, Mary (2006), « The Cultural Turn of the 1980s », *The Turns of Translation Studies: New Paradigms or Shifting Viewpoints*, Amsterdam/Philadelphie, John Benjamins Publishing Company, p. 47-67.
- Spolsky, Bernard (2009), « Prolegomena to a Sociolinguistic Theory of Public Signage », dans Elana Shohamy et Durk Gorter (dir.), *Linguistic Landscape: Expanding the Scenery*, New York et Londres, Routledge, p. 25-39.
- Table de quartier de Parc-Extension (s. d.), « Parc-Extension : Découvrez la communauté de Parc-Extension », [En ligne], <https://www.parcex.org/parc-extension/> (page consultée le 17 janvier 2023).
- Van Mensel, Luk et Jeroen Darquennes (2012), « All is Quiet on the Eastern Front? Language Contact along the French-German Language Border in Belgium », dans Durk Gorter, Heiko F. Marten et Luk Van Mensel (dir.), *Minority Languages in the Linguistic Landscape*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 164-182.
- Venuti, Lawrence (2012), *The Translator's Invisibility: The History of Translation*, 2^e éd., Hoboken, Taylor and Francis, 337 p.
- Vertovec, Steven (2007), « Super-diversity and its Implications », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 30, n° 6, p. 1024-1054.
- Ville de Montréal (2020), « Coup d'œil sur la population immigrante », [En ligne], http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/POPULATION%20IMMIGRANTE%202020.PDF (page consultée le 4 août 2022).
- Wallach, Yair (2020), *A City in Fragments: Urban Text in Modern Jerusalem*, Stanford, Stanford University Press, 328 p.
- Woodsworth, Judith (2021), « Introduction: Translational Spaces and the Bridges that Span Them », dans Judith Woodsworth (dir.), *Translation and the global city: Bridges and gateways*, New York, Routledge, p. 1-18.